

# Oiseau-tempête

3,5 €



## SIMULATEURS DE VOL

**I**maginées en Allemagne de l'Ouest au lendemain de la deuxième guerre mondiale, les « entreprises d'entraînement et pédagogiques » (EE ou EEP) – en fait des entreprises fictives – servirent d'abord à préparer (ou à simuler) la reconversion dans le secteur tertiaire de milliers de paysans jugés physiquement inaptes au retour à la terre. Importé en France à la fin des années 1980, cet avatar moderne, virtuel et kafkaïen, du système d'apprentissage s'adresse à des chômeurs de longue durée et à des jeunes « en recherche d'insertion ». Dépendantes de financements publics aléatoires<sup>1</sup>, les EEP semblent connaître un essor chaotique, alors même que le concept est récupéré à la fois par des universités en voie de privatisation et par de grandes firmes (Mercedes, Adidas, Ikéa), qui ouvrent leur propre « entreprise d'entraînement ».

Le « Réseau des entreprises d'entraînement » regroupe une centaine de vraies/fausses entreprises, dont il définit ainsi la particularité : « L'EE reproduit, grandeur nature, toutes les fonctions – hormis celles de la production – des services d'une entreprise. Elle étudie le

marché, crée des modèles, fait de la publicité, s'approvisionne en matières premières, transporte, stocke, planifie, étudie les méthodes de fabrication, lance la production, vend ses produits. [...] Les documents "officiels" eux-mêmes (chéquiers, factures, documents comptables, documents de douanes, etc.) sont des fac-similés<sup>2</sup>. »

Le réseau compte même une entreprise de travail temporaire, où de vrais chômeurs feignent de trouver du travail à des chômeurs imaginaires. Cependant, la virtualité peine à s'abstraire complètement de la réalité : pour qu'une tâche soit « jouée », il faut que le stagiaire en ait déjà une représentation et qu'il puisse l'appuyer sur des objets factices, comme l'enfant joue avec une dinette de poupée ou des billets de Monopoly. Il est significatif qu'aucune EE ne soit rattachée aux secteurs informatique ou informationnel. Virtualiser (davantage) la production immatérielle a paru, jusqu'à présent, une gageure impossible. On peut certes imaginer que des innovations proposées par les stagiaires peuvent, comme dans toute entreprise, être captées et utilisées gratuitement. Mais, incités à la production réelle d'idées et de

concepts, et non plus à la simulation de tâches matérielles, les stagiaires pourraient avoir le sentiment justifié d'être *réellement* volés, sous prétexte d'entraînement.

On notera encore que ce nouveau modèle pédagogique rejoint, sans s'y référer, la fiction d'un capitalisme purement marchand, sans fabrication ni usines (*fabless* en novlangue). Concentrée sur les tâches les plus éloignées de la production matérielle (conception, commercialisation...), la « firme creuse » (*hollow corporation*) délègue les autres à la sous-traitance, délocalisée en fonction du moindre coût de production<sup>3</sup>. De leur côté, les entreprises d'entraînement remplacent l'apprentissage classique par du *travail creux*. Faire semblant de faire ou faire semblant de faire sans, pédagogues et patrons *new look* ne savent plus quoi inventer pour dissimuler la partie honteuse du système : il y a toujours du travail exploité (mais pas n'importe où et pas pour n'importe qui). De plus, il est vide : sans autre sens que l'exploitation même dont il est l'objet.

### La règle et le jeu

Aux contraintes habituelles du travail ou du stage (horaires, rapports hiérarchiques, notation, etc.), s'ajoute donc l'obligation pour les intéressé(e)s de *faire semblant de croire* à la réalité d'une production, en fait simulée. Les stagiaires sont partagés entre la révolte et l'intégration. Révolte contre une contrainte particulièrement absurde, détachée même de la rationalité capitaliste qui définit clairement le patron comme exploiteur ; intégration délirante du « faire comme si », qui constitue un redoublement de l'activité aliénée par l'aliénation mentale. Dans ce dernier cas, personne ne leur sait gré de leur effort. Les réactions du personnel d'encadrement mettent en relief le fait que les stagiaires sont placés dans un système de double contrainte dont ils ne peuvent sortir. Toujours trop dedans ou trop dehors, trop rebelles ou trop soumis, ils n'atteignent jamais le point d'équilibre rêvé par le capital moderne – et pas seulement par ses officines de pédagogie virtuelle – entre l'initiative personnelle, joyeuse, créatrice et subjective, et la docilité flexible du corps et de l'esprit.

« Il y a toujours un petit flottement au début, dit une directrice d'EE. C'est rare que les personnes oublient le virtuel d'entrée de jeu. Mais, d'un seul coup – ça peut être variable selon les gens, des fois ça met un mois, des fois quinze jours, d'autres fois une semaine ou deux jours [sur quatre mois et demi] –, ils font la bascule. Ils oublient le virtuel et ils se trouvent plongés dans une vraie entreprise. Ce n'est pas toujours bien. Ça a un effet pervers. Le fait d'oublier qu'on est dans le virtuel, c'est bien parce qu'ils vont se remettre dans le bain du travail. Le problème, c'est qu'ils vont oublier qu'ils sont demandeurs d'emploi. »

Ce que ne voit pas la directrice, c'est que la dimension que les stagiaires « décident » brusquement d'oublier, pour atténuer la souffrance que leur cause le sentiment du ridicule de leur situation, ça n'est pas la virtualité de leur tâche, mais bien la réalité elle-même. Pourquoi (et comment) dès lors en retenir un aspect aussi peu réjouissant que la condition de chômeur ?

### Tricher ou faire le mort

La stagiaire dont les propos sont rapportés ci-après présente un exemple caricatural d'intégration du commandement pédagogique : tous les efforts qu'elle fait « pour de faux » la préparent à être une exploitée modèle, ce dont elle se félicite : « Pour moi, il ne s'est pas passé un

jour où je me suis dit : "C'est un jeu, c'est du fictif". Je travaille vraiment comme dans une entreprise. [...] Je ne me suis pas dit que c'est du fictif [à propos d'une erreur à rectifier]. Je serais rentrée chez moi pour manger chaud. C'est vous dire à quel point j'efface ce côté fictif. Plus je corrigerai ces erreurs, plus je serai opérationnelle dans un



Pl. 59. Défense par prise de veston et strangulation.



Pl. 54. Défense contre une prise de veston des deux mains.

service. Si déjà je prends sur moi de sacrifier mon temps, ça veut dire que plus tard je serai capable de le faire dans une entreprise. C'est déjà des petites habitudes que je prends ici. »

Certains vont si loin dans la prise au sérieux du « travail », faussement productif mais réellement subi, qu'ils en viennent à traduire leur révolte dans une vraie/fausse grève, qui ne fait pas partie du jeu mais n'en transgresse pas les règles. Un préavis est ainsi déposé par les pseudo-salariés d'une EEP du secteur de l'alimentation ; leurs salaires fictifs, fixés par référence aux accords de branche, sont très bas. Les faux délégués du personnel réclament donc pas moins de 10 % d'augmentation virtuelle !

« Moi, je l'ai vécu comme si c'était une grève réelle, confie une formatrice. On sentait qu'il y avait une tension entre la direction [incarner par elle seule ce jour-là] et eux. Finalement, j'ai cédé 1 % d'augmentation. Après, ce qui est curieux, c'est que comme dans toute grève, il y a eu des meneurs. Après, je sais qu'ils se sont un peu bouffés le nez entre eux [grévistes et non-grévistes], parce que certains disaient : "On s'est mouillés et toi, tu seras quand même bien content d'avoir les 1 % d'augmentation". »

Il n'y a pas que des grévistes virtuels, mais de vrai(e)s absentéistes. De celles-là, la stagiaire déjà citée semble dire qu'elles sont dans l'erreur, en s'imaginant – à tort – être dans une entreprise virtuelle : « Il y en a beaucoup qui se sont dits qu'elles sont dans le fictif [*sic*]. Résultat, elles viennent le matin mais plus l'après-midi. Il y a un laisser-aller. Même [le directeur de l'EEP], qu'est-ce que vous voulez qu'il dise ? Il y a des femmes de 35-40 [ans] qui lui

font un coup de gueule. Pour elles, ça ne leur apporte rien. [...] Il y a beaucoup de ras-le-bol.»

Face au ras-le-bol et aux attitudes d'insoumission, les formateurs (peut-être) les mieux intentionnés ne trouvent que les promesses dérisoires d'un conte de fées sordide : pour peu qu'il/elle sache « se calmer », chacun et surtout chacune a quelque part un patron qui l'attend !

« J'ai des stagiaires, dit un formateur, qui ont d'énormes qualités professionnelles mais qui ne trouveront jamais de boulot parce qu'elles ont une attitude beaucoup trop rebelle, beaucoup trop amère ou trop négative vis-à-vis de la société en général. Ces filles-là, certaines se calment à l'EEP mais d'autres n'arrivent pas à se calmer. Elles restent sur le tapis. [...] C'est bien d'être rebelle parce que ça fait avancer une société. Mais il y a des fois aussi où il vaut mieux savoir la fermer. [...] Parfois ils disent des choses qui sont totalement vraies : ils parlent du piston, du relationnel, du racisme. Ils ont raison. Mais nous, en tant que formateurs, on est là pour atteindre un objectif, leur dire : « On sait que ça existe, mais il n'y a pas de raison qu'un jour tu ne trouves pas un employeur qui aime une Africaine, qui cherche une comptable à mi-temps comme tu es ». » On remarquera le va-et-vient entre le masculin et le féminin, et pour ce dernier genre, le recours au discours du conseil conjugal : « un employeur qui aime une Africaine [...] comme tu es ».



« **IL Y EN A BEAUCOUP QUI PÊTENT LES PLOMBS.** Il y a beaucoup de stagiaires qui ont craqué. *Ce monde du fictif est dur.* C'est arrêt de maladie sur arrêt de maladie. » Reconnaissons la pertinence de ces propos (que je souligne) de la stagiaire intégrée. Certes, la répétition quotidienne en farce de la tragédie de l'exploitation donne lieu à une gamme de comportements schizophréniques. Pourtant, ça n'est pas seulement l'usage croissant du vir-

1 - Directions départementales du travail et de l'emploi, conseils régionaux, Fonds social européen.

2 - Cette citation d'une brochure du REE et les extraits d'entretiens qui suivent sont tirés de la thèse de doctorat en sociologie de Cédric Frétigné : Les entreprises d'entraînement. Entre organisations formatives et organisations productives, Paris X-Nanterre, 2001. Cf. également « Se reconverter grâce aux entreprises d'entraînement », Le Monde, 11 juin 1997.

3 - Cf. « L'entreprise sans usines, le nouveau fantasme patronal », Le Monde, 26 novembre 2002. L'article cite Nike comme entreprise soi-disant *fabless*.

4 - Cf. à propos d'une exposition-happening où les visiteurs étaient invités par divers associations droidelomistes à se mettre une heure durant « dans la peau » d'un demandeur d'asile : « Le monde comme si vous y étiez », Oiseau-tempête, n° 5, été 1999.

tuel dans le système, qu'il soit manié par ses gestionnaires, et ses larbins ou par ses directeurs de conscience démocrates<sup>4</sup>, qui rend malade ou fou. Ce « monde du fictif », dur aux pauvres, c'est bien le nouveau capitalisme, qui prétend contraindre les corps et les esprits à ses chimères, à ses « valeurs » et commandements contradictoires (Obéis! – Sois performant ! Mobilise-toi ! – Tais-toi !), et à l'idée du travail lorsque le travail réel fait défaut.

CLAUDE GUILLON ■



Sommaire  
du  
numéro 10

- Simulateurs de vol (page 1) ●
- Krisis – quand la crise accouche d'une souris (4) ●
- Sot métier (6) ●
- L'équité a bon dos (10) ●
- Tract trouvé (14) ●
- Les forteresses fragiles (15) ●
- Irak – Chaos perpétuel et navigation à vue (25) ●
- Irak – La guerre nouvelle (26) ●
- Irak – Guerre et mondialisation (26) ●
- Irak – dépenses guerrières et fissures dans l'union nationale (27) ●
- Irak – économie de crise et patriotisme économique (28) ●
- Tract diffusé (31) ●
- Morale bio et tics du capital (32) ●
- L'authentique en suspens... (34) ●
- Une lecture de Reich : Love stories (38) ●
- Noun de Los Cobos (41) ●
- Poésie au-delà de toute parole (42) ●
- À vol d'oiseau (44) ●
- Notes de lecture & bibliothèque OT (45) ●
- Au Sud, rien de nouveau : entretien avec Yann (48) ●



KRISIS, MANIFESTE CONTRE LE TRAVAIL  
**QUAND LA MONTAGNE**  
ACCOUCHE D'UNE SOURIS

**L**ES ÉCRITS DU GROUPE KRISIS, constitué autour du sociologue Robert Kurtz et éditeur en Allemagne de la revue du même nom, étaient peu connus en France. Cette lacune est désormais réparée par la publication du *Manifeste contre le travail*<sup>1</sup>.

La critique de la morale du travail, dans la pensée de gauche, donne un ton et une fraîcheur à un texte où *Krisis* tente de caractériser la situation actuelle du capitalisme. Il s'agit d'abord pour eux de démonter les recettes réformistes prétendant corriger les méfaits du capitalisme de casino : les nostalgies keynésiennes, les revendications d'un salaire social, ou encore la taxe Tobin-Attac. Pour Kurtz et ses amis, la spéculation est la conséquence de la crise de l'investissement et non le contraire<sup>2</sup>. « C'est le critère de la rentabilité même, ainsi que ses bases, qui sont celles de la société de travail, qu'il faut attaquer comme obsolètes. » (p.74). *Krisis* se démarque aussi des projets des divers courants socialistes qui ont cru faire des revendications quantitatives, les luttes économiques et syndicales, le levier de l'émancipation sociale. Ce processus d'intégration est aujourd'hui suivi par l'éclatement du monde ouvrier ; terrain sur lequel « sonne le glas de la gauche classique » (p.86). C'est pourquoi, dans les projets de sa refondation, « la nostalgie social-démocrate et keynésienne se substitue à la rupture avec les catégories du travail » (p.87). *Krisis* souligne la nature étatique des projets de salaire social et de revenu garanti, recoupant en cela d'autres critiques<sup>3</sup>.

Jusqu'ici, rien de nouveau sous le soleil ! Concernant la critique du réformisme moderne, *Krisis* répète – avec un goût prononcé pour la suffisance –, ce qui a déjà été écrit. Cas d'école très répandu, à les lire il semble que la critique du capitalisme contemporain aurait commencé le jour où ils se sont mis à réfléchir. Mis à part quelques références au « situationnisme » et aux courants du gauchisme italien, quelques formules qui rappellent *Le droit à la paresse* de Paul Lafargue (jamais cité), on balaye tout sans distinction et on jette, pêle-mêle, le pire comme le meilleur dans les poubelles de l'histoire. Dès lors, on ne s'étonnera pas de voir le mouvement ouvrier réduit au syndicalisme, simple élément « accélérateur de la société du travail ». Fait significatif, on cherchera en vain, dans ce *Manifeste* la moindre allusion aux ruptures révolution-

naires du XX<sup>e</sup> siècle ou une seule référence aux courants révolutionnaires du marxisme et de l'anarchisme.

UNE IDÉE CENTRALE CONSTITUE l'ossature des analyses de *Krisis* : le capitalisme est un système dont le but est « la société de travail », « L'histoire de la modernité est l'histoire de l'instauration du travail » (p.45), « Le travail est une fin en soi dans la mesure même où il sert de vecteur à la valorisation du capital argent, à l'augmentation infinie de l'argent pour l'argent. Le travail est la forme d'activité de cette fin en soi absurde. » (p.33) Jamais ce vecteur-travail n'est défini comme relation sociale, historique, ni caractérisé spécifiquement comme travail aliéné, salarié<sup>4</sup>. Or, c'est la dépossession du travailleur de sa propre activité qui lui enlève le contrôle de sa propre vie. C'est l'activité humaine devenue marchandise, qui fonde les séparations. Chez *Krisis*, la notion de profit est absente, le concept d'exploitation compte peu puisque « la machine capitaliste n'a d'autre finalité qu'elle-même » (p.18).

La valorisation bourgeoise du travail est placée au centre du fonctionnement du système dont le but serait de faire travailler les individus ! Ce discours – qui renverse la morale religieuse voyant dans le travail la vocation naturelle de l'homme – foisonne de formules moralisantes : « principe cynique », « système délirant », « loi du sacrifice humain », « croisade au nom de l'idole travail », ou encore « il vaut mieux avoir "n'importe quel" travail plutôt que pas de travail du tout est devenu la profession de foi exigée de tous » (p.14). Or, si le prolétaire s'entête à chercher du travail, n'est-ce pas parce qu'il ne peut pas faire autrement, la vente de sa force de travail étant son seul *moyen de survie* ?

QU'EST-CE QUI CARACTÉRISE LA CRISE de la « société de travail » selon *Krisis* ? Voici des éléments de réponse : « Avec la troisième révolution industrielle de la micro-informatique, la société de travail se heurte à sa limite historique absolue. » (p.60). Plus précisément, « pour la première fois, on supprime davantage de travail qu'on ne peut en réabsorber par l'extension des marchés. » (p.62). Il s'en suit que, dans une société qui « n'aura jamais autant été une société de travail (...) le travail est devenu super-

flu. (...) c'est au moment même où le travail meurt qu'il se révèle une puissance totalitaire. » (p.14)<sup>5</sup>. *Krisis* semble oublier que cette nécessité d'élever constamment la productivité du travail, de remplacer le travail vivant par des machines, est intrinsèque au processus de production de capital. En période de crise, toute la force de travail ne trouve pas preneur sur le marché et l'apparence du travail comme superflu n'en est que la conséquence. En tirer une interprétation de type « catastrophique » représente une mystification, c'est renouer avec l'approche millénariste, présenter les contradictions présentes du capitalisme comme indépassables. Tout au long de son histoire, le capitalisme a pu rétablir, au prix de la barbarie, des nouvelles conditions de production de profit, créer de nouveaux marchés, et se faisant se perpétuer. Le capitalisme va mal, mais il ne s'effondrera pas de lui-même, il faudra bien l'intervention de forces sociales décidées à inscrire dans les faits un projet émancipateur. Là est la seule limite « absolue » du système.

**LA « RUPTURE AVEC LES CATÉGORIES DU TRAVAIL »**, *Krisis* l'associe à un « projet de resolidarisation ». Celui-ci doit se concrétiser dans de « nouvelles formes d'organisations sociales (associations libres, conseils) (qui) contrôlent les conditions de la reproduction à l'échelle de toute la société » (p.95). Après avoir assimilé prolétariat-sujet historique, grève et intégration syndicale au mouvement ouvrier réformiste *Krisis* a pour ambition de poser les jalons d'une « nouvelle théorie de la transformation sociale ». De celle-ci émerge la proposition d'une auto-organisation autour d'une « lutte pour un fond de temps social autonome ». Sur ce thème, la lecture du *Manifeste* gagne à être complétée par d'autres textes du groupe<sup>6</sup>. Et c'est alors qu'un épais brouillard tombe sur la ville !

Le secteur dit de l'« économie sociale » (ONG et associations) est défini comme « forme embryonnaire d'une reproduction émancipatrice et non-marchande », qu'il s'agit de « radicaliser et unifier dans la perspective d'un dépassement du système producteur de marchandises ». Un autre axe de lutte y est associé : « la paralysie du sys-

tème nerveux de la reproduction capitaliste », par des grèves de camionneurs et les barrages des écologistes contre le transport de matières radioactives. Enfin, squats crèches autonomes, associations de consommateurs, coopératives, occupations de terres dans les pays pauvres, sont susceptibles d'organiser une « reproduction autonome » et contenir en germe l'exigence d'une production non-capitaliste. Les niches alternatives au sein de la société, les zones autonomes temporaires, refusées en théorie dans le *Manifeste*, sont repêchées dans la pratique. Toute insubordination est-elle subversive ? Comment ces « embryons » pourront-ils dépasser le système ? Peut-il y avoir dépassement sans rupture ? Voilà autant de questions que *Krisis* ne pose pas. Ici comme ailleurs, l'abandon des catégories de classe se fait au bénéfice d'une sorte de « front alternatif », proche de l'activisme citoyen.

**CORPORATISME OBLIGE**, *Krisis* n'oublie pas qu'« il faut créer un nouvel espace intellectuel libre où l'on puisse penser l'impensable. (...) Seule une critique du travail, nettement formulée et accompagnée du débat théorique nécessaire, peut créer un nouveau contre-espace public, condition indispensable pour que se constitue un mouvement social pratique contre le travail. » (p.92). Nous voici revenus au vieux schéma sur le rôle des intellectuels dans l'élaboration de la conscience. Si c'est cela « penser l'impensable », les réponses de *Krisis* sont tout aussi décevantes et prétentieuses que les projets des néo-réformistes critiqués. Les invectives de « bricoleurs réformistes » et de « théoriciens analphabètes » que les auteurs de *Krisis* dirigent aux défenseurs du salaire social risquent bien de se retourner contre eux. L'avertissement élogieux des éditeurs français – classant le *Manifeste* en troisième position au hit-parade de la radicalité, après *Le manifeste du Parti communiste* et *De la misère en milieu étudiant* – tombe à plat.

La montagne a accouché d'une souris.

**CHARLES REEVE ■**

1 – Robert Kurz, Ernest Lohoff, Norbert Trenkle, *Manifeste contre le travail* (édition française établie par Olivier Galtier, Wolfgang Kukulies et Luc Mercier), Paris, éditions Léo Scherr, 2002.

2 – Cf. dans ce numéro 10 de Oiseau-tempête, « Les bulles de l'utopie capitaliste » in « Les forteresses fragiles », p. 21.

3 – En France, quelques textes posent les jalons de ce débat : L'économie de la misère, Claude Guillon, *La Digitale*, 1999 ; « La vraie mission de l'État », Charles Reeve, Oiseau-tempête, n° 7, automne 2000 ; « Revenu garanti : quelques interrogations malvenues », Nicole Thé, Les temps Maudits, n°11, octobre 2001 ; « Il faut mater le précaire ! », Laurent Guilloieau, Multitudes, n°8, mars-avril 2002 ; enfin, un ouvrage de synthèse, Garantir le revenu, Laurent Geffroy, *La Découverte*, 2002.

4 – Ici comme ailleurs, la confusion entretenue entre les notions de « travail », d'« activité humaine » et de « travail salarié », producteur de marchandises pour autrui (le capitaliste), conforte ceux pour qui l'activité humaine ne pourrait que reproduire le travail aliéné d'aujourd'hui.

5 – Le *Manifeste* reprend ici, à sa façon, l'idée de la « fin du travail », répandue depuis des années dans certains milieux dit « radicaux » et dont certains poussent les conclusions jusqu'à affirmer la disparition des classes sociales et donc de la lutte de classes.

6 – « Antiökonomie und antipoliitik », Robert Kurz, revue *Krisis*, n°19, 1997. Les citations sans référence se reportent à ce texte.



## SOT MÉTIER

**L**a question de savoir si la prostitution est un *métier*, et qui plus est « un métier comme un autre » (on sait qu'il n'en est que de sots, mais on ne manque jamais d'ajouter que celui-ci serait le plus vieux), avait été posée par la mobilisation de certaines prostituées au milieu des années 70. Elle est revenue dans l'actualité, suscitant une abondante production théorique, journalistique et pétitionnaire, dont la caractéristique commune est la confusion. L'activité même des personnes qui se prostituent, et plus encore leurs mouvements revendicatifs épisodiques, interrogent en effet doublement les fondements de l'ordre social : qu'est que le « travail » ? qu'est-ce que la « sexualité » ?

On observe sur ces questions des rapprochements entre des analyses féministes et des vulgarisations psycho-philosophiques à la mode. On lira donc également sous la plume de la féministe Stéphanie Cordelier<sup>2</sup> et celle d'André Comte-Sponville dans *Psychologies*<sup>3</sup> l'affirmation que la prostitution n'est *ni de la sexualité ni du travail*. Je ne prétends pas examiner dans ce court article toutes les implications d'un questionnement porté à l'articulation sensible du corps intime et du lien social. Quant à la première dénégation, je me bornerai pour l'essentiel à l'écarter. Non seulement l'activité de la personne qui se prostitue est bien « de la sexualité », mais elle est l'*incarnation* parfaite de la « sexualité », considérée comme domaine séparé de l'activité humaine depuis le XIX<sup>e</sup> siècle occidental, scientiste et hygiéniste (voir dans ce numéro l'article de Gilles Houssard à propos de Reich<sup>4</sup>). Quant à la seconde dénégation, j'espère que son examen pourra permettre d'avancer quelques pistes de réflexion sur le travail. En effet, il semble que tant les mobilisations de chômeurs que celles des prostituées, et dans un registre différent celles des sans-papiers, marquent un retour remarquable de la question du travail, à la fois objectivement posée et stratégiquement pensée, par des groupes qui sont situés à l'écart de la production (chômeurs), dont le travail productif n'est pas pris en compte (sans-papiers), ou encore dont l'activité n'est pas reconnue comme travail (prostituées).

### **Se prostituer, est-ce un métier ? Tout travail est-il une prostitution ?**

Se prostituer « c'est un métier parce que ça s'apprend, mais ce n'est pas un métier parce qu'on n'aimerait pas que sa fille le fasse » dit une militante associative<sup>5</sup>, à qui l'on pourrait rétorquer que flic ou militaire non plus, on ne souhaite pas voir son enfant le faire. « La prostitution n'est pas un métier. C'est une violence », réplique un tract<sup>6</sup> qui rejette à la fois le système prostitutionnel et les lois

« Je fais un sale métier, c'est vrai ;  
mais j'ai une excuse : je le fais salement. »  
Le Voleur, Georges Darien.

« La prostitution est un métier dû  
au déséquilibre sexuel de la société. »  
Tract de prostituées parisiennes, juin 1974.

« C'est vrai, [...] c'est un métier sale,  
le métier qu'on fait. » Une prostituée<sup>1</sup>.

Sarkozy. Les signataires revendiquent pour les personnes prostituées l'accès « à tous les droits universels [soins, RMI, emploi, etc.] ». Or, c'est précisément en tant que « travailleurs(euses) du sexe » que les prostituées mobilisées réclamaient déjà dans les années 70 les mêmes garanties offertes, à tous en principe, par le salariat. Ce que les personnes prostituées n'ont cessé de dire, comme le disent aujourd'hui un certain nombre de « sans-papiers » durement exploités dans des secteurs comme le bâtiment et la confection, c'est : « Nous travaillons – beaucoup le plus souvent – et (pour ce qui concerne la prostitution) nous payons directement ou non des contributions importantes ; nous devrions donc avoir – en raison du travail que nous effectuons réellement et qui contribue à la richesse sociale – les mêmes droits que d'autres travailleurs ». De plus en plus, la prostitution est même présentée par les personnes qui la pratiquent comme un « service », de nature thérapeutique, dont l'utilité doit être reconnue.

L'affirmation que tout travail est une prostitution a servi la critique du salariat dans les années 70 (comme l'assimilation mariage/prostitution avait servi aux anarchistes à critiquer le mariage). Elle pouvait s'autoriser d'une lecture (rapide) de Marx, affirmant dans les manuscrits de 1844 que « la prostitution n'est qu'une expression particulière de la prostitution générale du travailleur<sup>7</sup> ». Cette instrumentalisation théorique et métaphorique de la prostitution a l'inconvénient de passer par un raboutage sémantique qui fait bon marché des nuances historiques. Il faut dire que les protestations modernes, réellement ou faussement naïves, sur le mode « Le corps humain n'est pas une marchandise »<sup>3</sup> ne font qu'ajouter à la confusion.

Dans le système capitaliste reposant sur l'exploitation salariale et la domination masculine, le corps *est bel et bien* une marchandise. « [Les] travailleurs sont obligés de se vendre morceau par morceau tels une marchandise ; et, comme tout autre article de commerce, ils sont livrés à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché »<sup>8</sup>. Reconnaître cette caractéristique du capitalisme ne signifie ni en accepter la légitimité ni gommer les acquis, même relatifs, des luttes ouvrières. Au

nom de quoi, sinon, s'offusquer du harcèlement sexuel au travail ? Variantes ou extensions génitales de la prostitution salariée, les faveurs sexuelles accordées au chef d'atelier ou de bureau pourraient faire l'objet de primes, et le temps nécessaire à leur exécution être déduit du temps de travail... Qui envisagerait de se plier à un tel système, autrement que contraint(e) et forcé(e) ? Il faut noter cependant des cas récents où des travailleurs ont accepté – collectivement et publiquement il est vrai – de « payer de leur personne » pour sauver leur emploi. Des hôtesses de la compagnie aérienne bulgare Balkan ont ainsi posé nues pour l'édition nationale de *Playboy* afin d'épargner à leur entreprise une liquidation judiciaire, tandis qu'une centaine d'ouvriers d'une firme automobile roumaine ont choisi de vendre leur semence à la banque du sperme de Timisoara pour rembourser, en un mois, les dettes de l'usine<sup>9</sup>. La médiatisation recherchée de l'acte, sa finalité censément élevée et sa « gratuité » assurent sa distinction d'avec le geste prostitutionnel. On peut même imaginer que les ouvriers bulgares voient leur statut viril confirmé par le geste masturbatoire, au moment duquel ils pourront s'aider d'un exemplaire de *Playboy*, dans lequel les femmes, elles, sont cantonnées dans leur rôle d'objet sexuel. Il est toutefois précisé que ces ouvriers volontaires, vivement encouragés par leur syndicat, proposent leur sperme à la moitié du tarif habituel consenti par la banque, à la condition « qu'elle accepte tous les donneurs ». Là encore, pour sordide qu'elle soit, la négociation confirme la position dominante des hommes : sur 25 hôtesses de l'air candidates à la photo « de charme », seules 5 ont été jugées assez conformes aux canons dominants. Tout de même : les hommes ont dû solder leur sperme. D'autres, plus pauvres, vendent leur sang pour survivre. Se vendre morceau par morceau, disait Marx, tels une marchandise.

### Mobilisation – modernisation

Il n'est sans doute pas inutile de rappeler que les prostituées se sont souvent battues contre les tentatives de réglementation et de limitation de leur activité. Au début du XX<sup>e</sup> siècle encore, on inscrit sur les registres officiels de la prostitution française des filles de quatorze ou même de douze ans. Une loi d'avril 1906 porte la majorité pénale de 16 à 18 ans ; deux ans plus tard, une autre ordonne le placement des prostituées mineures dans des maisons de correction. L'application de ces textes donne lieu à des révoltes violentes. Considérant que c'est leur métier d'être « filles de noce », les intéressées refusent

d'en apprendre un autre dans des casernes éducatives. Celles qu'on a pu arrêter sont sans cesse changées de prison par l'administration ; les transferts sont encore l'occasion de manifestations. « Le 7 octobre [1908], après s'être mutinées et avoir tenté de s'évader sur les quais de la gare du Nord, les filles descendent du train, le corsage ouvert ; [...] elles relèvent leurs jupes en montrant leur ventre et attirent les badauds par leurs hurlements. Le 14 janvier 1909, à la suite d'une nouvelle mutinerie, il faut transférer un groupe de détenues à la prison Bonne-nouvelle ; tout le long du chemin, elles ne cessent de chanter *L'Internationale* »<sup>10</sup>. On voit que la moralité publique a eu quelque mal à se fixer... et à s'imposer *manu militari* aux filles qu'elle prétendait « sauver ». On voit aussi qu'il était plus aisé, même pour de très jeunes filles, d'emprunter au moins ses signes de reconnaissance au mouvement ouvrier, expression d'une classe dont elles étaient issues (leurs parents ont vécu leur propre adolescence durant la Commune de Paris). Il est probable que le stigmate qui pèse sur la prostitution s'est alourdi depuis, pendant que, par ailleurs, le mouvement ouvrier se délitait.



Comme les membres d'autres groupes stigmatisés, dépourvus de ressources culturelles et d'histoire militante, les prostituées doivent, pour se mobiliser (y compris pour des intérêts immédiats ; fin des vexations policières par ex.), assumer leur état, revendiquer un rôle social, dire à la fois qu'elles ne sont pas que des prostituées et qu'elles sont fières d'être cela aussi. Or, leur activité est tantôt réprimée, tantôt simplement ignorée, mais toujours méprisée. Au mieux, on l'admet comme une nécessaire soupape de sécurité. Inverser le stigmate entraîne nécessairement quelques

dommages causés à ses fondements idéologiques. Ici : dissociation de l'intime et du public, caractère par essence « gratuit » et sentimental des gestes érotiques, caractère sacré des parties génitales, etc. La difficulté, pour elles, vient du fait que, d'une part, beaucoup de militants qui souhaiteraient sincèrement aider les prostituées mobilisées<sup>11</sup> partagent les croyances idéologiques que leur action met à mal ; et que, d'autre part, c'est le système capitaliste lui-même qui a porté les plus rudes coups à ces croyances. On peut penser que le fait que plusieurs pays européens soient entrés (ou revenus) dans la voie de la régulation étatique tient davantage à l'explosion de l'industrie pornographique et à son poids économique sans précédent (tourisme sexuel, Internet, etc.) qu'aux mobilisations des prostituées. De sorte que leur action semble aller dans le sens d'une « modernisation cynique » du capitalisme.

Cette tendance capitaliste a été bien exprimée dans un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT, agence de l'ONU) de 1998 qui s'appuie sur la situation dans quatre pays du sud-est asiatique, où l'« industrie du sexe » représente entre 2 % et 14 % du PNB, pour réclamer non explicitement la « légalisation » de la prostitution mais sa « reconnaissance économique ». « Une position centrée sur les prostituées de manière individuelle a tendance à souligner un souci moraliste ou pour les droits humains, ce [...] qui n'influera en rien sur la transformation du secteur ». Le rapport préconise donc d'appliquer, à l'industrie du sexe et aux individus adultes qui auraient choisi d'y exercer une activité, le même ensemble de protections, de contrôles et de taxations qu'au reste du système salarial. Ce serait l'occasion à la fois d'assurer aux prostitué(e)s les mêmes droits qu'aux autres travailleurs et de mieux réprimer la criminalité, le trafic et ce que les médias appellent la « pédophilie ».

Une part de la confusion qui entoure ces problèmes vient bien entendu de ce qu'ils sont pensés à l'intérieur du système capitaliste, le plus souvent dans les catégories idéologiques dominantes, et avec pour seuls débouchés concrets des politiques étatiques ou des pratiques caritatives. La frontière entre le caritatif et le militantisme associatif soi-disant plus radical n'est pas évidente. Dans le manifeste des « travailleuses du sexe » de Calcutta (1997), édité par l'association lyonnaise Cabiria (les deux groupements ont été créés par des travailleurs sociaux, ou des sociologues, et non par des prostituées), les rédactrices partent du souci, très louable, d'aider les prostituées à sauvegarder leur vie et leur santé en utilisant des préservatifs. Comment convaincre les intéressées si elles ont d'elles-mêmes une image trop dévalorisée, et si elles craignent que les clients se tournent de préférence vers des concurrentes qui acceptent des rapports non-protégés ? L'association Cabiria recommande de son côté aux clients des prostituées de mettre un préservatif « en pensant à leur famille » ! Où l'on rêve que la politique sanitaire et les droits des plus exploitées pourraient trouver une harmonieuse et commune solution dans la régulation capitaliste et la généralisation des garanties du salariat classique. En dehors de la (re)création de maisons de prostitution, que les prostituées refusent fermement (au moins en France), on voit mal comment cette utopie capitaliste – fort mal en point dans la production classique – pourrait prendre en charge ses marges.

### À quoi sert la prostitution ?

Durant la révolution espagnole, le groupe Femmes libres constatera la présence de nombreux miliciens anarchistes dans les bordels : « On ne peut expliquer que les mêmes esprits qui dans les tranchées sont disposés à tous les sacrifices pour vaincre, dans une lutte à mort, négocient dans les villes l'achat de la chair de leurs sœurs de classe et de condition. Combattants [...] n'outragez

plus celles qui, pour survivre, supportent votre tyrannie d'acheteurs pendant que nous nous escrimons à trouver le meilleur moyen d'émanciper ces vies »<sup>12</sup>. Or c'était bien sûr *parce qu'ils* risquaient leur vie au front que ces miliciens jugeaient plus justifié que jamais leur accès au corps des femmes.

J'ai déjà évoqué la théorie de la « soupe » . On la retrouve dans l'argumentaire du manifeste de Calcutta. Nier comme pervers tous les désirs masculins et les détresses qu'ils expriment, avancent les prostituées Indiennes, « créerait une demande inassouvie de plaisir sexuel dont le poids, même partagé par les hommes et les femmes, pèserait plus lourdement sur les femmes ». Cette fiction a sa version mâle délicate, que rapporte un client : « Quand je rentre, je ne vais pas demander à ma femme de faire l'amour. Elle dort, il est tard, ce n'est pas correct »<sup>13</sup>. Qu'importe que l'épouse concernée ait épuisé les charmes de la pipe conjugale ou que monsieur préfère se faire sucer par un travesti ; de toute façon il est plus commode, et tout à fait « correct » semble-t-il, de se vider les couilles dans un lieu de prostitution, comme on se gare en double file pour acheter un paquet de cigarettes. La version « féministe-réaliste » estime que la disparition de la prostitution entraînerait une augmentation des viols. Ce serait pire. C'est donc un moindre mal que le pire soit supporté par une minorité, certes composée essentiellement de femmes, mais dont on défend l'idée – deuxième fiction qui s'articule à la première – qu'elles ont choisi de se faire enfler pour gagner leur vie.

La force de cette seconde fiction c'est que le principal argument qui lui est opposé est souvent d'ordre moral : comment une personne saine et sensée pourrait-elle choisir de faire quotidiennement et sans manières des cochonneries qu'on ne s'autorise soi-même qu'à l'issue d'un parcours extrêmement codé qui doit combiner deux caractéristiques apparemment contradictoires (je n'ai pas voulu ce qui arrive ; je choisis librement mon partenaire). Au regard des comportements normés, la simplicité marchande de l'acte prostitutionnel peut apparaître à la fois fascinante et « inconcevable ».

Il ne s'agit certes pas de reprocher leur sort aux personnes prostituées. En majorité des femmes<sup>14</sup>, elles ne l'ont pas plus « choisi » que les filles « ordinaires » ne choisissent des filières moins prestigieuses et des emplois moins rémunérés que ceux des hommes. Simplement, pour elles, le conte de fées de l'égalité des chances a tourné au cauchemar. Sans même parler des jeunes femmes déportées à travers le monde vers des zones de prostitution<sup>15</sup>, Christine Delphy et Claude Faugeron font justement remarquer qu'il est plus facile d'entrer en prostitution que d'en sortir : « Et qu'est-ce que la liberté de se vendre s'il n'y a pas la liberté de se reprendre ? [...] Personne n'ose plus dire qu'elles [les prostituées] aiment à vendre leurs corps, il ne reste plus qu'à affirmer qu'elles le font librement et qu'elles y trouvent davantage d'agrément qu'à vendre leur force de travail »<sup>16</sup>. Tant mieux si les



prostitué(e)s peuvent se battre et poser des questions dérangeantes. Nous avons même quelques ennemis communs, dont il peut être plaisant, et pourquoi pas ensemble, de moquer les ridicules ou de botter les fesses, mais le monde où le Produit national brut s'enrichit du décompte des passes ne fait qu'ajouter de l'horreur à l'horreur.

Réglementaristes ou militantes, ces attitudes ne remettent pas en cause la légitimité biologique de besoins masculins autoproclamés et supposés *essentiels* à l'homme. Le fantasme du libre (et légitime) accès à toutes les femmes trouve son accomplissement au moins symbolique dans l'hypermarché porno-publicitaire que sont devenus les pays industrialisés et la planète entière via Internet. La double morale bourgeoise (division entre celles qu'on épouse et celles qu'on baise) s'en trouve portée près de son point de rupture. Un adolescent contemporain peut, en une journée, voir sur le Net davantage d'images de femmes nues dans toutes les postures érotiques – représentation permanente et vertigineuse d'une « offre » féminine fantasmatique – qu'un érotomane collectionneur comme Pierre Louÿs dans toute sa vie. Je ne vois pas de raison de penser que le paradigme du *gang-bang* (viol collectif<sup>11</sup>) décliné en revues, films et cassettes vidéo soit moins (dé)formateur et producteur d'angoisses que naguère la crainte des terribles effets de la masturbation. Dans ce contexte, l'accession de l'idéologie

des besoins sexuels masculins (mécaniques, pressants, incoercibles) à la reconnaissance économique officielle ne peut être envisagée comme un symptôme insinifiant et moins encore encourageant.

Rafraîchissons-nous avec Fourier, écrivant vers 1820: « Les amours en civilisation sont comme la politique, l'apogée de fausseté, nos coutumes d'adultère ou cocuage, de prostitution salariée, de pruderie des vieillards, hypocrisie des jeunes filles et dévergondage des jeunes gens et crapule secrète de toutes les classes qui jouissent de quelque liberté, ces coutumes, dis-je, devaient faire juger aux philosophes qu'il était impossible d'atteindre à une plus haute dépravation. L'impossibilité de faire plus mal, trouver pis devait les exciter à la recherche d'un nouvel ordre amoureux »<sup>12</sup>. Dans un tel nouveau monde amoureux, il demeurera loisible à chacun(e) d'offrir son corps et son savoir-faire érotique en « échange » d'une chanson, d'un bijou, d'une promesse... On verra peut-être s'accorder de sévères maîtresses et d'humbles soumis sur la règle « Qui ne lèche pas ne mangera pas ! ». Ce seront là aimables manies passionnelles auxquelles nul ne sera contraint d'adhérer, ni pour sa subsistance ni pour ses (ré)jouissances.

CLAUDE GUILLON ■

1 – Prostitution : les uns, les unes et les autres, D. Welzer-Lang, O. Barbosa, L. Mathieu, Métailié, 1994, p. 112.

2 – « Prostitution et mariage : une assimilation douteuse », exposé lors du colloque organisé par Christine Delphy pour Nouvelles questions féministes à l'Université Paris-X, 25-26 septembre 2001.

3 – « Tentations répressives », A. Comte-Sponville, Psychologies (mars 2003). Spécialisée dans la production de ce que l'on pourrait appeler l'« idéologie du soi », cette revue a précisément pour recommandation favorite le « travail sur soi » ; elle affiche, outre une tolérance morale de bon aloi, un attachement indéfectible à une vision essentialiste des différences de genre (les garçons sont plus agressifs, etc.).

4 – Gilles Houssard, « Une lecture de Reich : Love stories », Oiseau-tempête n°9, printemps 2003, p.38.

5 – Prostitution : les uns..., op. cit. p. 9.

6 – Texte de décembre 2002 signé notamment par des collectifs féministes, la LCR, le PCF et une émission de Radio libertaire.

7 – « Ébauche d'une critique de l'économie politique », Œuvres, Pléiade, Économie II, p. 77.

8 – Le Manifeste communiste, Karl Marx, Œuvres, Pléiade, Économie I, p. 168.

9 – Informations reproduites dans Courrier international, 3 au 9 octobre et 21 au 27 novembre 2002.

10 – Les filles de noce, Alain Corbin, Champs-Flammarion, 1982, p. 479-480. Voir également, à propos des positions socialistes et anarchistes sur la prostitution, deuxième partie, chap. III « Le système contesté ».

11 – Je précise que je ne me sens pas tenu d'approuver toute espèce de mobilisation, quels que soient la catégorie concernée,

les mots d'ordre mis en avant et leurs implications (ex. : des travailleurs exigeant la réouverture d'une usine polluante).

12 – Affiche du groupe Mujeres libres apposée dans le Barrio chino de Barcelone en 1937. Cf. Mujeres libres, collectif, éditions Las Solidarias / Le Monde libertaire, 2000 ; Femmes libres, Mary Nash, La Pensée sauvage, 1977.

13 – Prostitution : les uns..., op. cit., p. 130.

14 – Le capitalisme mondialisé s'analyse comme un vaste bordel militaire de campagne, à la nuance près que les femmes rejoignent aussi bien les travailleurs sédentaires et les « humanitaires » globe-trotters que les militaires eux-mêmes. Cf. La Femme mondialisée, Christa Wichterich, Solin-Actes Sud, 1999.

15 – La minorité des hommes prostitués augmente (jusqu'à un tiers selon certaines estimations dans une ville comme Lyon). Cependant, la prostitution de rue demeure tournée vers une clientèle masculine (sauf dans certains pays du tiers-monde qui reçoivent un tourisme sexuel féminin).

16 – « Introduction à l'édition française du rapport du Réseau contre l'esclavage sexuel », Nouvelles Questions féministes, hiver 1984, n° 8, pp. 5-9.

17 – Dans le *gang-bang* des superproductions pornographiques (concrètement : pénétrations vaginales successives, parfois par plusieurs centaines d'hommes), l'actrice n'apparaît pas, sauf mise en scène particulière, comme « victime ». Héroïne « positive », elle est célébrée pour sa « performance » de sportive professionnelle, et rémunérée comme telle. Cf. Dommages de guerre. Paris-Pristina-Belgrade-1999, L'Insomniaque, 2000, chap. IV « Guerre aux femmes ! ».

18 – Le Nouveau Monde amoureux, Charles Fourier, Slatkine, coll. Ressources, 1979, p. 445.

## L'ÉQUITÉ A BON DOS \*

\* Ce texte fait suite à « Où en est-on avec le mensonge moderne de masse ? » paru dans Oiseau-tempête n°9, été 2002.

« Il faut mettre de l'équité  
car en 2006 on sera dans l'impasse. »  
Raffarin, Premier ministre, France 3, mars 2003.

**D**aniel Lindenberg analyse dans *Le rappel à l'ordre, enquête sur les nouveaux réactionnaires* (Seuil, 2002), cette tendance visible depuis quelques années, en France, d'une remise en cause des valeurs démocratiques. Par « démocratie », il entend la société actuelle; précisons, ici, qu'il s'agit en fait du régime démocratique du capitalisme d'économie mixte aujourd'hui en crise.

« Le 21 avril 2002, écrit-il, a emporté bien des certitudes. N'y voir qu'un effet du discrédit des élites, comme le font beaucoup ces derniers temps, c'est non seulement faire le jeu des populismes qui ont aujourd'hui le vent en poupe en Europe, mais aussi ignorer la puissance corrosive des idées qui s'affirment et que traduit le retour de thèmes aux saveurs un peu oubliées : l'ordre, l'autorité, la restauration des valeurs, le "peuple réel" (souvenons-nous un instant du "pays réel" de Charles

Maurras), voire le culte des racines et des identités constituées. Autant de figures qui renvoient en réalité à une méfiance de plus en plus marquée à l'égard de la démocratie, de l'État de droit et des fondements d'une "société ouverte" au moment même où on les croyait durablement installés dans les esprits. [...] Exit l'État de droit, retour à l'État-Léviathan comme ultime recours devant le spectre de la « guerre de tous contre tous ». Tel serait le programme du "siècle qui naît" » (p.8). Dans ce contexte nouveau, certains découvrent la nation « fondatrice de la civilisation », d'autres « l'essence de la chrétienté, porteuse de nos valeurs et de notre esprit de tolérance »<sup>1</sup>; d'autres encore, envisageraient de revoir les termes de la séparation de l'Église et de l'État (datant de 1905) à l'occasion du prochain centenaire, dans le sens d'une revalorisation positive de la « chrétienté ». Comme on l'a vu, en 2002 avec l'éphémère tentative national-républicaine de regroupement politique autour d'un ancien

ministre socialiste lors des présidentielles, cette recomposition idéologique touche à la fois les milieux de droite et de gauche (politiciens, intellectuels, et chefs d'entreprise). Le vote « unanime » des députés socialistes et l'« abstention » des communistes (d'accord sur la « nécessité de sanctionner » même s'ils trouvent la peine « excessive »<sup>2</sup>) en faveur des textes sécuritaires votés en 2003 réprimant l'outrage au drapeau patriotique ou à la *Marseillaise*<sup>3</sup>, n'ont fait que confirmer cette tendance.

L'angle d'attaque de Lindenberg vise en priorité des intellectuels venus de la gauche ou de l'extrême-gauche (la gauche du PC) qui se trouvent aujourd'hui, avec d'autres, dans une zone grise qui aurait, selon l'auteur, davantage à voir avec l'atmosphère intellectuelle pré-fasciste de l'Entre-deux-guerres qu'avec l'idéologie des Lumières. Pour Lindenberg, le regain d'intérêt, aujourd'hui, pour le théoricien et juriste nazi Carl Schmitt<sup>4</sup> est un symptôme, parmi d'autres, de cette évolution. Ses écrits rencontrent un engouement, en France, depuis une quinzaine d'années, alors qu'auparavant ils étaient lus principalement par les milieux d'extrême droite. On relit Carl Schmitt comme d'autres (pour Lindenberg ce sont les mêmes) redécouvrent Charles Maurras, Charles Peguy ou Léon Bloy.

Au-delà du constat d'époque qu'il dresse, les limites du brûlot de Lindenberg sont celles de la pensée moderniste qu'il défend : « l'acceptation du système des partis, l'attachement à l'État de droit, le souci de l'individu et de ses droits et l'acquiescement à l'économie de marché ainsi qu'au pluralisme de l'information » (p.14)...et la mondialisation. Ce que ce membre du parti socialiste critique, c'est ce qu'il perçoit comme un risque de déprissement encouru par ce modèle de démocratie. Comme le dit son collègue Jean-Claude Monod : « Passer de l'horizon de l'État social à celui de la république autoritaire constitue bien une régression. » (*Libération*, 4 décembre 2002). Ce que ces défenseurs du modernisme républicain ne voient pas, en revanche, c'est que les critiques portées contre les valeurs du régime démocratique, loin d'appeler à un régressif retour en arrière cherchent au contraire, dans le dépassement de la démocratie d'économie mixte et le rejet de l'idéologie des Lumières, une solution capitaliste moderne à la crise. C'est cela qu'exprime, parmi d'autres « symptômes », le retour « très tendance » à Carl Schmitt qui



cherchait, à son époque, dans l'État totalitaire le dépassement de la démocratie libérale en crise, dans le culte du chef le dépassement des faiblesses du régime parlementaire coupé du « peuple » ou dans la dualité ami/ennemi le dépassement des luttes sociales. La recomposition idéologique à laquelle nous assistons aujourd'hui suit une tendance affirmée en faveur d'un État plus autoritaire (à laquelle les socialistes ne sont d'ailleurs pas étrangers), qui apparaît à la fois comme une constante depuis une dizaine d'années (les lois d'exception « Vigipirate » sont appliquées sans discontinuer depuis 1995 et régulièrement « renforcées ») et un effet de l'accélération de l'histoire provoquée par les attentats du 11 septembre 2001 (les lois sécuritaires votées depuis cette date, la criminalisation de la contestation, etc.<sup>5</sup>). La facilité avec laquelle les nouveaux idéologues dynamitent les positions idéologiques de leurs adversaires démocrates montre combien cette tendance vers un État plus autoritaire habillé dans le sécuritaire, initié et légitimé par les forces démocrates, est non seulement constante mais ascendante.

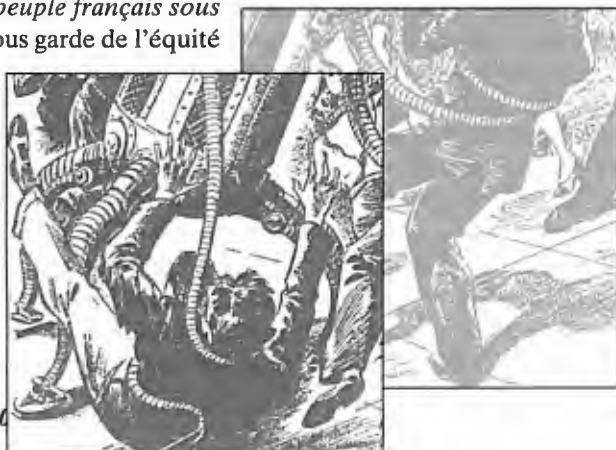
### L'équité, ce n'est pas l'égalité

Le glissement d'une conception libérale de la démocratie (héritée des Lumières) vers une conception plus autoritaire est perceptible, depuis quelques années, dans le passage insidieux de la notion d'égalité à celle d'équité. De l'équité, on peut lire dans l'*Encyclopædia Universalis* qu'elle « complète » le droit : quand on manque de lois, on consulte l'usage ou l'équité. L'équité renverrait à une sorte de « justice naturelle » (dans le droit anglais, on parle de *natural justice* pour évoquer l'équité), qui serait supérieure aux lois. On parle également de *sentiment d'équité* qui permettrait au juge de corriger le droit. L'*Encyclopædia Universalis* indique également que si l'équité est un « appel aux sentiments les plus nobles de l'homme, il faut pourtant [...] être prudent avant de lui reconnaître préséance sur la règle de droit. Y avoir recours sans raison grave reviendrait à détruire le droit lui-même. Ce serait abandonner les citoyens à l'arbitraire du pouvoir ou de juges plus ou moins indépendants, plus ou moins bien inspirés. Il faut comprendre la plainte du peuple français sous l'Ancien Régime : "Dieu nous garde de l'équité des parlements !" » Sans accorder plus d'importance qu'il n'en faut aux dictionnaires et aux encyclopédies, qui sont à l'ordre des mots et du langage ce que le droit est à la vie sociale (l'histoire d'un mot est aussi une histoire sociale<sup>6</sup>), retenons cepen-

dant que si l'équité « complète » le droit, elle peut aussi, à l'occasion, en flattant le sentiment d'injustice de l'« opinion publique », servir à s'en passer (ou à s'asseoir dessus). En d'autres termes, le droit exprimant dans une forme juridique l'état des rapports sociaux, l'appel au *sentiment d'équité* peut aider à préparer l'opinion sur la nécessité de modifier le droit pour le rendre plus conforme à des rapports sociaux qui sont entrain d'être changés dans les faits.

L'équité est depuis plusieurs années, remise au goût du jour pour remplacer la désuète (nous dit-on) notion d'égalité. Avec l'époque de gestion frontale des rapports sociaux que l'on connaît aujourd'hui, cette dernière a perdu la pertinence idéologique qu'elle avait quand elle se déclinait dans le consensus social disparu avec les lointaines années 80. Dans « équité », en effet, il y a la double idée d'absence d'égalité et de répartition « plus juste » des richesses, qui loin d'être antagonistes se complètent l'une et l'autre. La « juste répartition » peut trouver sa place démagogique à tous les échelons d'une pyramide sociale qui peut rester immuable ou se modifier dans un sens de plus en plus inégalitaire. La notion d'équité accompagne ainsi, en France, le mouvement de transfert des richesses auquel on assiste depuis une vingtaine d'années dans le monde occidental, des classes les plus démunies vers les élites, pour pallier à la rareté d'une plus-value que les capitalistes peinent de plus en plus à extraire des infatigables « ressources humaines ». Ainsi, par exemple : « en 1975, les 10 % de Français les mieux payés l'étaient 9 fois plus que les 10 % les plus pauvres. En 2002, ils le sont 20 fois [plus]. »<sup>7</sup>

Derrière l'équité, il y a la consolidation idéologique des différences sociales qu'il s'agit désormais d'affirmer sans complexe. Le droit d'ingérence équitable permet ainsi d'intervenir directement dans les rapports sociaux, tout en donnant l'impression de ne pas y toucher. L'opération de racket institutionnalisé sur les retraites des salariés menée en 2003 en est un exemple récent, décliné en trois raffarinades. (A) : l'acquis péremptoire : les retraites doivent baisser; (B) : le fait social sur lequel la démonstration s'appuie : les retraites ont déjà baissé pour le secteur privé en 1993 (sous les coups de la politique du coscu Premier ministre d'alors); (C) : l'appel au *sentiment d'équité* de l'opinion publique : par souci de justice, il faut homogénéiser (mais par le bas !) le niveau global des retraites des salariés du privé et du public. Bref, l'équité, c'est l'égalité pour tous dans la précarité généralisée, sauf pour les élites. Ce que



disait déjà, à sa façon, au XVIII<sup>e</sup> siècle C.G. Lichtenberg : « N'y a-t-il pas de différence entre l'équité et la tyrannie ?<sup>8</sup> »

### **La propagande qui ne se voit plus**

Une même interprétation moderniste que chez Lindenberg, dans la dénonciation des symptômes, est présente chez Philippe Breton avec *La parole manipulée* (La Découverte, 2000). Un petit livre, concis et efficace, que l'auteur consacre aux techniques de manipulation de masse développées depuis la Seconde guerre mondiale et aux dangers qu'elles représenteraient aujourd'hui pour la démocratie. Ici aussi la démocratie n'est pas définie autrement que chez Lindenberg : « *La manipulation menace la démocratie. Sa simple existence en sape les fondements en privant ce régime politique de ce qui constitue son élément le plus essentiel, la liberté de parole* » (p.198). Au contraire, comme élément « le plus essentiel » du capitalisme démocratique d'économie mixte, on pense davantage à la généralisation de la fausse représentation politique et au spectacle comme moyen idéologique d'encadrement de masse, masquant partout l'exploitation des salariés par la contrainte. Dans ce dispositif social, la « liberté de parole » est remplacée par la fausse parole avec laquelle elle est confondue. C'est ce qu'écrivait crûment le sociologue américain Harold D. Lasswell en son temps, un des tout premiers spécialistes de la communication : « *La propagande rime désormais avec démocratie. La propagande constitue le seul moyen de susciter l'adhésion des masses ; en outre, elle est plus économique que la violence, la corruption ou d'autres techniques de gouvernement de ce genre*<sup>9</sup> ».

Philippe Breton explique, cependant, comment les techniques de manipulation de masse ont connu un nouvel essor après la Seconde guerre mondiale, avec la rencontre, dans les années cinquante, des publicitaires avec les spécialistes des sciences du comportement. Partant de l'échec des approches traditionnelles fondées sur le « comportement rationnel » du consommateur, la publicité moderne va se transformer en « vaste région de l'empire du convaincre » et accorder de plus en plus d'importance *aux instincts et à la manipulation des comportements*. L'auteur explique d'une part ce changement qualitatif par la nécessité d'écouler à tous prix des marchandises produites en surnombre à cette époque (les fameuses « trente glorieuses » années 50-70) : « *C'est du constat de l'impossibilité de la publicité « traditionnelle » à réaliser cet objectif qu'est né et que s'est développé tout un secteur manipulateur au sein de la publicité.* » (p.145). D'autre part, alors qu'on associe ordinairement la manipulation à l'ère des foules, Philippe Breton la met en relation, au XX<sup>e</sup> siècle, avec la

scolarisation, l'éducation, l'alphabétisation : « *le développement de la manipulation de la parole au XX<sup>e</sup> siècle est paradoxalement lié à l'élévation générale du niveau d'information et de connaissance du public. Le monde de la publicité en fera la dure expérience. Comme le souligne Vance Packard, "l'idée de faire appel au subconscient", c'est-à-dire d'utiliser de nouvelles techniques de persuasion, "est venue en grande partie des difficultés sans cesse rencontrées par les industriels à faire acheter par les Américains ce que leurs fabriques étaient capable de produire"* » (p.74).

L'essor de la manipulation de masse, à partir des années cinquante, a été accompagné, dans le secteur universitaire, par une critique de ces nouvelles techniques qui étaient mises en œuvre par l'industrie, dans le domaine de la consommation et des loisirs (la publicité) et du travail (la propagande d'entreprise). Autour des travaux de Vance Packard (*La persuasion clandestine*, 1958) ou dans le prolongement de ceux de Serge Tchakhotine entamés dans l'Entre-deux-guerres (*Le viol des foules par la propagande politique*, 1939, réédité en 1952)<sup>10</sup>. La critique des techniques de manipulation des comportements va, cependant, disparaître de l'actualité à partir des années 80 : « *De la même façon que la propagande semblerait désormais appartenir au passé, les procédés qu'évoquaient les critiques de la publicité auraient perdu de l'intensité aujourd'hui. Un consensus semble s'établir autour de propositions comme celles du sociologue français Gilles Lipovetsky, qui déclare par exemple que la publicité est "tout sauf un pouvoir de direction et de formation des consciences" [...]. Le même phénomène survient pour ce qui concerne la manipulation en politique. [...] La cause est entendue : la propagande, terme désormais péjoratif, est devenue une catégorie pour historien [assimilée aux seuls régimes totalitaires].* » (p.14). Philippe Breton estime, au contraire, que la manipulation de l'opinion n'a fait qu'empirer depuis cette période. Il rappelle opportunément à ceux qui ne voient d'ordinaire la manipulation que dans la publicité, les médias ou la propagande politique (c'est-à-dire dans la sphère citoyenne) que cette dernière est aussi présente, sinon plus, dans le monde du travail : presque toutes les entreprises de plus de 5000 salariés en France disposent d'un service de communication, *la moitié d'entre elles depuis 1985* (p.182). Autrement dit, depuis le retour de la crise comme phénomène de longue durée la critique académique des méthodes de manipulation a perdu de son utilité idéologique : désormais, la manipulation de l'opinion ne doit plus être critiquée, et pour être effective elle doit être insidieuse.

« *L'emploi de la propagande et des méthodes manipulateurs suppose toujours, rappelle Philippe Breton, une résistance de l'opinion. Sans cette résistance, un tel effort est inutile et relève du gaspillage* » (p.146). La

manipulation de l'opinion et l'occultation parallèle de la critique des techniques manipulatoires sont le pendant idéologique du sécuritaire : la gestion plus frontale des rapports sociaux a besoin à la fois du répressif pour *contraindre* les résistances effectives et de la manipulation de l'opinion pour briser celle des consciences. C'est ainsi que la notion d'équité remplace désormais celle

d'égalité. Comme le faisait remarquer Karl Korsch, les rapports matériels de production ne peuvent se constituer qu'en relation avec les formes de conscience sociale sous lesquels ils apparaissent et sans lesquels ils ne peuvent subsister.

BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ■

1 – « Soyons réactionnaires », Catherine Pauchet, sociologue (sic), Libération, 29 novembre 2002; du même tonneau : « Pour la République démocratique », Blandine Kriegel, Libération, 4 décembre 2002.

2 – « La gauche se rallie à l'étendard de Sarkozy – elle a voté le texte sur les outrages au drapeau et à l'hymne [national] », Libération, 25 janvier 2003.

3 – 6 mois de prison et 1500 euros (à peu près 50 000 francs).

4 – Juriste allemand, très marqué par les penseurs de la Contrévolution française, Carl Schmitt (1888-1985) adhère au Parti national-socialiste le 1er mai 1933, il est nommé la même année par Goering au Conseil d'État de la Prusse où il siège à côté de Himmler et d'autres dignitaires nazis. En octobre 1933, il est nommé professeur titulaire de la chaire de droit public de l'université de Berlin. Il conservera ces deux fonctions jusqu'en 1945. L'année suivante, on lui confie la direction de la Deutsche Juristen Zeitung, l'organe officiel du droit national-socialiste où il publiera de nombreux articles cautionnant les lois nazies. Schmitt ne reniera jamais sa participation au régime nazi.

5 – On se souvient du céléberrime e-mail d'un membre du gouvernement britannique peu après les attentats du 11 septembre : « Moins d'une heure après que les deux avions se sont écrasés sur le World Trade Center, le 11 septembre, Jo Moore, une conseillère du ministre britannique des Transports, a envoyé un e-mail à ses supérieurs : "Sujet : relation avec les médias. C'est un très bon jour pour ressortir tout ce qu'on veut faire passer en douce." » (Libération, 10 octobre 2001).

6 – « Nous devrions, dit-on, exclure les mots français de notre langue, il ne convient pas de battre un peuple à la guerre et de le

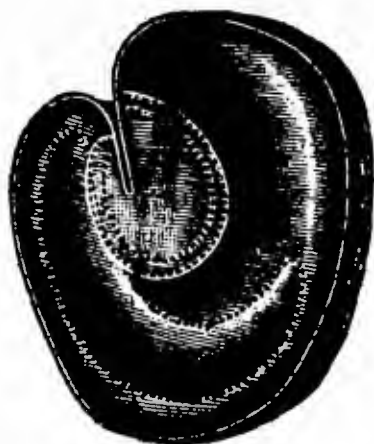
faire régner en maître dans les livres. Mais je ne vous dis rien d'autre que : faites-le, faites-le et vous verrez. Croyez-vous, pauvres myopes, que nous ayons pris les mots français sans rime ni raison ? Je vous demande bien pardon. Quand vous voulez parler d'une promesse que vous ne songez nullement à tenir, au sens de la Cour ? Hein ? Vous pouvez chercher jusqu'à ce que vous deveniez aveugle, vous ne trouverez pas un mot pour cela dans la langue allemande, pas plus que le mot neige n'existe dans le langage de Tahiti. Les Français qui ont enseigné comment on fait de telles promesses nous ont fourni aussi le mot pour cela, il nous faut le conserver et nous garder d'en avoir honte ; ce mot, c'est promesse\* » [\*en français dans le texte]. Georg Christoph Lichtenberg, Cahiers d'aphorismes 1764-1799, Denoël, 1980.

7 – Libération, 12 décembre 2002. Voir aussi, dans ce n°10 d'Oiseau-tempête, de Charles Reeve : « Les forteresses fragiles » et de Sabina : « Économie de crise et patriotisme économique ».

8 – Cahiers d'aphorismes. Lichtenberg disait aussi : « Quand l'histoire d'un Roi n'a pas été brûlée, je n'ai pas envie de la lire ».

9 – Cité par Philippe Breton, p. 191.

10 – Tchakhotine critiquait, dans les années trente, l'utilisation négative des nouvelles techniques de conditionnement des comportements par la propagande nazie, mais pour défendre une utilisation positive de ces mêmes techniques dans la lutte des démocrates contre Hitler (voir son rôle dans le Front populaire). Sur ce personnage, lire Front populaire et révolution manquée de Daniel Guérin, Acte Sud/Babel, p.179.



Jean-Pierre Raffarin,  
Premier Ministre de la France

à

Bernard Thibault  
Secrétaire général de la CGT

Monsieur le Secrétaire général,

Je comprends maintenant mieux ce que vous vouliez dire lorsque, à l'issue de notre dernière entrevue, vous avez déclaré avec un clin d'oeil : « C'est dans les vieilles casseroles qu'on fait les meilleures soupes ».

Certes, je ne possède pas votre expérience d'« organisateur d'événements », mais j'avoue volontiers que vous m'en avez bouché un coin. En choisissant, en accord avec les autres responsables syndicaux, la date du 13 mai 2003 pour votre journée de grève sur une réforme des retraites que vous et moi jugeons nécessaire, non seulement vous canalisez dans les limites temporelles strictes la colère des irresponsables que les grands syndicats et les médias n'ont pas encore réussi à anesthésier, mais vous faites chanter les symboles.

En effet, il y a 35 ans – déjà –, le 13 mai 1968, la CGT et les autres centrales syndicales, pour tenter de reprendre en main un mouvement qui leur avait échappé, organisèrent une journée de grève et une grande manifestation. Cette initiative ne produisit pas instantanément les effets escomptés, puisque le pays faillit basculer dans la révolution sociale. Le geste cependant était beau et nous ne remercierons jamais assez Georges Séguy, l'un de vos illustres prédécesseurs, un homme sur lequel le général de Gaulle savait pouvoir compter.

Mais votre mérite ne s'arrête pas là. En prévoyant d'ores et déjà une manifestation nationale pour la fin du mois de mai, vous occupez le terrain jusqu'à la veille des vacances, moment que les étudiants pris par les examens et les salariés pressés de reconstituer leur force de travail jugeront peu propice pour lancer un mouvement. Il vous suffira alors, comme vous le faites si bien, de prédire une rentrée sociale agitée, non pas pour stopper – nous savons vous et moi préserver les apparences –, mais stocker les ardeurs, qui finiront bien par fondre sous la chaleur du soleil estival.

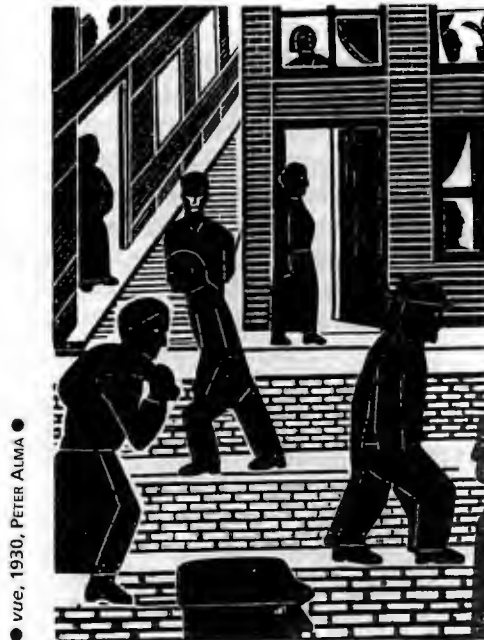
En attendant, cher Bernard – brisons la glace une fois pour toutes –, veillons entre-temps à ne pas laisser les mains libres à nos vrais ennemis. J'entends par là ceux qui, malgré nos efforts conjugués, au lieu de rester sur le terrain dont nous traçons en permanence les limites pour eux, pourraient bien en profiter pour se mobiliser sur des mots d'ordre radicaux. Il ne manquerait plus que, renversant toutes les hiérarchies, ils en arrivent à remettre en cause le travail et le salariat, ce qui nous mettrait en fâcheuse posture, vous et moi, avouons-le, mon vieux Bernard.

Nos intérêts sont liés, sachons les défendre !

Pas de chichis entre nous, Nanard, charge-toi du populo, moi je m'occupe du reste.

Raff.

*Tract trouvé lors de la manifestation du 1er mai 2003 à Paris.*



● vue, 1930, PETER ALMA ●

## LES FORTERESSES FRAGILES

**L**a désaffection vis-à-vis de l'électoratisme, la crise de la représentation politique, ne sont pas des phénomènes propres à la France. Le discrédit des politiciens et des partis classiques est général en Europe, ainsi que la montée de discours populistes, ceci malgré les campagnes cherchant à moraliser les électeurs. On aurait tort de voir dans cette tendance actuelle l'annonce d'une faillite proche du système démocratique. Comme le montre l'abstention massive aux États-Unis, le système peut s'accommoder de cette désaffection. Inversement, il est légitime de penser qu'un sursaut démocratique n'est pas à exclure, l'engouement pour le vote d'extrême droite exprimant lui même une croyance dans les institutions.

En France, c'est clairement la crise de la gauche classique qui met en valeur la force de l'extrême droite. Si celle-ci – bien implantée dans les institutions locales et régionales de l'État – croît peu en voix, son importance présente vient du fait que les thèmes qui lui furent exclusifs pendant des années, sont désormais largement ancrés dans la mentalité sociale, nourris par la dégradation des conditions de vie des classes populaires et la crainte de l'avenir. Sur fond de crise économique, les repères du jeu politique sont aujourd'hui la répression d'État, la culpabilisation des exclus, la criminalisation de la misère et la politique sécuritaire. Avec des nuances de circonstance, elles sont cautionnées par l'ensemble des formations politiques traditionnelles, de droite comme de gauche.

La situation française n'étant que l'expression spécifique d'une tendance plus générale, son étude peut constituer un point de départ pour l'analyse de la période

actuelle. Les éléments de réflexion qui suivent se veulent une contribution à cette démarche.

### *La constitution de l'Europe et les États nationaux*

DEPUIS LE MILIEU DES ANNÉES 70, le mouvement de restructuration capitaliste des sociétés européennes s'est accéléré, avec des conséquences économiques et sociales plus ou moins déstabilisatrices selon la solidité des capitalismes nationaux. Pour les pays de la périphérie, la constitution de l'Europe a signifié l'intégration totale de leurs économies dans le noyau du capitalisme européen, la spécialisation à outrance de leurs productions, voire la quasi liquidation de leur capitalisme national. Pour les grands États-nations, le processus s'accompagna d'une internationalisation croissante de leurs économies. C'est le cas pour la France, devenu aujourd'hui le quatrième pays exportateur mondial<sup>1</sup>, le sixième importateur de capitaux et le deuxième investisseur mondial<sup>2</sup>. Cette internationalisation rapide imposa au capitalisme français le démantèlement des rigidités protectionnistes héritées de la période précédente et la soumission plus directe du processus de valorisation capitaliste aux règles de la concurrence mondiale<sup>3</sup>.

Les impératifs du nouvel espace économique européen mettent à l'épreuve les forces politiques traditionnelles, intrinsèquement liées à l'ancien rôle des États nationaux dont certaines des fonctions sont désormais soumises aux décisions de nouvelles institutions suprana-

tionales. Les États les plus faibles se voient imposer des limites interventionnistes par les pays aux économies plus puissantes, limites auxquelles ceux-ci dérogent par ailleurs. C'est le cas pour ce qui est de la régulation des consensus sociaux, des conditions d'exploitation et des marchés du travail. Au cœur même des pays riches, de puissants secteurs de l'économie tributaires de la demande publique sont désormais rattachés au budget communautaire. C'est le cas de la production agricole<sup>4</sup>.



**LA CONCURRENCE EXACERBÉE**, qui présida à l'unification européenne et à ses suites, n'a pas pour autant significé la liquidation des capitaux nationaux, effacé les intérêts géopolitiques défendus par les différents États. Les conflits qui ont accompagné la création du protectorat des Balkans l'ont montré ; les désaccords au sein de l'Union Européenne face à l'intervention en Irak sont venus le confirmer.

La disparition des États nationaux ne paraît pas prévisible à court terme mais le renforcement des institutions politiques européennes et sa capacité à peser sur les conflits mondiaux semblent indissociables de la défense des intérêts des centres capitalistes européens. De ce point de vue, les puissantes mobilisations contre la guerre en Irak peuvent être interprétées comme l'expression d'un nationalisme européen en gestation face aux États-Unis, légitimation des institutions supra-étatiques. De même, les conséquences sociales de la logique d'un capitalisme « sans frontières » vont à l'encontre de la préservation de la paix sociale au sein des vieux États-nations et jouent en faveur de ce sentiment nationaliste. La préservation et la consolidation des institutions européennes sont perçues comme un rempart face aux « méfaits » de l'internationalisation capitaliste.

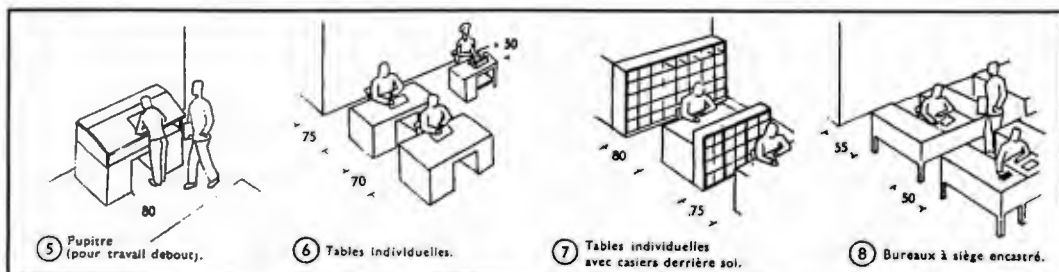
**La restructuration de la production de profit**

La restructuration en cours répond aux difficultés du capitalisme d'économie mixte. Selon le schéma keynésien classique, l'État doit agir sur la « demande effective », compenser le recul de l'investissement productif de la part de la classe capitaliste. Pour Keynes, l'intervention de l'État est « le seul moyen d'éviter une complète destruction des institutions économiques. »<sup>5</sup>, sauvegardant

ainsi la paix sociale. Cette politique volontariste de consommation doit être financée par des moyens budgétaires, l'État effectuant à cette fin une ponction des profits du secteur privé, présents ou futurs (le déficit). Dans la période de reconstruction de l'après-deuxième guerre, cette relance des économies par l'intervention de l'État obtint des résultats. Dès que le ralentissement de la rentabilité du capital<sup>6</sup> s'est confirmé, l'expropriation par l'État des profits privés est devenue une charge. De facteur de stabilisation, l'intervention se transforma en facteur déstabilisateur, facteur additionnel de ralentissement de l'économie<sup>7</sup>. Le courant néolibéral puise ses forces dans la réaction des capitalistes privés à l'interventionnisme public.

Si déréglementation et désengagement guident désormais la nouvelle orientation, des secteurs importants de l'économie restent toutefois dépendants de la demande de l'État ; que ce soit le complexe militaro-industriel ou l'agriculture. Et, comme le prouve la permanence des déficits publics, la production induite par les commandes de l'État n'a pas faibli malgré la propagande néolibérale. De fait, l'orientation néolibérale n'oppose pas le marché à l'État mais redéploie l'intervention de ce dernier dans la dérégulation du marché du travail.

Pour limiter l'extension de l'interventionnisme d'État et rétablir de meilleures conditions de rentabilité, les politiques néolibérales tentent de baisser les coûts de production en augmentant la productivité. La fameuse « révolution technologique » (des technologies de l'information et de la communication) correspond à un mouvement de rationalisation au cours duquel les capitalistes cherchent une production plus flexible tout en ayant recours aux remèdes classiques : réduction des coûts de production par l'abaissement des coûts du travail (salaires directs et indirects), augmentation de la productivité par l'intensification du travail. Et la flexibilité de la production généralise le travail flexible. Le démantèlement des grands centres de production et de leurs entreprises, le recours massif à la sous-traitance, créent les conditions de la réorganisation du travail, accentuent la précarité. La conséquence directe est le démantèlement des anciens statuts de travail, l'augmentation de la charge et du rythme de travail, l'accroissement du chômage de masse et la montée des inégalités sociales. Dans toutes les sociétés industrielles, de façon plus ou moins affirmée, la tendance est à l'augmentation du taux d'exploitation, à





l'appauvrissement des travailleurs et à la progression des inégalités sociales. Aux États-Unis la concentration des richesses a aujourd'hui retrouvé les niveaux du début du XX<sup>e</sup> siècle et, en France, la part des salaires dans la richesse produite n'a cessé de baisser pendant les années où la gauche fut au pouvoir.



**EN FRANCE**, depuis le milieu des années 70, l'ancienne communauté prolétaire commence à se détruire. Des centaines de milliers de travailleurs licenciés sont renvoyés vers le chômage ou le travail précaire ; voire vers une marginalité définitive. C'est alors que le gouvernement socialiste introduit le système d'assistantat du Revenu minimum d'insertion (RMI). Des quartiers, des villes industrielles, des régions entières, deviennent des zones sinistrées où l'absence de perspective et les réseaux de l'économie parallèle alimentent la violence du quotidien. Désormais, ce sont les trois quarts des nouveaux emplois créés qui sont précaires<sup>8</sup>. La prolifération et la fragilisation des statuts de travail creusent les séparations existantes – recouvrant des différences d'âge, de sexe, de qualification, d'ancienneté ou de nationalité. elles renforcent l'atomisation, l'individualisation et la concurrence entre travailleurs.

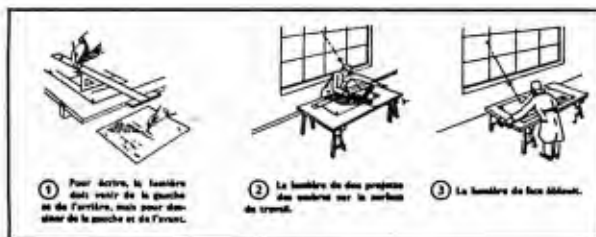
Le mouvement de restructuration capitaliste s'est heurté à la résistance de la classe ouvrière de la grande industrie. On peut en reconstituer le fil conducteur en partant des grandes grèves de la sidérurgie (à la fin des années 70) jusqu'aux récentes résistances désespérées dans des entreprises condamnées (de Celatex à Moulinex et à Metaleurop). De capitulation en constat d'impuissance, les organisations syndicales se plièrent à la généralisation des nouvelles conditions d'exploitation et les résistances plus combatives furent écrasées. La détresse dans laquelle se trouve aujourd'hui le monde ouvrier est inséparable de cette faillite du vieux mouvement ouvrier. Le désarroi politique n'est que l'expression de la fatalité et de l'amertume qui prédominent dans les lieux de travail. De telle sorte que le niveau de conscience des classes exploitées est aujourd'hui façonné par la convergence de l'état d'esprit de deux générations : celle qui a subi la défaite et celle qui n'a connu que la crise économique et sociale.



**LA CRISE DU MOUVEMENT OUVRIER**, c'est la crise des principes politiques qui fondaient la cohésion des communautés de travailleurs de l'après-guerre et de ses organisations, partis et syndicats. Plus précisément, la crise des formes de représentation démocratique qui fonctionnent selon le principe de la délégation permanente de pouvoir, du consensus entre les classes. La crise de crédibilité du syndicalisme exprime nécessairement une défiance envers cette forme de représentativité. Elle a précédé et annoncé le discrédit des partis politiques.

Pourtant, cette crise ne peut être assimilée à la fin de la classe des exploités et encore moins à la fin de l'exploitation du travail, qui est le socle du système capitaliste. Prendre pour limites de l'analyse le cadre des vieux pays industrialisés, c'est ignorer l'étendue de la prolétarianisation du monde, la création d'immenses zones de travail salarié en Asie, en Amérique latine et ailleurs. Ce fait historique nouveau est inséparable de la restructuration capitaliste en cours.

« La tendance à créer le marché mondial est immédiatement donnée dans le concept de capital. Chaque limite y apparaît comme un obstacle à surmonter » constatait déjà au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, un fin critique du capitalisme<sup>9</sup>. La restructuration en cours suit la logique du mouvement des capitaux dans la recherche constante de coûts de production plus bas, des moindres coûts du travail.



### Crises du syndicalisme

La discussion des conditions d'exploitation, du prix de la force de travail, dans le respect du cadre du système est la raison d'être du syndicalisme moderne. On a ainsi pu dire que la puissance des syndicats a permis l'établissement d'une norme d'exploitation. Et c'est parce que ces institutions sont nées des luttes ouvrières qu'elles ont pu soumettre les exploités aux « lois de l'économie », jouer un rôle intégrateur, participer à la reproduction de la condition ouvrière au sein du système, avec ses séparations et ses hiérarchies. Dès que le ralentissement économique et la progression du chômage ont commencé à limiter le rôle régulateur du syndicalisme, ces séparations se sont changées en sources d'identités opposées et conflictuelles ; jeunes contre vieux, hommes contre femmes, immigrés contre autochtones. L'éclatement de l'ancienne communauté ouvrière met ainsi en valeur des séparations que les syndicats et les partis politiques avaient sauvegardées et reproduites. Souvent mythifiée aujourd'hui, la force des appareils syndicaux reposait pour beaucoup sur leur capacité à défendre les corporatismes. Au cours du siècle qui vient de se terminer, à chaque fois que la lutte des exploités a dépassé ces objectifs et ces divisions économiques négociables, qu'elle a cherché le chemin de l'émancipation sociale, les syndicats se sont révélés être la police du système. La grève générale de Mai 68 en France reste l'exemple le plus saillant ; elle marque l'apogée et le déclin de l'intégration capitaliste par le syndicalisme<sup>10</sup>.

Depuis 1981, en France, les gouvernements de gauche se sont appuyés sur les syndicats pour faire passer les mesures nécessaires à la restructuration capitaliste. Ce fut, en particulier, le cas avec la loi des 35 heures. Reven- diquée comme un « progrès social », destinée à soulager la charge de travail, créatrice d'emplois, le but de la loi était de généraliser la flexibilité du travail. Dans certains secteurs, grande industrie et services publics, la loi permet une plus grande intensification du travail, sans pour autant baisser le chômage et inverser la tendance à l'ap- pauvrissement de la condition salariée<sup>11</sup>. Les nombreux conflits qui ont accompagné son application montrèrent qu'une partie des travailleurs y ont reconnu une attaque contre les conditions du salariat, de travail et de vie<sup>12</sup>. Alors que la gauche croyait enrayer la crise de crédibilité syndicale, impliquant les syndicats dans la mise en appli- cation de la loi, c'est le contraire qui s'est produit. Leur image en est sortie davantage dégradée.



**DE 1970 À 1990**, les syndicats ont perdu en France la moitié de leurs adhérents, le taux moyen de syndicalisation passant de 10 % à 5 %. Pour la première fois dans l'histoire de la société française, l'arrivée au pouvoir de gouvernements de gauche a coïncidé avec un déclin du pouvoir syndi- cal. C'est que la rationalisation en cours fragilise les appareils syndicaux, étroite- ment liées à l'ancienne organisation du travail, alors même que la crise écono- mique réduit les possibilités de négocia- tion. Le cadre de négociation entre syndi- cats et patrons dans les grandes entreprises, qui fut un des piliers des rela- tions industrielles dans les années de l'après-guerre, n'existe plus. Ce n'est que dans le secteur public que les syndicats parviennent encore à sauvegarder leur rôle.

L'ancienne division nationale de la production capitaliste avait produit la « nationalisation » de la lutte de classe. La restructuration actuelle affranchit pro- gressivement le capitalisme de ses cadres nationaux mettant en porte à faux les organisations de l'ancien mouvement ouvrier, qui continuent à défendre l'« inté- rêt national ». La question posée aujour- d'hui est celle de la capacité d'adaptation des syndicats aux nouvelles conditions d'exploitation. Dans les années de l'après- guerre, l'intégration des travailleurs s'est faite de manière consensuelle, négociée ; l'amélioration des conditions de vie reposant sur les progrès de la productivité. Il en

est tout autrement aujourd'hui et les capitalistes deman- dent aux syndicats de cautionner le démantèlement des anciennes formes d'intégration. Après la mise en applica- tion des 35 heures, c'est la restructuration et le démantè- lement du secteur public (privatisation rampante, attaque des statuts et régimes spéciaux, retraites en parti- culier) qu'on leur demande de cogérer ; demandes d'au- tant plus difficile à rejeter que la survie matérielle des syndicats dépend désormais des aides de l'État. Affaiblis par les conséquences de la restructuration capitaliste, les syndicats se trouvent piégés dans ce tournant délicat, leurs appareils forcés de s'adapter à la nouvelle situation et de trouver de nouveaux champs d'intervention<sup>13</sup>. La classe dirigeante est elle aussi partagée, entre ceux qui considèrent nécessaire de sauvegarder le cadre négocia- teur et ceux qui voient les syndicats comme superflus dans la période actuelle et qui comptent plutôt sur les formes autoritaires de contrôle social. Attitude récur- rente dans l'histoire, dès que les rapports de force entre les classes sont nettement favorables aux capitalistes<sup>14</sup>.



**DANS LA PLUPART DES PAYS**, l'histoire du syndicalisme est inséparable de l'his- toire des partis politiques de gauche, aux intérêts desquels il fut très tôt soumis. La faillite du projet capitaliste d'État, de l'idée socialiste autoritaire en général, n'a pas manqué d'avoir des répercussions sur la vie des syndicats. Dans la crise du syndi- calisme, la démoralisation politique des cadres et des militants est venue s'ajouter à la confusion engendrée par l'adaptation des appareils aux nouveaux besoins du capitalisme. On entend souvent s'exprimer une nostalgie du passé qui dévoile ce désarroi. C'est le cas avec ces disciples de Pierre Bourdieu, qui tendent à isoler les principes politiques des organisations du mouvement ouvrier de leurs responsabili- tés. On en vient ainsi à regretter que : « la dénonciation peut-être juste (*sic*) du stali- nisme a fait oublier que le stalinisme avait une fonction pratique et qu'il fournissait des militants et des défenseurs du monde ouvrier »<sup>15</sup>. « Fonction pratique » qui amena, justement, l'ancien mouvement ouvrier à son état actuel. Voici une position qui s'inscrit en opposition à toute perspec- tive d'auto-émancipation sociale<sup>16</sup>.

### **La « préférence nationale »**

Les travailleurs immigrés ont payé cher la rationalisation économique. Après

**Méto.** – *L'homme doit avoir une soixantaine d'années. De type maghrébin, comme on dit dans les gazettes. Les cheveux grisonnants, il porte une veste de costume élimée, achetée au décrochez-moi-ça. Lorsque par hasard il heurte un voyageur, ou lorsque lui-même est bousculé – ce qui est fréquent, parce qu'il est encombrant à force de dis- crétion –, il a le même sourire d'excuse. De taille moyenne, il donne l'impression de tenir peu de place. S'il occupe un siège, il s'y tient les jambes repliées à angle droit, les mains posées sur les genoux.*

*Il était jeune pendant la guerre d'Algérie : pour fuir comme pour se battre, on apprend à se rendre invisible, couleure des murs, parler bas.*

*À la station suivante, monte dans la rame un groupe de trois jeunes gens. Ils peuvent avoir vingt ans. Je les ai d'abord entendus. Ils parlent haut, rien fort, se bousculent, miment je ne sais quelles anecdotes à grand renfort de gestes dansés. Deux d'entre eux s'asseient, longues jambes déployées, les pieds reposant sur la barre d'ap- pui verticale. Ils portent des cas- quettes à longues visières, des vêtements neufs, aux couleurs vives, dont on distingue les marques connues.*

*Lorsque le trio descend, il croise cinq jeunes filles qui feignent de*

avoir fortement contribué à l'accumulation capitaliste de l'après-guerre, ils furent les premiers touchés par les vagues de licenciements. En France, depuis le milieu des années 70, un tiers des immigrés employés dans la production ont perdu leur travail. Dans les grandes entreprises, leur licenciement fut souvent perçu comme la mesure-miracle qui allait rétablir la situation ; illusoire « filet de protection » de la classe ouvrière autochtone. L'idée de « préférence nationale » – que l'extrême droite revendiquera plus tard – y fut appliquée dès les années 70, avec la caution des partis et syndicats du vieux mouvement ouvrier. En toute logique, car les valeurs corporatistes de la « solidarité » syndicale s'alignent sur la défense de l'économie nationale.

Dès 1990, c'est parmi les travailleurs immigrés que le chômage et la précarité augmenteront le plus vite <sup>17</sup>. Plus ces travailleurs sont marginalisés et plus ils sont visibles socialement ; non plus en tant que travailleurs-immigrés, mais en tant qu'immigrés-chômeurs. Perçue comme une agression, cette visibilité exprime pourtant une faiblesse. De la même façon, la violence subie (racisme, pauvreté) est masquée par l'importance médiatique donnée à la violence en réaction (délinquance).



**LA GAUCHE ET L'EXTRÊME GAUCHE** reprochent à l'extrême droite d'utiliser la « question de l'immigration ». C'est une simplification arrangeante. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les syndicalistes révolutionnaires américains (les IWW) avaient pour habitude de dire que toute loi sur l'immigration est une loi contre la classe ouvrière, légalisation d'une séparation au sein des exploités. En effet, les partis de la gauche utilisent également « la question de l'immigration » pour masquer la crise sociale et, plus particulièrement, leur responsabilité de gestionnaires.

La destruction de l'ancienne communauté prolétaire a abouti à la création de zones où s'est trouvé parquée la

*ne pas les voir. Bustes de statues khmers et nombrils nus, elles forment un cercle et rient tour à tour en se regardant dans les yeux. Le cœur éclate soudain. Marmonnant une formule d'excuse, une femme a frôlé deux rieuses et sauté sur le quai à l'instant de la fermeture des portes. Les filles hurlent maintenant, cognent à la vitre, injurient la voyageuse. Elles se proclament « Arabes », vitupèrent les « Français », crient qu'elles sont « chez elles ».*

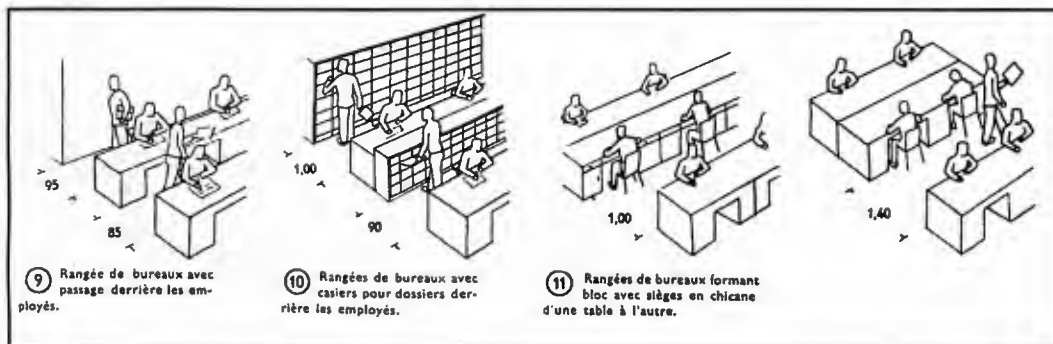
*Cette arrogance surjouée, cette violence à fleur de peau, caricature des mœurs de l'époque, souvent ridicules, intolérables parfois, comment ne pas voir qu'elles sont l'image inversée de la discrétion du père ? De sa résignation réelle ou supposée.*

*Et la revanche sur elle – qu'il désapprouve du regard.*

CG □

force de travail exclue de la production, devenue « surpopulation » pour le capitalisme<sup>18</sup>. Au départ, les immigrés résidaient dans des quartiers ouvriers car ils étaient des ouvriers et non parce qu'il s'agissait de ghettos. Par la suite, l'échec scolaire et la discrimination des enfants est venue s'ajouter à l'exclusion des parents, succession de moments dans la reproduction, non plus de la classe ouvrière, mais de cette « surpopulation ». Les quartiers ouvriers sont devenus peu à peu des quartiers pauvres et ensuite des « quartiers immigrés » ; la figure du travailleur immigré étant remplacée par celle de l'immigré, désormais associée à celle de chômeur à vie, d'exclu. Dans un premier temps, la question de la crise fut ainsi occultée par la question de l'immigration. Par le biais de la discrimination et du racisme, elle devient ensuite celle de la jeunesse immigrée, de l'« étranger ». Le vieux spectre de « la classe dangereuse » refait surface sous des oripeaux racistes.

C'est en partant de ces successives identifications réductrices (de travailleur immigré à immigré, d'immigré à étranger, d'étranger à délinquant) que la propagande manipule la « question sécuritaire », la nourrissant de « faits divers ». Le problème réel de la violence sociale, engendré par la crise économique, est déformé et transformé en discours politique sécuritaire, forme consensuelle du discours raciste. Parler de « sécurité » équivaut à parler de « danger immigré », de « danger étranger ». Pour la masse des travailleurs atomisés par les nouvelles conditions d'exploitation, soumis aux violences de la crise, l'immigré n'est plus un travailleur concurrent, il est un « étranger dangereux ». Étranger sur lequel « se cristallise une menace multiforme, faite de peur devant l'avenir, de peur d'être abandonné, d'être ignoré de la société. » <sup>19</sup>. Ce qui nous ramène à la défaite mentionnée auparavant et aux transformations de la condition ouvrière : dévalorisation, individualisation et vulnérabilité des statuts, crise des valeurs collectives. L'ancienne identité de classe est désormais associée à la



défaite et les identifications de groupe, de clan, d'appartenance religieuse ou nationale prennent le dessus. La lutte contre l'injustice et les inégalités sociales se détourne de leurs causes pour cibler l'autre, étranger ou autochtone.



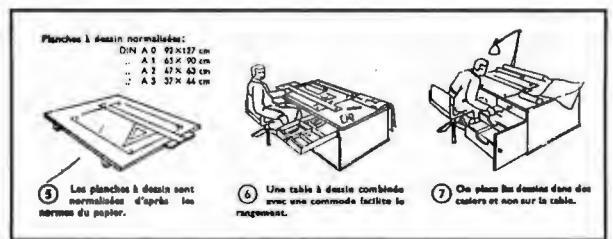
**RÉDUIRE LA QUESTION DE LA CRISE SOCIALE** à la question sécuritaire justifie le transfert de la gestion d'un important secteur de la force de travail du social vers le répressif; la police reprenant une partie des fonctions du ministère du Travail. Évolution conforme aux modifications de la fonction de l'État dans la phase actuelle du capitalisme, de l'État social vers l'État pénal. « Établir la sécurité publique est le premier élément d'une véritable politique sociale », précise le premier flic de France<sup>20</sup>. Là où le passé colonial marque toujours la mentalité sociale – comme c'est le cas en France – la violence de l'État est d'autant plus justifiée que la criminalisation des pauvres est assimilée au rejet xénophobe.

Cette criminalisation des pauvres cache la constitution d'une nouvelle immigration ouvrière, vivant à l'intérieur de la société dans une situation d'apartheid social, hors du droit bourgeois. Une réserve de main-d'œuvre bon marché, bien en dessous de la norme négociée par les « partenaires sociaux ». Le travailleur immigré clandestin peut être remplacé, employé, expulsé à merci, selon les besoins de la production. Il n'est pas formé, soigné, logé, il est d'avantage réduit à sa seule qualité de marchandise force de travail. La constante pression policière alterne avec des mesures successives de régularisation, gestion sélective de cette main-d'œuvre à bas prix. Utilisée, au départ, dans les secteurs marginaux des services, sa présence s'étend désormais à d'importants secteurs de la production capitaliste (l'agro-alimentaire et le bâtiment, par exemple).

La politique « sécuritaire » traduit la criminalisation de la question sociale et annonce la fin de la « question de l'immigration ». L'ancien travailleur immigré n'est plus travailleur; lui et ses enfants constituent le noyau de la surpopulation prolétaire devenue un sujet d'insécurité. Et le nouveau travailleur immigré est un clandestin.

### L'évolution autoritaire de la démocratie

Aux peurs instrumentalisées par l'extrême droite, la gauche oppose une autre peur, celle du fascisme. Et, des deux côtés, on fait appel au sentiment nationaliste<sup>21</sup>. Naturellement, puisque nationalisme et patriotisme économique furent, depuis toujours, des références de la gauche. Le parti communiste fut la forme politique la plus achevée de cette « nationalisation » de la lutte de classe. Parti des patriotes de la Résistance nationale, il fut ensuite le parti des ouvriers français et le premier parti français, défenseur acharné de l'« intérêt national ». Ainsi, c'est sans surprise qu'on retrouve aujourd'hui, dans le programme du Front national, le slogan du parti communiste des années 70, « Produire français ». Et il faut rappeler que, dans les années 80, des cadres du parti furent parmi les premiers à terroriser des foyers d'immigrés, présentés comme lieux d'insécurité pour la communauté ouvrière « française ».



**L'ÉVOCACTION DU « FASCISME »** comme épouvantail politique soulève deux questions complémentaires. Le fascisme est-il possible aujourd'hui? Quelle est la nature du fascisme possible à notre époque?

Entre les deux grandes guerres, le fascisme a pu être analysé comme une forme nouvelle du pouvoir capitaliste. Hitler lui-même définissait le national-socialisme comme un mouvement révolutionnaire contre-révolutionnaire. Dans ses formes diverses et selon les spécificités nationales, le fascisme s'attachera à édifier un nouvel



État. Il essaye, « après la défaite complète des forces révolutionnaires (...) d'accomplir à l'aide de nouvelles méthodes révolutionnaires, et sous une forme grandement différente, les tâches sociales et politiques que les partis et les syndicats réformistes avaient promis d'exécuter sans pouvoir y parvenir dans les conditions historiques données. »<sup>22</sup> Bien avant que les affrontements impérialistes débouchent sur la guerre, des chefs démocrates – tels Roosevelt le fondateur du welfare moderne – manifestèrent leur intérêt pour les réussites du fascisme dans le domaine social et économique. Car, et au-delà de ses aspects réactionnaires – son positionnement anti-rationaliste et anti-universaliste, entre autres – le fascisme était porteur d'un projet de rationalisation de la production, de contrôle étatique de toutes les sphères de la vie sociale. Ce qui explique, à l'inverse, l'attraction des dirigeants nazis pour le fordisme.

La défaite militaire des systèmes fascistes n'arrêta pas la « tendance fasciste générale »<sup>23</sup> qui se manifestait au sein des sociétés modernes, y compris chez les vainqueurs. On la retrouve aujourd'hui dans l'évolution autoritaire de la démocratie parlementaire. Craindre la renaissance du fascisme classique c'est ne pas voir cette continuité ainsi que le dépassement des circonstances historiques qui ont vu son avènement. De ce point de vue, le fascisme classique, régime interventionniste dans le cadre d'une économie nationale, est un projet caduc. La crise des socialismes d'État est aussi celle du fascisme classique, projet étatique de socialisme national.



**DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE**, la nouvelle extrême droite européenne a donc rompu avec le fascisme classique, avec le projet d'un capitalisme d'État. Elle adhère désormais aux valeurs du néolibéralisme de marché, elle revendique un nationalisme révisé, élargi aux frontières de l'Europe. Dans le passé, l'extrême droite a le plus souvent accédé au pouvoir par des alliances avec la droite traditionnelle ; elle l'a presque toujours fait dans le respect du jeu électoral. Aujourd'hui, à l'épreuve du pouvoir d'État, les formations d'extrême droite se révèlent des variantes des partis de la droite néolibérale dans lesquels elles finissent par se fondre, comme les cas autrichien et néerlandais semblent le prouver.

La tendance autoritaire se manifeste aujourd'hui dans le renforcement des formes policées de gouvernement. Projet mené en alternance démocratique par la gauche et la droite avec, certes, des politiques légèrement différenciées, plus ou moins sensibles à la nécessité d'un consensus, pour une police des pauvres plus ou moins agressive. Mais les deux courants revendiquent les politiques « sécuritaires » de l'État, compléments d'un marché du travail libéré de toute entrave et réglementation, d'une exploitation sauvage.

Alors, si danger d'un nouveau fascisme il y a, il est dans l'évolution autoritaire de la démocratie. Il peut

prendre forme aussi bien à l'intérieur des forces de la droite que des forces de la gauche, ou encore, d'une coalition des deux. D'où la mystification du vieil épouvantail fasciste utilisé par les forces même susceptibles d'être porteuses d'une telle évolution.



### Les bulles de l'utopie capitaliste

Il y a un siècle, étudiant les métamorphoses du capital et le cycle capital-argent – dans lequel le point de départ et le point final de la production de marchandises est l'argent réel, la forme tangible de la valeur – Marx avait remarqué que « l'idée de faire de l'argent » peut passer pour « le principe moteur de la production capitaliste ». « Le processus de production apparaît seulement comme un intermédiaire inévitable, un mal nécessaire pour faire de l'argent. » C'est pourquoi certains sont pris « du vertige de faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production. »<sup>24</sup>

Avec l'essor de l'économie spéculative des dernières années, l'argent fut à nouveau perçu comme détaché de la sphère productive. Certains y ont vu un signe de l'avènement d'un capitalisme de type nouveau, produisant de la valeur sans l'exploitation du travail salarié. Par l'autonomisation de sa sphère financière, le capitalisme se serait affranchi des contradictions de la marchandise force de travail. « Le mal nécessaire », était enfin évité. Affranchissement qui serait le résultat du « mouvement » même du capital, hors de toute action de classe des intéressés. Nouveau « sujet révolutionnaire », « le capital » évoluerait désormais de façon autonome. Nous vivrions ainsi dans un monde avec du capital, des prolétaires, de la production de valeur sans passer par l'exploitation du travail. Alors même que la marchandisation s'impose à l'ensemble de la vie sociale, seul le travail ne serait plus une marchandise.

Le dégonflement de la bulle spéculative montre que la sphère financière ne fonctionne pas séparée des relations sociales de production. Si la sphère spéculative n'est plus attractive pour les profits qui se détournent d'un investissement productif peu rentable, il en résulte davantage une course sauvage pour baisser toujours plus les coûts du travail. Faillites, concentrations, licenciements et intensification du travail reprennent de plus belle. Ce n'est donc pas que la valorisation du capital pouvait se passer du travail salarié mais que, justement, l'essor de la spéculation était une première conséquence de

la chute de la rentabilité du capitalisme. Si la bulle spéculative cache la crise de rentabilité du capital, son dégonflement met en évidence les fragilités du système. L'effondrement boursier et la récession remettent au premier plan la question de l'exploitation du travail et des conditions dans lesquelles elle s'effectue. L'idée que la valorisation du capital peut se faire hors de l'exploitation du travail vivant, hors des relations d'exploitation, s'effondre avec les cours boursiers.

### La désintégration après l'intégration

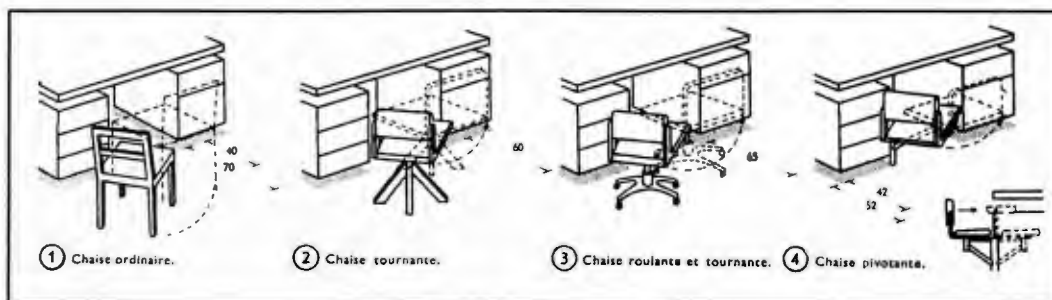
Une nouvelle condition prolétaire s'installe dans la précarité. Dans quelles conditions la communauté des exploités, attaquée de front dans ses conditions de travail et de vie par la restructuration du système d'exploitation en crise, peut-elle se constituer en force antagonique ; en d'autres mots, en classe révolutionnaire ? Le problème n'est pas nouveau même si les conditions et les circonstances historiques le sont.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'expansion du capitalisme, rebondissant sur ses crises cycliques, avait concédé d'importantes améliorations matérielles à la classe ouvrière. La social-démocratie, devenue parti d'État, révisait alors l'idée du socialisme instauré à la suite d'un affrontement avec la classe bourgeoise. Elle promet, en revanche, la fin des inégalités sociales par la voie des réformes. L'intégration capitaliste des organisations représentatives de la classe ouvrière, ne s'est pas faite sans opposition. Si la majorité des courants anarchistes étaient naturellement opposés à cette vision étatique du socialisme, des marxistes s'élevèrent aussi contre ce nouveau déterminisme. Prenant appui sur les grandes grèves de masse insurrectionnelles du début du siècle, l'apparition de nouvelles formes d'organisation extra-syndicales et unitaires, les soviets et les conseils, les courants révolutionnaires du socialisme replaçaient au centre de leurs préoccupations l'action consciente des exploités comme condition de la rupture révolutionnaire. Ainsi faisant, ils rétablissaient le lien avec les courants révolutionnaires de l'anarchisme et du syndicalisme. Intervenant dans ce débat européen contre le révisionnisme social-démocrate, Georges Sorel, fut un de ceux qui revalorisèrent

les positions du syndicalisme révolutionnaire. Critique acerbe du déterminisme historique et des illusions démocratiques des courants marxistes majoritaires, il fut parmi les premiers à remarquer les nouveaux dispositifs de contrôle social et idéologique mis en place par l'État. Ainsi, par exemple, il soulignait la tâche de la sociologie, nouvelle « science », répondant au besoin de la bourgeoisie de comprendre les mouvements sociaux afin de mieux les pacifier. D'où l'introduction d'une notion de classe, « amoncellement de gens de la même condition »<sup>25</sup>, opposée à l'idée révolutionnaire d'une collectivité de producteurs, consciente et active. La constitution en classe serait ainsi le processus qui va de la révolte à l'auto-organisation collective des exploités ; le dépassement du projet jacobin qui n'est « que la révolte des pauvres conduite par un état-major révolutionnaire. »<sup>26</sup>. Si on adopte cette position, force est de reconnaître que l'ancienne classe ouvrière, dont on constate aujourd'hui la crise, n'a pris la forme de classe au sens émancipateur, que lors des moments de rupture révolutionnaire.



**LA LONGUE PÉRIODE** d'intégration capitaliste de la classe ouvrière, commencée au début du XX<sup>e</sup> siècle, s'achève aujourd'hui par une rapide désintégration. Mouvement à coup sûr transitoire, au cours duquel le rapport même au travail salarié se trouve modifié. La disparition de la sécurité apportée auparavant par le statut stable et la promotion sociale, provoque un détachement individualiste du salarié vis-à-vis de l'entreprise, qui traduit la prise de conscience de ces transformations, l'impossible intégration par le travail. L'idéologie intégratrice du sacrifice commun pour l'entreprise a du plomb dans l'aile, ainsi que les divers discours managériaux, dont celui d'« entreprise citoyenne ». Dans les vieux centres capitalistes, des jeunes et moins jeunes prolétaires découvrent que les violentes conditions d'exploitation ne sont point temporaires, qu'elles sont, de fait, le seul horizon de l'avenir. Alors, des collectivités de lutte et de résistance se reconstituent. Car si l'individualisme peut-être utilisé dans la nouvelle organisation du travail<sup>27</sup>, il n'est pas nécessairement contradictoire avec l'affirmation de formes d'auto-organisation<sup>28</sup>.



À nouveau et toujours, cette dernière question apparaît comme centrale. Les travailleurs combattifs, conscients de l'inefficacité des grands appareils syndicaux face à la transformation en cours, ne les voient plus comme leur création mais comme des structures à utiliser, des bureaux d'aide sociale. Certains cherchent une alternative dans les nouvelles organisations syndicales, minoritaires et plus militantes, pour découvrir ensuite qu'elles se trouvent embourbées dans les mêmes problèmes, tout aussi incapables de s'opposer à la logique de la rationalisation du processus de travail<sup>9</sup>.

De semblables illusions se retrouvent dans le champ politique, où la dernière proposition pathétique en date, est celle de refonder une gauche. Quel contenu nouveau lui donner alors que la gauche classique, formation politique capable de gérer le consensus par l'interventionnisme de l'État, est moribonde, que l'État social s'éclipse pour laisser la place à l'État policier tentaculaire ? Tout positionnement qui prend la gauche et ses principes d'organisation pour référence ne croise pas notre route. L'autoritarisme d'État, forme moderne de la démocratie, apparaît comme la seule réforme d'aujourd'hui, il délimite le contenu du renouveau politique à gauche comme à droite.



**TANT QUE LA RÉSISTANCE** aux nouvelles formes d'exploitation ne débouchera pas dans la constitution d'une force sociale décidée à inscrire dans sa pratique un projet d'émancipation, on voit mal comment on pourra barrer la route à l'évolution actuelle sur le seul terrain de « la société civile », du « citoyen », des individus, fussent-ils animés par un désir subversif. On le sait désormais, la réponse à la question du contre-pouvoir ne pourra pas venir de la tradition jacobine de l'« état-major révolutionnaire ». Elle ne pourra pas non plus venir du réformisme. L'état de cette société inique et mortifère constitue, en lui-même, l'argument majeur contre le courant qui revendique cette appellation depuis plus d'un siècle. L'alternative à venir doit faire table rase de ces deux projets prétendument opposés, et se construire dans et par l'activité des intéressés. Elle doit affirmer la non-séparation de l'économique et du politique, autant dire, dépasser ces catégories. En attendant, le recours à l'arme de la critique peut aider à frayer un chemin dans les ruines de l'ancienne politique.

**CHARLES REEVE ■**

1 – Deuxième exportateur de produits agricoles derrière les États-Unis, l'Union européenne absorbe 65 % du total des exportations françaises.

2 – Derrière le Royaume-Uni et devant les États-Unis.

3 – En 1985, les actifs français à l'étranger représentaient 7 % du PIB, ils représentent aujourd'hui 25 %. Inversement, les investisseurs étrangers contrôlent aujourd'hui plus de 40 % des grandes entreprises cotées en Bourse en France.

4 – La moitié du budget communautaire concerne les aides à la politique agricole. En France, en moyenne, la moitié du revenu des agriculteurs est aujourd'hui financé par ces fonds.

5 – J. M. Keynes, Théorie générale.

6 – Pour assurer la reproduction du système capitaliste, le rapport entre la masse de profit extraite et le capital engagé dans le processus de production doit permettre au capital de s'accroître. En période de rentabilité, le profit obtenu se transforme en nouveaux moyens de production capables de générer un capital additionnel. C'est le sens de l'accumulation du capital. Pour un capital donné, c'est le taux de profit – et donc le taux d'exploitation, l'accroissement de la productivité du travail – qui assure le processus d'expansion.

7 – Paul Mattick, Marx et Keynes, Gallimard, 1972 (épuisé) ; Crises et théories des crises, Champ Libre (Ivrea), 1976 ; De la pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie, *Ab irato*, 1998.

8 – L'emploi intérimaire – dont l'industrie absorbe aujourd'hui la moitié des effectifs – a doublé en France de 1996 à 2001. Dans les zones pauvres de la périphérie d'Euroland, le peu d'emplois créés sont désormais des emplois temporaires.

9 – Karl Marx, Manuscrits de 1847-1848, Éditions sociales, 1980, t. I, p. 347.

10 – Maurice Grimaud, Préfet de police de Paris en Mai 68, aimait dire que, pendant la grève générale, le vrai ministère de l'Intérieur était la CGT.

11 – En dix ans, le nombre des ouvriers et employés « pauvres »

(avec un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté officiel) est passé en France de 1,3 à 1,7 millions ; en vingt ans, la proportion de très bas salaires est passée de 5 % à 10 %.

12 – L'annualisation des horaires bouleverse l'organisation de la vie familiale, des congés au temps de consommation, l'organisation des transports et des services publics. Voir Nadyan, « Le temps des vils », Oiseau-tempête, n°9, été 2002.

13 – Un haut fonctionnaire du syndicat CGT du textile suggérerait récemment (Le Monde, 1<sup>er</sup> mars 2003) que les syndicats créent des « cellules de suivi psychologique » pour venir en aide aux « victimes des plans sociaux ». De « la défense des acquis sociaux » à l'assistantat psychologique.

14 – Voir l'exemple de 1936 en France, Barthélémy Schwartz, « Juin 36 : l'envers du décor », Oiseau-tempête, n°2, automne 1997.

15 – Stéphane Beaud, (interview), « Dossier La France des oubliés », Le Monde, 2-3 juin 2002.

16 – Par cette auto-limitation ce courant se place à l'intérieur du vieux monde de la gauche, dont il fait pourtant bien le constat de crise. Voir, La misère du monde (sous la direction de Pierre Bourdieu), Seuil, 1993.

17 – En 2002, le taux de chômage est deux fois plus élevé chez les immigrés et la précarité frappe tout particulièrement les jeunes et les femmes d'origine immigrée. Entre 1990 et 1999, le taux de chômage dans les banlieues est double de la moyenne nationale.

18 – Charles Reeve, « L'Immigré et la "Loi de la population" dans le capitalisme moderne », Oiseau-tempête, n°2, Automne 1997.

19 – S. Beaud et M. Pialoux, Retour sur la condition ouvrière, Fayard, 1999, p.404.

20 – N. Sarkozy, Le Monde, 24 octobre 2002.

21 – « Fascisme de la misère, misère de l'antifasciste », Oiseau-tempête, n°9, été 2002.

22 – Karl Korsch, « La contre-révolution fasciste », 1940, in

Marxisme et contre-révolution, Seuil, 1975, p.191.

23 – La formule est de Karl Korsch.

24 – Karl Marx, Le Capital, Livre II, « Le procès de circulation du capital », Éditions sociales, p.54.

25 – Georges Sorel, La décomposition du marxisme.

26 – Ibid.

27 – Par les statuts personnalisés, les capitalistes cherchent de récupérer l'individualisme à leur profit.

28 – Pour une discussion de ces questions, Henri Simon, « Quand les entreprises recherchent des salariés "honnêtes et gérables" », Échanges, Paris, décembre 2001.

29 – Voir dans ce numéro 10 de Oiseau-

tempête l'entretien avec Yann Brault, « Au Sud, rien de nouveau ». Nous laissons ici de côté la discussion sur le sens et les perspectives d'une activité syndicaliste révolutionnaire dans les conditions actuelles.







## GUERRE D'IRAK 2003

# LA GUERRE DANS TOUS SES ÉTATS



### CHAOS PERPÉTUEL ET NAVIGATION À VUE

**S**i lors de la première guerre contre l'Irak tout le monde se devait d'être au côté des américains, les conflits d'intérêts entre divers pôles capitalistes ne manquent pas, depuis, de se faire jour. On les retrouve selon les conflits, en Somalie<sup>1</sup>, au Kosovo<sup>2</sup>, etc.

L'objectif réel du 11 septembre n'est certainement pas de raser les États-Unis. Par contre, le réel pouvoir visé est celui en place dans le monde arabe, et en Arabie Saoudite en particulier. Issus de la classe bourgeoise ou moyenne, les groupes terroristes ou d'opposition sont des tendances concurrentes au sein de la classe dirigeante arabe. Ce qu'ils réclament, c'est le remplacement ou le partage du pouvoir et de ses dividendes. Rien de sensationnel à dire cela, d'autres ont déjà souligné la nature des protagonistes : « *Mais les groupes qui agissent, eux, sont tout sauf le fruit de la pauvreté et, en aucun cas, ne sont manipulés par elle. (...) Ils sont eux-mêmes fils de la mondialisation, à la faveur de laquelle ils se déplacent sans encombre du Yémen à la Floride.* », ou leurs objectifs réels : « *Personnellement, je ne crois pas que les terroristes entretiennent l'illusion de pouvoir réduire la puissance américaine à néant. (...) À mon sens, leur véritable objectif est de renverser les gouvernements modérés du Golfe, l'Arabie Saoudite et les Emirats en premier lieu. Les terroristes constituent une classe dirigeante de rechange qui se propose de conquérir le pouvoir dans la zone pétrolière.* »<sup>3</sup>

On a pu voir les États français, allemands et russes mettre des bâtons dans

les roues de la politique de l'administration américaine. C'est la France et la Russie qui depuis dix ans extraient le pétrole en Irak. Au travers des concurrences inter-capitalistes au sein des pays riches, et face aux pays du Sud, se dessine le contrôle d'un plus grand nombre de zones sur cette planète, pour que le développement se fasse pour et sous le leadership actuel.

Ce ne sont pas des scénarios complétés savamment dans de cossus bureaux, mais la dynamique même de ce monde. Un perpétuel chaos, un enchevêtrement de contradictions, conflits d'intérêts, stratégie de développement, pressions, besoins, idéologie etc. Bien sûr, il y a de nombreuses bureaucraties qui vivent de ce système, et semblent le contrôler (États, OTAN, FMI...). Leur fonction et nature est de s'adapter aux événements.

Nous n'avons donc pas affaire à un empire, omnipotent et conquérant. Un empire construit des routes de son centre à ses périphéries, tente d'imposer une homogénéité à son territoire. Il n'y a plus de territoires à conquérir, mais des zones à contrôler. Dans le but, non pas comme des terres vierges, ou hostiles, à découvrir et soumettre, mais plutôt pour s'assurer que le développement à venir sera le même modèle que celui du leadership actuel. En cela, toutes les grandes puissances se retrouvent. D'où le semblant d'homogénéité lors de la première guerre du Golfe, en Somalie, dans les Balkans... Même si, bien sûr, de vives concurrences se jouent pour le partage des zones d'influence. Différentes formes de gestion et de développement du capital s'affrontent, comme pendant la guerre froide, où deux modèles capitalistes s'opposaient frontalement. Aujourd'hui,

plus crûment, des modèles capitalistes se concurrencent, sans la chimère d'une vraie fausse alternative.

Pour autant, les grandes stratégies se diluent dans la gestion quotidienne. Après le tour de force dans le pays des talibans, et la mise en place d'un Karzaï, quid de l'Afghanistan ? Le pays n'est en rien tenu par les Américains, la vie de la population est sûrement aussi peu enviable que sous le régime des talibans et la question pour l'armée américaine semble être, comment partir d'Afghanistan ? Pourtant, les questions stratégiques de l'Asie centrale restent entières (ressources naturelles en gaz et en pétrole, tracés de pipelines, jeu politique face à la Russie, l'Iran, la Chine...<sup>4</sup>), mais ces questions sont peut-être remises à demain, coincées entre deux bureaux, ou en stand-by tactique, l'histoire nous le dira.

Si les États et les grands groupes capitalistes font des études stratégiques sur 30 ans, les administrations, et l'administration américaine la première, sont contraintes aussi de naviguer à vue. Elles sont tout aussi tributaires des revirements du marché, elles tentent alors uniquement de confiner le développement capitaliste dans leur schéma.

1 – Pour approfondissements sur ce conflit voir : <http://internetdown.org/analyses/somalia.rtf>

2 – Sur la Yougoslavie et le Kosovo, voir : <http://internetdown.org/yougo> et

Dompage de guerre de Claude Guillon, *L'Insomniaque*, 2000.

3 – Eric Hobsbawm, *entretien publié dans Libération* du 20 septembre 2001.

4 – Sur ces questions, voir : <http://internet-down.org/analyses/kouba.rtf>



## LA GUERRE NOUVELLE

**L**a guerre – au double sens de conflit armé et d'état de guerre – joue désormais un rôle nouveau dans le monde capitaliste.

Après la guerre du Golfe (1991), un cycle de conflits a commencé : Kosovo – Yougoslavie (1999) ; Afghanistan (2001) ; Irak (2003). Ces conflits peuvent s'analyser comme une guerre tournante à l'échelle mondiale, dont le but est de procéder au remodelage géostratégique de régions sensibles, en mettant la main sur des sources d'énergie et leurs voies d'acheminement, en contrant des rivaux économiques et en conjurant des menaces militaires. Le théâtre des opérations se déplace selon les intérêts capitalistes : européens et américains au Kosovo, principalement américains en Irak. Les prétextes avancés sont de plus en plus minces, depuis la guerre juste du Golfe (invasion du Koweït), en passant par la guerre humanitaire au Kosovo (épuration ethnique), jusqu'à l'expropriation des puits de pétrole irakiens. La Maison blanche a cru que Le 11 septembre lui

fournissait un *joker* valable indéfiniment et en tous lieux : le terrorisme. La résistance à la guerre, y compris aux États-Unis, et malgré l'émotion soulevée par les attentats de New York, montre que le calcul de l'équipe Bush était sans doute trop optimiste.

Cependant, et même si la guerre tournante connaît des ratés et des incertitudes politiques (comme en Irak) l'état de guerre permanent, encouragé par la Maison blanche, est mis en place dans le monde entier par des politiciens libéraux, social-démocrates ou stalinien.

Des lois d'exception réservées aux périodes de guerre entrent dans le droit démocratique et deviennent la règle du temps de « paix ». Les conversations téléphoniques, les courriers électroniques peuvent être écoutés et contrôlés à l'échelle de la planète. Le président des États-Unis se vante désormais de commander des opérations secrètes et des meurtres ; il détient sans garantie des milliers de personnes, dont de nombreux étrangers. L'Union européenne a elle-aussi saisi l'occasion du 11 septembre pour entamer une réforme sans précédent de la législa-

tion pénale, qui permettra notamment de qualifier de « terroriste » et de réprimer comme tel tout acte de contestation sociale : manifestation violente, occupations, délits d'opinions (encouragement à la violence, etc.). En France, dans la continuité de la loi Sécurité quotidienne promulguée par le gouvernement du premier ministre Jospin, le parlement réuni en Congrès en mars 2003 a modifié la constitution pour permettre l'adoption du mandat d'arrêt européen. Sécuritaires de droite et sécuritaires social-démocrates ont jeté les bases d'une procédure nouvelle qui permet l'extradition des nationaux vers un autre pays de l'Union, supprime le recours administratif et l'exception des infractions politiques<sup>1</sup>. C'est ce que Colin Powell, secrétaire d'État américain, appelait, devant le Conseil de sécurité des Nations unies « tisser la lutte antiterroriste dans la toile même de nos institutions nationales et internationales »<sup>2</sup>.

1 - cf. « *Le grand jeu* », numéro spécial d'Oiseau-tempête, décembre 2001.

2 - Déclaration du 20 janvier 2003.



## GUERRE ET MONDIALISATION

**O**utre des objectifs énergétiques et géostratégiques « classiques » (gisements de pétrole, corridors de circulation), la guerre tournante à l'échelle mondiale permet de tenir en respect ou de réduire des États qui ne se trouvent ni sous le contrôle des USA ni dans la zone d'influence européenne, lorsqu'ils maîtrisent ou sont sur le point de maîtriser des technologies avancées, qui peuvent presque servir à fabriquer les dites « armes de destruction massive » et qui en font surtout des menaces économiques et militaires.

Par ailleurs, des responsables capitalistes rejoignent les démocrates critiques pour tirer une sonnette

d'alarme : la mondialisation, inhérente au mouvement même du capital, a des effets pervers qu'il devient urgent de contrôler. L'état de guerre permanent décrété sur la planète entière fournit des moyens de contrôle informationnels, économiques et policiers qui permettent à la fois de contenir les mouvements antimondialisation, lorsqu'ils ne s'enferment pas eux-mêmes dans une opposition réformiste-propositionnelle, et de réguler la mondialisation.

Richard Haas, du Département d'État américain, s'inquiète de voir la souveraineté des États-Unis mise en cause par « tous les liens et interactions politiques, économiques, sociaux et culturels qui raccourcissent les distances et rendent les frontières traditionnelles plus perméables ». Il attire l'attention sur la nécessité de contrôler les flux migratoires et d'atténuer « l'impact

déstabilisant des flux financiers rapides »<sup>1</sup>.

Le vice-amiral Jacoby directeur de l'Agence de renseignements de la défense (Defense Intelligence Agency) confirme l'analyse : « Dans de bonnes conditions, la globalisation peut être une force très positive, fournissant le contexte politique, économique et social pour un progrès soutenable. Mais dans des zones incapables d'exploiter ces avantages, elle peut laisser un grand nombre de gens apparemment plus démunis, exacerber les tensions locales et régionales, augmenter les perspectives et potentialités de conflit, et renforcer ceux qui voudraient nous faire du mal. »

<sup>2</sup> On peut trouver des analyses similaires à la CIA et au FBI : dans la mondialisation, tout va trop vite ; la situation nous échappe, fournit des armes à nos adversaires et en fabrique de nouveaux.

Cet état d'esprit s'est traduit par des décisions « spontanées », telle celle annoncée par l'Association américaine pour l'avancement des sciences, qui regroupe les principales revues scientifiques : les articles, notamment dans le domaine de la biologie, seront examinés non plus du point de vue de leur seul intérêt mais modifiés ou simplement censurés s'ils risquent d'apporter des informations à d'hypothétiques terroristes. C'est ce que le rédacteur en chef de la revue *Science* appelle « établir des ponts entre les communautés de la recherche et de la sécurité ». Déjà, entre le 11 septembre 2001 et janvier 2002, plus de 6 500 documents scientifiques ont été retirés des bases de données publiques.

Applaudi également à Porto Alegre et à Davos, le président brésilien Lula da Silva a incarné le rapprochement souhaité par beaucoup de décideurs, de politiciens, et de militants réformistes entre le mouvement « altermondialiste » et les gestionnaires capitalistes. « *Les deux forums ne pourront pas s'ignorer éternellement. Nous devons tout faire pour nous parler, intégrer les deux visions ; comme parviennent à le faire quelquefois syndicats et patrons.* »<sup>3</sup> Dans le même temps, à Porto Alegre, la Fédération internationale des droits de l'homme réfléchissait au contenu altermondialiste du slogan de « la régulation de l'économie par le droit », proposant notamment la création d'une Cour économique internationale qui lutterait

contre les crimes économiques et sociaux (*sic*). Mondialisation policière et répression éthique, voilà le programme des droïdelomistes et d'Attac. Gageons que les États-Unis acceptent tous les moyens de surveillance policière qu'implique ce nouveau gadget, en s'arrangeant pour en épargner les conséquences fâcheuses aux patrons américains. Ainsi, état de guerre et bons sentiments se conjuguent dans un mouvement paradoxal qui ne profite qu'au capital.

1 – Discours du 14 janvier 2003, site web du Département d'État.

2 – Intervention devant le Sénat, 11 février 2003, site web de la DIA.

3 – Libération, 27 janvier 2003.



## DÉPENSES GUERRIÈRES ET FISSURES DANS L'UNION NATIONALE

**D**epuis quelques années, l'économie nord-américaine est en récession. La rentabilité est en baisse, l'investissement productif stagne, la bulle spéculative a éclaté, le chômage s'accroît rapidement, les fragiles systèmes d'aide sociale sont démantelés les uns après les autres, le niveau des inégalités sociales rejoint celui du début du XX<sup>e</sup> siècle. C'est dans ces circonstances que les États-Unis se sont engagés dans une guerre au coût vertigineux et aux conséquences imprévisibles.

Répéter inlassablement que le capitalisme est un système intrinsèquement violent, des rapports sociaux d'exploitation à la guerre, est une base minimale mais insuffisante. Depuis la chute du mur de Berlin, l'état de guerre permanent apparaît comme le seul horizon international et amène à revoir le rapport entre guerre et crise.

Pour la classe capitaliste nord-américaine, le besoin de profits est une question centrale. La fraction réactionnaire qui détient actuellement le pouvoir politique propose une réorganisation du monde dans laquelle le contrôle militaire des zones pétrolières du Moyen-Orient permettrait aux circuits financiers nord-américains de faire main basse sur la rente pétrolière. Si le

pétrole est une matière première essentielle à la production capitaliste, le contrôle direct sur cette source d'énergie n'est cependant pas la principale motivation de cette guerre, de même que l'accès à cette ressource n'est pas la « solution miracle » à la crise économique. Il s'agit d'abord pour les États-Unis de contrôler les réserves présentes dans cette région afin d'en empêcher l'accès à leurs concurrents économiques actuels (Europe, Japon) et futurs (Chine).

La caractérisation de la phase actuelle du capitalisme implique de revoir les schémas qui se sont alors vérifiés. La crise de rentabilité et l'essor spéculatif favorisent l'apparition, au sein des classes dirigeantes, d'une vision à court terme, peu préoccupée par la marche globale du système. « *L'illusion bourgeoise de la maîtrise se concrétise dans le recours constant à des moyens militaires sur le plan international et policiers sur le front domestique, tout en laissant le retour de la prospérité à la merci du pouvoir quasi divin du consommateur*<sup>1</sup> ». Les grandes guerres ont permis de relancer l'accumulation capitaliste par les dépenses militaires et par les investissements engagés dans la reconstruction. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'évolution récente contredit ces attentes. Ainsi, dans un premier temps, les dépenses militaires peuvent soutenir certains secteurs, tout en accélérant la crise d'autres secteurs. Mais ce qui demeure

prioritaire, c'est le transfert de la richesse vers la minorité capitaliste au pouvoir.

D'autre part, s'ils représentent une étape quasi systématique à la suite des conflits, les contrats de reconstruction ne motivent pas en eux-mêmes le déclenchement de la guerre, et ce d'autant moins que les ressources de la reconstruction font aussi l'objet de détournements à « usage privé ». Les Balkans sont une région où cette reconstruction post-guerre aurait eu un sens capitaliste. Ce fut le cas pour les régions périphériques (Croatie et Slovénie) désormais intégrées dans l'espace économique européen. Pour le reste, – en dehors de quelques infrastructures nécessaires à la domination géopolitique et à la formation de personnels d'État – les territoires ne semblent pas remplir les conditions de production de profit et la plupart des financements destinés à la reconstruction ont atterri dans des banques suisses.

Séparer l'état de crise du capitalisme de la guerre est aussi peu crédible que la justifier au nom de références bibliques ! L'attitude vis-à-vis de la guerre est indissociable des circonstances sociales engendrées par la situation économique, aux États-Unis comme en Europe. Sauf quelques exceptions, les mobilisations anti-guerre n'ont pas contesté le caractère de classe du système. Pourtant, la com-

paraison avec la guerre du Vietnam, dans les années 70, est éclairante. Cette fois-ci, aux États-Unis, les réactions de « patriotisme ouvrier » contre les manifestations anti-guerre ont été peu visibles et la logique de guerre a été particulièrement rejetée par les prolétaires les plus pauvres, les Hispaniques et les Noirs, dont les enfants constituent 40 % des troupes. La popularité du mot d'ordre « Pas de sang pour du pétrole » a exprimé cet état de conscience : les intérêts de cette guerre ne sont pas ceux des classes pauvres touchées par la une rapide dégradation des conditions de vie.

Dès lors, le lien entre le coût de la guerre, l'appauvrissement social et les mobilisations anti-guerre, peut s'affirmer encore plus. Les précédentes phases de la guerre permanente furent majoritairement financées directement par les « alliés » des États-Unis, l'Europe et le Japon (à hauteur de 80 % lors de la première guerre en Irak). Or, certains d'entre eux campent désormais sur une opposition qui exprime à la fois la défense de leurs intérêts capitalistes dans la région et leur difficulté économique à assumer les coûts de l'après-guerre. Aujourd'hui, le seul moyen envisageable pour financer la guerre est la poursuite de l'augmentation du déficit nord-américain que les

États-unis font payer aux grands pays industriels. Le rapport conflictuel entre les grands pays capitalistes de même que la position dominante des États-Unis se trouvent ainsi mis en évidence.

La négociation du partage des ressources pétrolières est inscrite dans ce conflit : quoi qu'il arrive, les États-Unis pourront difficilement assumer seuls l'administration de ces zones et de leurs populations. La faiblesse de la puissance américaine réside notamment dans cette incapacité. Envisager que les coûts de la guerre et de l'après-guerre reposent sur le seul budget nord-américain, c'est considérer comme probable l'accélération des conflits sociaux aux États-Unis. La jonction entre l'opposition à la logique de guerre permanente, les révoltes sociales et les grèves ouvrières devient un horizon plausible.

CES CONTRADICTIONS internes sont le reflet de celles que connaît l'Europe. Les budgets de l'armée sont en progression parallèle à ceux des de la sécurité intérieure alors même que la situation sociale devient de plus en plus conflictuelle (licenciements massifs, appauvrissement des chômeurs, réforme des retraites...). En France et en Allemagne, la propagande d'union nationale contre la guerre, associée aux politiques de répression, remplissent la même fonction que la propagande en faveur de la guerre et contre le terro-



risme aux États-Unis : faire accepter aux exploités leur condition. Jusqu'à quand ? C'est dans la forme que prendra la résistance à deux aspects d'une même réalité – la guerre et la crise économique – que réside le frein potentiel à la logique guerrière du système.

*1 – Voir Paul Mattick Jr., « L'illusion de la maîtrise », Oiseau-tempête, n°9, été 2002.*



## ÉCONOMIE DE CRISE ET PATRIOTISME ÉCONOMIQUE

Les trois premières économies de la planète, Japon, USA et Allemagne, sont en récession. Deuxième économie mondiale, le Japon est en crise depuis désormais plus de dix ans ; aux USA, la récession a commencé à se manifester en début 2001, donc bien avant les attentats du 11 septembre. Elle a vite gagné l'autre côté de l'Atlantique et durement frappé la première économie de la zone euro : l'Allemagne. Tel est le contexte économique dans lequel se produisent les attentats de New York. Ils s'attaquent au symbole du pouvoir économique américain à l'heure où il sort d'une phase d'expansion de presque dix ans. Rien d'étonnant,

donc, si Wall Street réagit avant même le Pentagone.

### Acte I – « Consommez pour sauver la démocratie ! »

Au lendemain de l'attaque, l'ensemble du « monde libre » s'est engagé pleinement dans le sauvetage de l'économie américaine, seul et véritable symbole de la résistance démocratique à la « barbarie terroriste ». Dans un élan de patriotisme économique, toute la population a été conviée à donner sa contribution. L'un des symboles du patriotisme de guerre le plus emblématique a été exhumé, les *war bonds*, devenus aujourd'hui *Freedom Acts Bonds*. Selon un responsable du ministère des Finances : « ces titres sont seulement un moyen supplémentaire pour les citoyens de manifester leur soutien à la guerre contre le terrorisme<sup>1</sup> ». Il

s'agit évidemment d'une mesure de propagande. Le gouvernement n'a nullement besoin de l'épargne des Américains pour ramener le budget de la défense aux niveaux de l'époque Reagan et de son bouclier spatial. D'ailleurs, tout le monde s'accorde pour dire que dans la conjoncture économique actuelle, il ne faut surtout pas que les Américains épargnent au lieu de consommer. Peu importe que l'endettement des ménages se situe à 60, 70 ou 80 % de leur revenu, dans les moments de crise, il faut faire une preuve de confiance patriotique. Retourner au boulot, produire et consommer comme si rien ne s'était passé est la manière la plus efficace pour combattre le jeu des terroristes, martèle sans cesse la Maison Blanche au lendemain des attentats. Même leitmotiv de ce côté de l'Atlantique : « Ce que



veulent les terroristes, affirme le ministre des Finances Fabius, *c'est déboussoler nos comportements et déformer notre vision de la réalité* »<sup>2</sup>. Beaucoup moins nuancés sont les propos de Silvio Berlusconi, qui exhorte explicitement tous les Italiens à consommer pour aider le pays à surmonter une conjoncture économique difficile et même à travailler au noir s'il le faut ! Mais pour consommer il faut avoir un boulot, ce qui devient de plus en plus difficile en Italie, comme aux USA, en France ou en Allemagne. Le noble exercice du patriotisme économique n'est pas à la portée de tous !

### Acte II – « Consommez pour sauver votre emploi ! »

Moins de deux ans après le 11 septembre, l'exhortation à consommer davantage fait moins appel à la confiance patriotique qu'à la menace du chômage. En s'adressant aux Français, le ministre du Budget Alain Lambert leur explique que *« la consommation, c'est la meilleure garantie pour votre emploi »*<sup>3</sup>.

Les milliards de dollars versés ces deux dernières années au contribuable américain à titre de baisse d'impôts, pas plus que les politiques de crédit quasi gratuit menées par les banques centrales des pays les plus industrialisés n'ont pu sortir l'économie mondiale de la crise. En réalité, nul ne croit que les dépenses des ménages pourraient faire redémarrer la croissance. Pas un pays ou un secteur d'activité qui ne soient affectés par des restructurations. Le capital est en crise de rentabilité, la production industrielle baisse, les entreprises surendettées réduisent les investissements et coupent ce que, dans le jargon de l'entreprise, on appelle « les coûts maîtrisables », c'est-à-dire, la force-travail<sup>4</sup>. Mais jusqu'à quel point la force-travail est-elle maîtrisable ?

Metalurop, Daewoo, ACT Manufacturing, Matra Automobile, Arecelor, Air Lib, Noos, Grimaud Logistique : la liste de fermetures

d'entreprises et de suppressions d'emplois ressemble à un bulletin de guerre, même si Raffarin préfère l'expression « accidents économiques douloureux ». Pour les licenciés, les chances de retourner à l'emploi sont très faibles voire nulles pour ceux dans la mauvaise tranche d'âge ou ceux peu ou pas qualifiés. Ils iront grossir le nombre des chômeurs de longue durée. Ces deux dernières années, le nombre de chômeurs indemnisés a augmenté vertigineusement. Dans la seule région du Nord-Pas-de-Calais, 50 % du revenu de la population provient de la protection sociale. Il est clair que cette situation ne peut pas se prolonger à l'infini, d'autant plus que le nombre de chômeurs est destiné à s'accroître. Schröder le sait bien qui prépare un traitement de choc aux 4,7 millions de chômeurs allemands suspectés de préférer les allocations au boulot. La réduction des indemnités et des prestations couvertes par l'assurance santé obligatoire devrait les faire changer d'avis. L'objectif est de



réduire le coût du travail, à l'origine de la chute des embauches et de la progression du travail au noir.

En France – selon les sondages – la majorité des salariés et des fonctionnaires seraient favorables à l'alignement de la durée de cotisation du public sur le privé. La rhétorique gouvernementale aurait-elle réussi à les convaincre qu'il faut travailler davantage

ou bien la peur et l'incertitude face à l'avenir les pousse-t-elle se replier sur des positions en recul par rapport aux conditions actuelles ? *« On était très unies ; maintenant il n'y a plus rien. Plein de collègues se sentent seules comme moi, mais on n'arrive pas à se retrouver, même pour une soirée »*, se plaint une ancienne salariée de Moulinex<sup>5</sup>. Alors que les conditions de vie se détériorent chaque jour, les gens se replient sur eux-mêmes, paralysés par la peur de perdre leur boulot, leur retraite, de voir démantelé le peu de

système social encore debout. Détournant l'attention de l'opinion publique vers l'extérieur, la guerre semble pour le moment renforcer cette tendance au lieu de l'inverser. Cela est particulièrement vrai pour la France et l'Allemagne dont les « engagements pour la paix » ont engendré un climat d'unité nationale autour de leurs gouvernements respectifs. On a là tout ce qu'il faut pour entretenir l'opinion publique avant, pendant et peut-être après la guerre.

### Acte III – « Consommez contre nos ennemis ! »

L'un des problèmes de la France depuis quelque temps semble être la montée du sentiment anti-français aux USA, son principal partenaire commercial en dehors de l'Union européenne. On s'inquiète cependant modérément des mesures de rétorsion économique proposées par certains parlementaires républicains et de la multiplication des appels au boycottage des produits français. Déjà accoutumé à exprimer par l'achat l'intérêt national, le consommateur américain pourrait s'en prendre au camembert et au champagne pour punir les alliés ingrats. Le tabloïd *New York Post* propose la préférence nationale : *« Arrêtons de consommer du vin, de l'eau minérale et du fromage de France. La même chose pour les Allemands. Si vous êtes riches, vous n'avez pas besoin d'une Mercedes-Benz, achetez une Jaguar, une Cadillac ou une Lincoln. Si vous n'êtes pas riches, vous n'avez pas besoin d'une Volkswagen, une Ford sera aussi bien »*<sup>6</sup>. Cette solution présente le double avantage de porter atteinte aux intérêts économiques des alliés traîtres et de soutenir l'économie nationale, elle est donc doublement patriotique. Quant à ceux qui ne peuvent s'acheter ni champagne ni Mercedes-Benz, faute de pouvoir s'exprimer en consommateurs, qu'ils se taisent.

### Acte IV – « Consommez pour la paix ! »

Moins chauviniste, le consommateur citoyen, lui, dépense pour la paix. Proposant de boycotter MacDonald et Coca-cola, il exprime sa colère face à l'attitude va-t'en-guerre de l'oncle Sam. Il y a pourtant quelques petits

détails à discuter ; avec Coca-cola, faudrait-il boycotter l'eau Vittel, les deux boissons appartenant au même groupe ? L'un des inconvénients de l'économie globalisée est qu'elle brouille parfois les repères des consommateurs. Et pourtant, à bien y regarder, on s'aperçoit que le plus souvent les entreprises ont une nationalité bien définie, comme les compagnies pétrolières françaises, russes et chinoises qui ont signé des contrats d'exploration-exploitation avec le régime irakien. Le consommateur averti réalise alors que les trois paladins de la paix ne sont peut-être pas totalement désintéressés. Il comprend que la vision différente de l'ordre et des relations internationales que Chirac oppose à l'offensive stratégique d'outre-Atlantique se réduit finalement à un conflit d'intérêts intercapitalistes.

Les boycottages et les rétorsions économiques brandis d'un côté et de l'autre de l'Atlantique, en soi déjà ridicules, apparaissent grotesques si comparés à l'embargo, réel cette fois-ci, qui pèse sur l'Irak depuis désormais plus de dix ans. Dans ce cas au moins, l'initiative n'aurait pas été laissée au citoyen-consommateur (*sic*), ce sont les États qui ont imposé l'isolement total du pays. La première guerre du Golfe avait fait de la population civile sa cible principale, l'embargo qui s'ensuit a achevé l'œuvre. Mais l'Irak ne pouvait pas rester isolé trop longtemps, ses 112 milliards de barils de réserves toujours inexploités sont trop appétissants.

#### SUITE

La guerre à peine déclenchée, la France a d'ores et déjà déclaré qu'elle n'accepterait pas un protectorat américano-britannique sur l'Irak. Entre-temps, les Irakiens continuent de se prendre des bombes dans la gueule. L'Union européenne, ravie des progrès faits par la Turquie dans le respect des droits de l'homme, lui livre quelques milliards d'euros pour

remplir plus rapidement les conditions posées à l'entrée dans « le club exclusif ». Parmi celles-ci, l'interdiction d'entrer avec ses troupes au nord de l'Irak. Entre-temps, à Toulouse, trente-et-un sans-papiers kurdes de nationalité turque ont fait une grève de la faim de plusieurs semaines, dans l'espoir d'obtenir un statut de réfugiés politiques. Cette pratique aboutit le plus souvent à un échec : la plupart des « réfugiés politiques » des pays en guerre de la planète s'en sont rendu compte à leurs dépens, y compris les déserteurs serbes lors de la guerre du Kosovo. Selon le journal *Le Monde*, les Maghrébins de France se sentiraient en phase avec l'opinion : « *Devant la fermeté de la France, j'ai entendu des copains qui se refusaient à demander leur naturalisation, me dire "maintenant je veux être français".* », déclarait l'un d'entre eux<sup>1</sup>. En même temps, Sarkozy informe l'Assemblée nationale que les charters de clandestins recommenceront à partir régulièrement chaque semaine. Joschka Fischer affirme que l'Europe doit se donner les moyens d'une politique extérieure, entre-temps, Schröder démantèle le modèle social allemand. Au mois de mars, les USA et la Grande-Bretagne entrent en guerre contre l'Irak, le mois précédent 308 000 américains perdaient leur boulot, mais cette fois, l'événement passe inaperçu. Bien que peu conforme au credo libéral, George W. Bush se voue à la cause du plein emploi<sup>2</sup>. Le plan de relance de l'économie qu'il propose, d'un montant global de 674 milliards de dollars sur dix ans, se résume à une colossale baisse des impôts. En augmentant la solvabilité des ménages, il vise une relance de la consommation. Cette stratégie engendrera un endettement ultérieur des Américains. Parallèlement, la politique de crédit ne réduit pas le surendettement des entreprises, à l'origine de la stagnation de l'investissement productif et de la montée du chômage. De plus, ces mesures pèsent sur le budget public,

déjà grevé par les dépenses militaires et les coûts de la guerre.

Résultat : les entreprises sont endettées, les particuliers sont endettés, les déficits budgétaire et commercial atteignent des niveaux exorbitants, bref, on dirait que les États-Unis vivent au-dessus de leurs moyens et que cela va tôt ou tard craquer. Et pourtant, ils ont les moyens et quelqu'un finira par payer les dettes. Les Irakiens soldent aujourd'hui une partie de l'addition, le reste est payé quotidiennement par tous les pauvres et les exploités du monde, au prix, dans un cas comme dans l'autre, de leurs propres vies.

1 – *Le Monde*, 27 septembre 2001

2 – *Le Monde*, 18 septembre 2001

3 – *Libération*, 17 mars 2003

4 – Voici un extrait d'une entrevue avec Patricia Russo, PDG de Lucent Technology, leader américain des équipements de télécommunications. En trois ans, la firme a réduit le nombre de ses salariés de 83 000 et envisage de se débarrasser de 5 000 autres d'ici la fin octobre 2003 : « Depuis le début 2000, Lucent technology a accusé 29 milliards de dollars de pertes cumulées. Quand cette mauvaise passe devrait-elle s'achever ? – L'industrie des télécommunications a connu une période de croissance pendant les années 1997 à 2000 puis une période sans précédent de chute des commandes. Lucent a été la première industrie à anticiper ce retournement et à prendre des décisions stratégiques radicales. Nous avons donc réduit les coûts que nous pouvions maîtriser et le groupe a été remodelé pour répondre à la demande des clients. Après ces efforts douloureux, nous avons annoncé que nous devrions renouer avec les profits fin octobre 2003. » (*Le Figaro économie*, 18 mars 2003).

5 – *Le Monde*, 01 mars 2003

6 – *Les Echos*, 17 mars 2003

7 – *Le Monde*, 22 mars 2003

8 – « Nous ne serons satisfaits que lorsque chaque secteur de notre économie sera sain et vigoureux, que lorsque chaque entreprise pourra se développer, lorsque chaque personne qui le veut peut trouver un emploi ». (*Le Monde*, 14 janvier 2003).

## Pourquoi êtes-vous contre la guerre ?

(enquête d'opinion — vous pouvez cocher plusieurs cases)

- 1) Parce que j'ai lu dans le Monde Diplomatique que c'est une guerre injuste.
- 2) Parce que ma mère est contre.
- 3) Parce que le Pape souffre.
- 4) Parce que mes résultats scolaires vont s'en ressentir.
- 5) Parce que Saddam est un bon dictateur anti-impérialiste.
- 6) Parce que l'organisation à laquelle j'appartiens a toujours fait l'analyse correcte de la situation.
- 7) Parce que j'aime bien les manifestations.
- 8) Parce que Mme Chirac aime les enfants d'en bas, y compris les Irakiens.
- 9) Parce que José Bové n'aime pas les hamburgers américains.
- 10) Parce que l'essence va être plus chère et je ne sais pas faire du vélo.
- 11) Parce que la consommation va baisser et c'est mauvais pour le petit commerce.
- 12) Parce qu'il ne faut pas diaboliser les armes de destruction massive, puisque notre allié Poutine les utilise en Tchétchénie et contre son propre peuple, dans les théâtres de Moscou.
- 13) Parce que j'aime la France et que je trouve que le président tient tête aux amerloques.
- 14) Parce que le système dans lequel nous vivons est fondé sur la violence et que les guerres en sont des moments extrêmes. Parce que l'horizon actuel du monde se rétrécit de plus en plus à la misère sociale, à l'injustice et à la guerre. Parce que, à l'évidence, le système démocratique engendre aussi des idéologies monstrueuses comme celle qui anime l'actuelle administration nord-américaine. Parce qu'il est grand temps d'envisager une société fondée sur des bases égalitaires et que nous devons tout faire pour éveiller le désir, la réflexion et l'action pour y aboutir.
- 15) Parce que si cela continue, on ne pourra pas appliquer la taxe Tobin.
- 16) Parce que mes allocations chômage risquent d'être coupées.
- 17) Parce que je ne pourrai pas partir en vacances cet été sur le Nil.
- 18) Parce que ça trouble mon plan de carrière.
- 19) Parce que c'est se moquer du contribuable que demander à Saddam de détruire les armes que nos pays lui ont fourni il y a quelques années.
- 20) Parce que l'armée française, déjà occupée à pacifier la Côte d'Ivoire, ne peut pas être partout.
- 21) Parce que je préférerais la précédente.

*Si vous avez coché la case 14, vous aimerez la revue Oiseau-tempête*

*Ce tract a été diffusé en mars 2003.*

## MORALE BIO ET TICS DU CAPITAL

**L**es industriels philanthropes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle conciliaient leurs convictions religieuses, leur souci de l'ordre et leur appétit de profit en pratiquant une bienfaisance hygiéniste et moralisatrice. La bienséance idéologique est devenue à la fois un argument de vente et un outil de la collaboration de classes.

« Par l'acte d'achat, écrivent fort justement les rédacteurs d'une "Plate-forme pour le commerce équitable", le consommateur soutient un système économique. Acheter des produits issus du commerce équitable est une manière de réduire les inégalités dans le monde. [...] Le "consom'acteur" est né ! »

« *Moi, quand je consomme, je m'engage !* » confirme une Ève-croquant-la-pomme (bio), en clignant un œil coquin sur la couverture d'une brochure publicitaire pour le « Codevi solidaire Biocoop du Crédit coopératif ». Le secteur des produits « biologiques » offre sans doute la gamme la plus large des produits alimentaires, ménagers ou bancaires par l'achat et l'usage desquels le *consom'acteur* démocrate manifeste aux yeux du monde globalisé son citoyennisme quotidien. C'est ainsi que les magasins du réseau Biocoop commercialisent une « *banane bio équitable* ». Grâce aux inventeurs de ce fruit-concept, la République n'a plus honte de s'afficher bananière<sup>1</sup> : « En consommant des produits bio labellisés Max Havelaar, vous participez concrètement à l'amélioration des conditions de vie de 700 000 producteurs du Sud [...], favorisant ainsi un développement durable de l'agriculture biologique. »

La nouvelle (fausse) conscience écologiste ne se préoccupe pas seulement de ce qu'ingère le citoyen : l'étron lui-même est un étalon civique. « En mettant Bio Bloc-WC dans votre cuvette, vous contribuerez à nettoyer la canalisation WC de votre habitat, vous tendrez à décongestionner les égouts de votre commune. *Vous ferez une action Bio-Citoyenne.* »

Le comble semble atteint avec « Chien citoyen<sup>®</sup> »<sup>2</sup>, « premier ramasse-crottes écologique utilisant des sacs à base d'amidon de maïs (*sans OGM*), 100 % biodégradables et 100 % compostables », dont la sobre devise est : « *Élégance et citoyenneté* » !

Il va de soi que ni l'alimentation saine ni même le trai-

tement des déjections humaines et canines, et à plus forte raison les échanges inégaux Nord-Sud ne sont des problèmes négligeables. On se borne à constater ici que le capitalisme excelle à capter des préoccupations honorables (souci de ne pas s'empoisonner, de ne pas contribuer à la dégradation de l'environnement ou de ne pas accroître l'exploitation des plus pauvres), fabrique avec elles de l'angoisse et de la culpabilité, contre lesquelles il produit et vend des amulettes baptisées Codevi ou ramasse-crottes.

Le même système peut inventer le *licenciement éthique*. Kodak a ainsi renvoyé un M. Szabo, au motif qu'il avait répondu négativement sur l'Intranet « à une note interne de soutien à un employé faisant son coming-out<sup>3</sup>, destinée aux cadres<sup>4</sup> », incident d'autant plus « troublant » selon le chargé des relations publiques de la firme à Rochester (New York), qu'il s'est produit « lors de la Journée nationale du coming-out ».

Certes, ajoute le chargé, M. Szabo « a le droit de s'exprimer sur la question gay [*sic*], mais il aurait dû le faire auprès de son *superviseur* [le psychanalyste n'eut-il pas été *encore* préférable ?], et pas en diffusant sa réponse à un millier d'employés. [...] [On] lui a proposé de rédiger et de signer une *rétractation publique et de participer à un programme de sensibilisation*. Il [...] a refusé nos propositions. Il est essentiel pour la compagnie de veiller à garder un espace de travail dénué de toute hostilité. » La droite religieuse ayant eut le culot de présenter le licencié comme une victime du *politically correct* (ces gens ne reculent devant rien !), des organisations militants pour les droits civiques (notamment Human Rights Campaign, HRC) ont appelé à soutenir Kodak, l'une des rares grosses firmes américaines à avoir mérité la note 100 sur 100, attribuée par HRC, qui évalue « la politique sociale des entreprises envers les gays et les lesbiennes ».

Faudrait-il être aussi étroit d'esprit et cul-serré que M. Szabo pour trouver grotesque la « note de soutien » de cadres à l'un des leurs : Vas-y John ! Dis-nous comment tu prends ton pied, c'est bon pour la boîte ! Et inquiétante l'orwellienne « Journée du coming-out », assortie comme il se doit, pour les récalcitrants, de *rétractations* et de *programmes de sensibilisation* ? On comprend la colère (ou



qui sait ? l'ironique jubilation) des intégristes catholiques reconnaissant les armes de toujours de l'Inquisition maniées par les DRH post-modernes...

La souplesse et la perversité du système se vérifient : l'entreprise assume la lutte contre les discriminations et harcèlements sur les lieux de travail – sauf bien entendu lorsqu'elle les utilise ou les organise aux fins de manage-

ment <sup>5</sup>. Elle institue au passage un délit d'opinion et garantit la cohésion du groupe producteur. Le citoyen est encouragé à tout dire de ses goûts et opinions à son patron *gay friendly* ou à son banquier bio. La paix de l'âme du consommateur/exploité garantit la paix sociale.

CLAUDE GUILLON ■

*Nota : Tous les passages soulignés dans les citations le sont par moi.*

1 – République bananière ; régie par les intérêts privés et la prévarication (Petit Robert).

2 – Publicité relevée dans Bio contact, mars 2002. Sans vouloir susciter des querelles de propriété intellectuelle, je note qu'une « Société centrale canine » a organisé, le 29 janvier 2001, un colloque au Sénat sous le titre « Quelle place pour le chien citoyen ? ».

3 – Coming-out, action de rendre publiques soi-même ses préférences sexuelles ; l'outing consiste à révéler celles d'un tiers, sans son assentiment.

4 – Selon le magazine Têtu (janvier 2003), qui rapporte l'anecdote sans la commenter (mais sous le titre approbateur par défaut : « Kodak renvoie un homophobe »), M. Szabo aurait diffusé le message suivant : « S'il vous plaît, ne m'envoyez plus ce type d'informations : je trouve cela dégoûtant et choquant. »

5 – Cf. par ex. Terreur au travail, Marie Muller, Fayard, 2002.



● SHARON WATT ●



Fig. 24

## L'AUTHENTIQUE EN SUSPENS...

LES DEUX PISTOLETS GLOCK 9 MM tenus par Richard Durn tuent huit élus du conseil municipal et en blessent dix neuf autres, tel est le bilan du carnage survenu à la mairie de Nanterre le 26 Mars 2002.

**L**es médias unanimes ont invoqué le jugement de valeur « folie » pour caractériser cet acte de destruction meurtrière, diagnostiquant de fait une démarche due à une pathologie interne du sujet, éloignant toute forme de raisons explicatives, bien gardées sous l'autorité d'analystes psychiatres à leur solde. En taxant l'acte de « folie », l'autorité en place s'est employée à nier la réalité flagrante, par désinformation sur la dimension de l'acte. Durn

aucune référence dans ses rôles, et qu'à force de continuer à vivre dans le « semblant » la volonté de vie se perd dans la recherche de sens.

Dans la question de Durn « *pourquoi continuer à faire semblant de vivre ?* », on discerne la stérilité de la conscience de comprendre, et dans « me sentir vivre en tuant », la stérilité de ce qui est, caractérisant l'impossibilité de concrétiser le besoin de vie authentique. Voilà la naissance du nihilisme en tant que condition psychologique, mais elle ne doit pas être considérée comme une « conviction » ou une « position » ; elle ne s'est nullement érigée en conscience, elle est nihiliste en tant que résultat. Le besoin de se départir de cette condition s'est concrétisé par la mise en application du nihilisme actif, dont la force s'est réalisée dans l'action sanginaire, mais elle resta relative. Il fallut l'élimination de son auteur pour donner sa réelle conviction, la non-valeur. Une des caractéristiques du nihilisme actif est de percevoir que le quotidien du spectacle nous enrôle dans des sphères du paraître, où seul ce monde-vérité est donné en exhibition. En effet, niant toute espérance ainsi que toute croyance, ce nihilisme rejette ce besoin réducteur à toujours se satisfaire de cet enfermement au monde- vérité.<sup>3</sup>



Fig. 25

*dans la vie et de ma vie. (...) J'ai raté mes études et je n'ai aucune*

*profession car j'ai peur de travailler et de prendre des responsabilités. ...) Pourquoi continuer à faire semblant de vivre ? Je peux juste pendant quelques instants me sentir vivre en tuant<sup>1</sup> ». Le cheminement conscient générant l'acte fait évidemment défaut aux interprétations qui invoquent la démence.*

### Les rôles

Dans *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*<sup>2</sup>, il est dit des rôles « que dans la vie quotidienne, ils imprègnent l'individu, ils le tiennent éloigné de ce qu'il est et de ce qu'il veut être authentiquement ; ils sont l'aliénation incrusté dans le vécu ». On peut donc dire que les rôles donnent au vécu un aspect de simulation, ce qui renvoie au « semblant de vivre » des dits de Durn, lequel est contesté et explicité comme n'étant que la non-vie. Il y a identification du « semblant » comme étant l'incohérence du quotidien.

Les rôles participant de fait à donner un sens à ce qui arrive, le refus de Durn de continuer à se nier dans des stéréotypes de vie, montre bien qu'il ne trouva plus

### Le dépassement du pessimisme

Paradoxalement, il reste dans la non-valeur une seule valeur qui conduira son acte, la seule passion essentielle dans l'acte de destruction : le dépassement du pessimisme. Il y a dépassement dans l'acte, mais pas de conscience du dépassement possible face au pessimisme. La continuité de cette seule valeur restera mutilée. Ce que Nietzsche appelle le « pathos de la distance », le dépassement sans but. Engendrant le mal de survie, les rôles ne sont que des choses sans vie, permettant de fait au pessimisme de croître. Qui se verra face à la révélation invivable de cette misère, peut devenir source de destruction. Vaneigem écrivait : « La reconversion de l'énergie volée par le paraître en volonté de vivre authentiquement s'inscrit dans la dialectique de l'apparence »<sup>4</sup>. L'apparence doit être ici comprise en ce qu'elle donne cohérence au quotidien en propageant la

fausse activité de vie. Il y a toujours dans l'apparence une zone de fuite. Cette reconversion de l'énergie volée, Durn conscient de sa situation l'exprime par la destruction : « *Le goût de la destruction, parce que je me suis toujours vu et vécu comme un moins que rien, doit cette fois se diriger contre les autres parce que je n'ai rien et que je ne suis rien*<sup>5</sup> ».

Le passage du pessimisme au nihilisme actif s'inscrit dans la dialectique de l'apparence, en ce fait qu'il comprend l'amorce d'un besoin de rupture avec l'inauthentique. L'acte est significatif ; il marque le besoin de l'authenticité de devenir effective.

### Le pouvoir du subjectif

Le **subjectif** cherchant à s'imposer comme instant initial, trouve dans la destruction sa source d'extériorisation. Les politiques que Durn prend pour cible ne sont pas anodins, ils représentent la négation de sa personne en ce qu'ils construisent l'illusoire sentiment d'appartenance à une communauté, noyant par conséquent le pouvoir de subjectivité au profit de quelques spécialistes du pouvoir. Le rejet de la noyade dans l'inauthentique de la dépersonnalisation s'exprime clairement par cette phrase de Durn, parlant du maire de Nanterre madame Fraysse : « *Elle est l'incarnation d'une apparatus inamovible, créent un système de clientélisme...*<sup>6</sup> »

### Dépréciation

La **perte de sens**, la crise du rôle : autant de maux perçus comme dégénérescence par le ressentiment nihiliste. Nietzsche écrivait : « Le nihilisme est un symptôme ; il indique que les déshérités n'ont plus de consolation : qu'ils détruisent pour être détruits, que, détachés de la morale, ils n'ont plus de raison de "se résigner" »<sup>7</sup>. Etant posé que la morale religieuse en tant qu'autorité s'est transmutée en société du spectacle, la persistance du symptôme nihiliste indique que la société spectaculaire laisse se développer, sans pouvoir les éradiquer, l'incertitude et le pessimisme ; elle se trouve donc face à une forme de dégénérescence.

Pendant l'absolutisme, les ecclésiastiques prêchant la morale religieuse, portaient du fait que Dieu créa l'homme heureux, oisif, innocent et immortel. Ils inculquèrent aux masses que le caractère naturel de la vie est d'être une malédiction, un état anormal. La soumission à leurs dogmes devait restituer à l'homme une vie à l'état normal ; le rendant heureux, oisif et innocent. L'asservissement religieux était censé donner le « bien » à ses assujettis, rivant tout à son seul sens, la rédemption, donnant au monde le caractère de la *perfection*. L'application matérielle du phénomène Dieu, s'est traduit, dès l'origine, par la domination de l'homme par l'homme. Or l'injustice que génère cette domination, renvoie le quidam face à une contradiction. Donc, si l'injustice ne peut pas venir de Dieu et que je suis juste avec lui, que signifie cette contradiction ? La morale religieuse n'affirma qu'une seule chose : que l'homme est délivré de la mort et du péché, mais non de son propre fait. Ces affirmations incontrôlables face à ce genre de problématique, mirent à jour une incohérence fondamentale.

Actuellement, si l'on considère qu'on est passé du divin au terrestre, une des bases de la société du spectacle se trouve être identifiée par l'élan contradictoire qu'elle laisse percevoir. Le pouvoir démocratique se retrouve désigné dans sa contradiction, il propage la fausse idée d'une représentabilité des demandes du peuple et de ses attentes, tout en le ménageant dans une croyance trompeuse d'un possible pouvoir participatif au domaine politique. Il ne fait

qu'inaugurer sa genèse, celle de sa seule voix dans le cercle de ses seuls intérêts de domination.



Fig. 21



Fig. 22

La dépréciation du symbole démocratique naissant de cette contradiction nous amène à cerner ce que signifie le nihilisme actif : il est une forme de représentation possible de la compréhension de cette illusion.



**LES HOMICIDES OU TENTATIVE D'HOMICIDES CONTRE DES POLITIQUES LIÉS À LA CONTRADICTION DU POUVOIR DÉMOCRATIQUE.**

Cinq points essentiels rapprochent, Richard Durn, Azedine Berkane, Maxime Brunerie, Franck Boulogne, Jean Ruchet, Adal Cisti<sup>8</sup>. PREMIÈREMENT, tous étaient dans une situation de précarité. DEUXIÈMEMENT, ils ont tous participé de près ou de loin aux sphères du pouvoir. TROISIÈMEMENT, leurs attaques contre les politiques ne contenaient aucune revendications d'ordre idéologique. QUATRIÈMEMENT, leurs actes se déroulèrent sur les lieux de représentation du pouvoir. CINQUIÈMEMENT, tous ont manifesté leur mépris de la classe politique.

**Déshériter**

**Chirac** lança la mode de la « proximité » en 1995 lors de sa campagne présidentielle, il en fit un label. Il affirma son style « d' élu-de-terrain » face à la classe politique, renvoyant au quidam l'image d'une désacralisation du puissant, mais aussi un rapprochement censé refléter une certaine forme d'égalité. Par une politique de terrain, les politiques tentent d'ancrer leur image dans l'atmosphère d'une ville, la couronnant de leurs saintes attentions tournées vers la « France d'en bas ». La provocation qu'occasionnent de telles déclamations s'est ressentie dans l'espace des déshérités. « La proximité » voulant aller à la rencontre des citoyens, ne rend que plus évidente la contradiction. Ainsi, on verrait du politique se pavaner dans nos quartiers, mais la misère quotidienne resterait la même... Un ressentiment que traduit Berkane en voulant lutter contre la classe politique qui tient « *la justice entre ses mains* », constatant « *que tout le monde sait que les socialistes n'ont que faire du social* ». D'autre part, Durn affirme : « *Je décidais d'en finir en tuant une mini-élite locale, symbole de ce qu'étaient les cadres et décideurs dans une ville que j'ai toujours exécrée* ».

**Sphère politique**

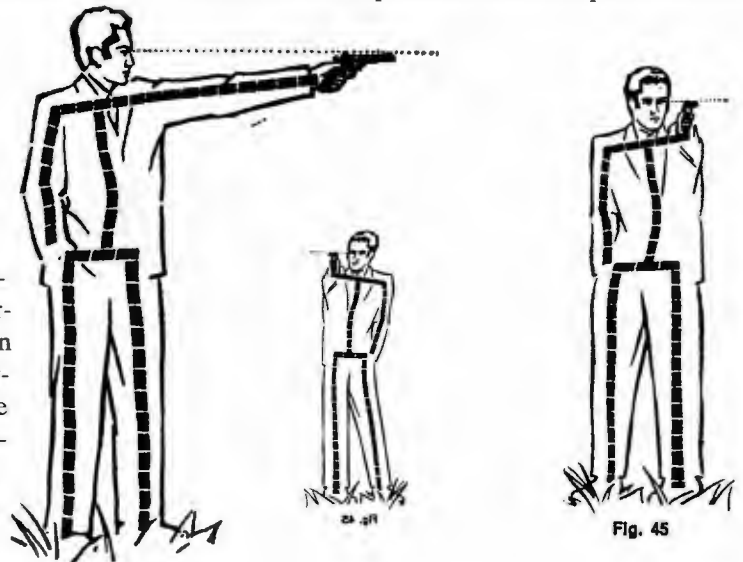
Les agressions tournées vers ces hommes politiques, sans aucune revendication, caractériseraient-elles le déclin des partis politiques et de leurs substrats idéologiques ? Présenteraient-elles à tous, sur un plateau de sang, ce que peuvent être les résonances de leurs fins ? La contradiction, en partie, serait-elle devenue la raison de l'exclusion de toute revendication du processus meurtrier ? Le leurre de la politique semble s'abattre face à cette absence de revendications. Les vérités idéologiques des sphères politiques n'interpellent ni ne passionnent le subjectif ; elles dépersonnalisent, pour une meilleure subordination à leurs fins. On

ne tuera pas pour l'avènement d'une idéologie ; sa vérité et son refus du subjectif se laissent dépasser au profit de la non-valeur. L'acte exprime la fin de cet assujettissement, clarifiant par cette crise l'illusion d'un changement possible, ainsi que l'illusion d'une vie rythmée par l'espoir en un meilleur. L'espoir que perpétue l'illusion n'est qu'une des marionnettes servant de garde-fous face à la réalisation de l'authenticité de vie.

**L'acte spectaculaire**

Certains actes censés aller à l'encontre de la société du spectacle, par leurs contenus ou leurs aspects, provoquent un renforcement de celle-ci, par leur mise en scène spectaculaire consécutive notamment au besoin narcissique de leurs auteurs. La bande à Noël Godin par ses révoltes de salon, en est un bel exemple... L'élan radical se perd dans l'action spectaculaire et insignifiante d'une tarte à la crème dans la gueule d'un puissant. Cet acte démontre à tous la possibilité de railler du politique, engendrant l'émulation par l'accessibilité physique des politiques. Les politiques se veulent proches du citoyen, l'acte de la bande à Godin le confirme. Le renforcement de la proximité de l'homme commun avec celle de l'homme spécialiste du pouvoir désacralise une effigie d'un pouvoir mais obstrue la visibilité d'une réalité d'un pouvoir. Ce qui absorbe finalement ces entarteurs, c'est l'aspect notable et médiatique que véhiculent les politiques. Ce genre d'action se résume à les vouloir plus à l'image du citoyen, moins caricaturaux dans leurs attitudes, plus palpables pour que tout le monde puisse en profiter. Mais la réalité d'un pouvoir restera inabordable, suspendue entre l'élan radical et l'arrivée de la tarte à la crème...

L'attention que portent les agresseurs au choix des lieux est une partie intégrante du processus de destruction. L'acte se déroulera sur les lieux de représentativité du pouvoir (du secrétariat du FN au défilé du 14 juillet) donnant ainsi l'impression d'une critique, au-delà de



la simple effigie d'un pouvoir, de la dimension plus totale du schème pouvoir. En parallèle, se greffe de manière réfléchie ou pas, le vedettariat qu'engendre le lieu du déroulement meurtrier. L'assassin qui veut descendre l'homme spectacle se meut en vedette morbide d'un jour. Brunerie l'avait annoncé sur un site Internet néonazi : « *Regardez la télé demain, je serai la vedette*<sup>10</sup> ».

Alors, la société du spectacle peut engendrer tout ce qui est censé lui nuire dans son propre édifice, éloignant toute perspective de rupture, baignant tout dans une pareille machination ; elle est foncièrement composit.

### Symptôme

La mise en place de la « proximité » par la classe politique démontre une dégénérescence du rôle des gérants de la société de classes. Elle semble aussi signifier que les moyens manquent pour bernier le peuple sur la légitimité du pouvoir. Les politiques sont contraints d'être en pleine rue et de faire un travail de terrain pour redonner crédibilité à leur mandat. Finalement, les relais classiques médiatiques ne suffisent plus. L'État

s'avance avec l'esprit de tutorat, il s'affirme comme en campagne. La valeur « pouvoir démocratique » annonce son déclin de façon spectaculaire par ses acteurs gouvernementaux qui la désacralisent en se désacralisant. Ainsi une des bases de la société du spectacle se trouverait être identifiée comme structure entraînant une décadence du quotidien de la vie.

L'agression comme le meurtre d'hommes politiques sont des symptômes de la dégénérescence en cours. Ils traduisent le mensonge général du système représentatif et électoral. Ils parachèvent le mensonge en devenant les derniers soubresauts macabres du syndrome. La contradiction s'expose en plein jour, mais le meurtre la couvre de son sang.

Le stade du rejet de l'insatisfaction semble atteint par ces actes, mais l'investigation pour l'authentique, la jouissance insatiable, l'espérance remplacée par la liberté se retrouvent en suspens.

ETIENNE ANCLIN ■

1 – Dit tiré d'une partie du journal intime de Richard Durn paru dans *Le Monde* du 10 avril 2002.

2 – Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, p. 165.

3 – *Expression de Nietzsche dans La volonté de puissance, Le livre de poche.*

4 – Raoul Vaneigem, *ibid.*, p. 192.

5 – Dit tiré d'une partie du journal intime de Richard Durn paru dans *Le Monde* du 10 Avril 2002.

6 – *Libération*, 4 avril 2002.

7 – Nietzsche, *ibid.*, p. 46.

8 – Azedine Berkane poignarde Delanoë à la mairie de Paris le 6 octobre 2002. Maxime Brunerie tire sur Chirac sur les Champs le 14 juillet 2002. Franck Boulogne tente d'assassiner la secrétaire du Front National de la section de Versailles en mai 2002. Jean Ruchet blesse le maire de Vantoux le 4 février 1999. Adal Cisti poignarde Douste Blazy le 2 mai 1997.

9 – *Le Monde*, 12 novembre 2002.

10 – *Tiré du Monde* du 12 novembre 2002.

● **AU SOMMAIRE DU NUMÉRO PRÉCÉDENT** (OT n°9, Été 2002) : **Fascisme de la misère, misère de l'antifascisme** : lecture conseillée avant d'aller voter Chirac ! – **Où en est-on avec le mensonge moderne de masse ?** pour ne pas lire les journaux comme on consulte un dictionnaire. – **Après la catastrophe, Putain d'usine !** la catastrophe de Toulouse vue de l'intérieur de la putain d'usine – **Il est plus dangereux de laisser le peuple mourir de faim que de s'opposer au FMI** : l'Argentine, un pays ruiné peuplé de gens pauvres qui se révoltent (entretien avec Cachó). – **Le temps des vils** : la vampirisation capitaliste du temps, 35h par semaine – **L'ennemi, c'est**

**le capitalisme – l'illusion de la maîtrise** : 11 septembre, CIA, planification, le capitalisme est-il une machination ? – **Aliénation garantie, gratuite et obligatoire (suite)** : peut-être les choses qu'on nous enseigne sont-elles également fausses ? – **L'effet Chomsky ou l'anarchisme d'État** : devons-nous nous contenter d'agrandir notre cage ? – **Invectivopharismes (2)** : des aphorismes qui résonnent comme des gifles. – **Tout à coup, c'est devenu autre chose** : l'auto-organisation sélective lors des émeutes en Algérie (entretien avec Nadir). – Et aussi : **Invectives** : des aphorismes qui ne mâchent pas leurs mots. ●



Les numéros 1 à 6 (1997-1999) sont épuisés, mais les textes publiés dans la revue sont consultables sur le site web de *Oiseau-tempête*.

<http://internetdown.org/oiseautempete>

## UNE LECTURE DE REICH LOVE STORIES

### *La lutte sexuelle de la jeunesse en 1931*

*Subitement, je me retrouvai pour ainsi dire  
dans le vide, coupé de la vie des masses.*

Wilhelm Reich, *People in Trouble*

**L**orsqu'il arrive à Copenhague le 1<sup>er</sup> mai 1933, Wilhelm Reich a 36 ans. Le parti communiste allemand, dont il était membre, n'a plus d'existence légale depuis l'incendie du Reichstag mais les bureaucrates danois réussiront néanmoins l'exploit de l'en faire exclure l'année suivante. Membre depuis 1920 de l'Association psychanalytique, il en sera aussi exclu en 1934 au congrès de Lucerne sans que les raisons en soient notifiées aux lecteurs du bulletin de l'association, contrairement aux promesses qui lui avaient été faites. Il vient de publier en Allemagne, à compte d'auteur, *L'Analyse caractérielle* et s'emploie à faire paraître de même *La Psychologie collective du fascisme*<sup>1</sup>. Ces deux ouvrages synthétisent la pensée et la pratique qu'il a développées depuis plus de dix ans et rendent compte des raisons de l'hostilité à laquelle il est en but de la part des communautés au sein desquelles il a agi : l'Association psychanalytique internationale et le parti communiste.

Dans une autre époque, Constantin Sinelnikoff avait traduit et édité des ouvrages de Reich avant que la propriété littéraire ne fasse reconnaître ses droits ; ces traductions, parmi les seules établies d'après les originaux, sont aujourd'hui introuvables. Il faut donc saluer la réédition de son ouvrage<sup>2</sup> sur cet auteur, qui reste à ce jour, la meilleure introduction à son œuvre de critique sociale. Son étude se limite aux travaux que Reich a menés avant 1934, mais le lecteur curieux trouvera dans l'introduction et les derniers chapitres du livre les éléments nécessaires pour en savoir plus. Si Sinelnikoff ne s'étend pas sur la dernière période de sa vie, ce n'est pas pour « dévaloriser l'antipolitisme de Reich, mais parce que la critique de la politique au sens étroit y est conduite à l'aide d'idées déjà anciennes sur les conditions psychologiques et culturelles de l'oppression et donc de la révolution » (p. 279).

Après six ans d'errance à travers l'Europe, il partira aux États Unis en 1939 où il poursuivra des recherches tendant à isoler l'énergie d'orgone. Il s'appuie alors sur une philosophie scientiste qui cohabite difficilement, dans ses derniers écrits, avec la pensée freudienne et

marxiste qui avait d'abord inspiré sa critique sociale. Poursuivi par l'administration américaine, il sera arrêté en 1957 et mourra en prison quelques mois plus tard. Il n'en est pas moins vrai que les persécutions, les difficultés matérielles et le FBI ne seront finalement jamais venus à bout de la passion révolutionnaire à l'œuvre dans ses premiers écrits<sup>3</sup>.

Les différents concepts reichiens ainsi que les discussions et les polémiques auxquels ils ont donné lieu, d'abord au sein du mouvement psychanalytique, puis dans les instances de la III<sup>e</sup> internationale sont présentés dans l'ordre chronologique. Constantin Sinelnikoff confronte chacun d'eux au point de vue particulier de Freud et montre ainsi que leurs divergences, peu nombreuses sur le



FIG. 194. — Bout de selin.

plan théorique, portent surtout sur la pratique psychanalytique. La principale concerne le rôle attribué par chacun à la famille. Insistons sur ce point, Freud n'élève pas d'objections à la description que Reich donne de la famille comme lieu d'apprentissage de la répression sexuelle, pas même sous l'angle de l'origine des névroses. Il faut bien nommer idéologique le désaccord où l'un définit la famille comme le lieu d'apprentissage des valeurs bourgeoises et par conséquent de la répression des pulsions sexuelles, tandis que l'autre lui attribue un rôle civilisateur et confie à la sublimation la tâche de résoudre les conflits qu'elle engendre.

Depuis sa fondation en 1922, Reich travaille au dispensaire psychanalytique de Vienne, qu'il dirigera de 1924 à 1930. Ce travail sera à l'origine de ses thèses sur l'étiologie sociale des névroses. À partir de 1927, il donne des conférences devant différentes organisations : « les questions des troubles sexuels, de l'éducation des enfants et de la famille suscitent un intérêt brûlant ». En janvier 1929, il fonde six centres d'hygiène sexuelle. « Ces centres sont immédiatement pleins à craquer, surtout de jeunes filles et de femmes enceintes (p. 24) », « et le problème se présenta d'entrée, doit-on donner des anticonceptionnels à des jeunes de 14 ou 15 ans ? [...] Ces jeunes gens étaient adultes. Ils travaillaient comme apprentis dans les

usines<sup>4</sup> ». En 1931, à Berlin, Reich dressera le bilan de ces observations dans une plate-forme qu'il soumettra à la section agit-prop du parti communiste allemand ; celle-ci l'acceptera, donnant naissance à l'Association allemande pour une politique sexuelle prolétarienne (*Sexpol*). Son succès (ses effectifs montent rapidement à 40 000 membres) effraie les staliniens qui reprennent les choses en main.

L'itinéraire politique de Reich est paradoxal. La journée du 17 juillet 1927 à Vienne, dont il est le témoin, semble l'événement inaugural de sa réflexion politique. Suite à l'acquittement d'anciens combattants qui avaient tiré sur un meeting social-démocrate et tué plusieurs participants quelques mois plutôt, des manifestants investissent le Palais de justice et y mettent le feu. Une foule pacifique empêche les pompiers d'approcher, le service d'ordre du parti rentre à la maison, la police tire tuant des dizaines de manifestants. Dans le comportement mécanique des policiers exécutant des ordres absurdes, comme dans celui de cette foule très supérieure en nombre et dépourvue d'initiative, il reconnaît d'emblée les troubles pathologiques qu'il étudie depuis sept ans. La nouveauté vient de ce que ces phénomènes s'expriment ici comme comportement de groupes. Selon son propre témoignage, la lutte de classe investit d'un coup le champ de sa réflexion.

Dans les mois qui suivent, il entreprend la lecture de Marx et adhère au parti communiste. Après l'échec de *Sexpol*, il adoptera une attitude de plus en plus critique vis-à-vis de la direction du KPD, lui reprochant notamment, de s'adresser à un prolétariat abstrait dont il ignore les désirs et auquel il prête une conscience de classe non pas acquise dans la lutte quotidienne mais plutôt infuse, en vertu des lois du matérialisme historique. Insistant sur l'habileté avec laquelle le parti national socialiste joue avec le ressentiment de toute la population et critiquant l'obéissance des dirigeants aux ordres de Staline, Reich achève de se rendre insupportable. Avant de quitter l'Europe, il refusera de se rapprocher des positions trotskistes et, par une réflexion sur le rôle originel des soviets, aboutira à des conclusions qui le rapprocheront du communisme de conseil.

A partir de 1937, « la réflexion politique, de même que la sexologie et la psychanalyse ne tiennent plus qu'une place minimale dans les préoccupations de Reich ». « Tout en conservant ses idées antérieures, il n'y ajoute pratiquement plus rien, à part cette répudiation de dernière heure de l'idée de parti révolutionnaire et de révolution politique au sens étroit » (p. 277) Dans un texte ronéotypé de 1937, il rejette le recours aux « directions » assimilé à la politique comme activité séparée, la liberté véritable ne pouvant être assurée que par l'activité autonome des masses.



### **Désirs d'objets et nostalgie de l'amour**

*Les jeux auxquels il participe ne lui suffisent plus, il en veut d'autres. Chaque révélation désempace et forme son caractère, elle démoralise sans but. Les songes se classent, mais les casiers de l'avenir restent vides.*

Pierre Minet, *Histoire d'Eugène*

**L**a principale raison de l'hostilité constante que ses travaux ont suscitée tient à sa volonté de ne pas se borner à l'étude du pathologique mais, au contraire, à trouver un champ d'application de ses découvertes à la société. Aux critiques qui lui sont adressées avant 1934, il répondra invariablement que « la révolution sociale est une condition nécessaire de la révolution sexuelle ». Reich considérait que les sociologues bourgeois de son époque avaient bien décrit les maux de la misère sexuelle dans le cadre étroit de leur société. Il réservait ses foudres aux réformateurs qui préféraient changer de misère plutôt que de société.

Le rôle répressif de la famille étant au cœur de sa réflexion, il est à première vue troublant de constater que si ceux qui ont aujourd'hui la charge de reproduire l'ordre social déplorent son déclin, les manifestations de la misère sexuelle se multiplient dans le même temps. Que l'on se rappelle les menaces de retirer les allocations familiales qui pèsent sur les parents débordés par la fantaisie

délinquante de leur progéniture ! Un tribunal anglais a pu pour la première fois en 2002 envoyer trois mois derrière les barreaux une mère de famille dont la fille séchait trop souvent les cours.

L'apparente liberté des mœurs sexuelles contemporaines infirme apparemment son point de vue. Mais les chiffres officiels démentent la réalité de cette liberté. L'âge moyen de la première relation sexuelle n'a pas varié sensiblement depuis une vingtaine d'années, ce dont se réjouissent les divers protecteurs autoproclamés de la jeunesse. L'adolescence se porte plutôt sexy que sexuée sans que cette étrange période de latence n'attire l'attention dans un monde qui considère la vitesse comme une seconde nature. Sur cette adolescence abstinent (pré-pubère lit-on parfois), mais non sans désir, le paraître règne pour le plus grand bien des marchands. Il peut prendre la figure de *Lolita* comme celle du rappeur.

Cette timidité sexuelle ne s'explique pas par la peur qu'inspire le sida, car il faudrait aussi expliquer la

moindre vigilance vis-à-vis de la prévention contre laquelle Act-up, à juste titre, ne cesse de mettre en garde depuis plusieurs années. Ou contre la syphilis, qui se répand de nouveau. La peur du sida se renforce d'une autre peur : la peur de l'autre. Le port du voile, par exemple, ne signifie pas toujours l'adhésion à une communauté religieuse. De nombreux témoignages montrent qu'il exprime souvent la volonté de tenir l'autre à l'écart. Et le danger dont ces jeunes filles, avec ou sans voile, tentent de se préserver n'a rien de négligeable ; elle est réellement effrayante cette virilité qui s'affirme plus souvent en roulant à 200 à l'heure sur les autoroutes que par une forme quelconque de galanterie, même post-moderne. La récente mode du biberon puis de la tétine, bien plus qu'une « nostalgie du sein maternel », traduit une frayeur trop bien justifiée de l'avenir et dans le même temps, une résignation qui l'est moins aux conditions existantes.

Ceux que les journalistes nomment imperturbablement des pédophiles, ou ces adolescents trop bien convaincus de l'objectivité de l'autre au point d'organiser des viols collectifs, ne sont que des symptômes parmi d'autres qui rendent visible le caractère de cette société. La prostitution, phénomène que Reich, après bien d'autres, considérait comme indissociable de l'ordre bourgeois, subsiste à la décadence de la famille. Au sein de l'Union européenne, le commerce des « charmes » de

jeunes femmes d'anciens pays dits-communistes ou d'Afrique est aujourd'hui florissant et devient même l'objet d'innovations législatives. Qu'elles soient enfermées dans des établissements spécialisés ou reconduites à la frontière, gageons qu'en bonne logique, les prostituées seront déclarées coupables et laissées entre les mains de leurs souteneurs ; ceux-ci, n'ayant pour seul tort, que de s'immiscer trop tôt dans une industrie qui n'est pas encore complètement délocalisée. La prostitution dans une société marchande reste l'une des formes appropriées de la sexualité, activité séparée destinée à des « caves ».

En 1925, dans son premier livre, *Le caractère impulsif*, Wilhelm Reich remarquait que « L'incohérence de l'éducation, à savoir l'absence de refus de l'instinct d'un côté, le refus centré sur un détail ou appliqué brusquement et trop tard de l'autre, est la caractéristique commune des caractères impulsifs » et poursuivait : « l'inaptitude à aimer est ici toujours nette [...] Simultanément, il y a une forte nostalgie de l'amour » (p. 67-72). Constantin Sinelnikoff ajoute : « L'idéal du moi du caractère impulsif est le reflet d'un milieu éducatif particulier ». Le « milieu éducatif particulier » dont il est ici question, ne se serait-il pas étendu jusqu'à se confondre avec le spectacle marchand ?

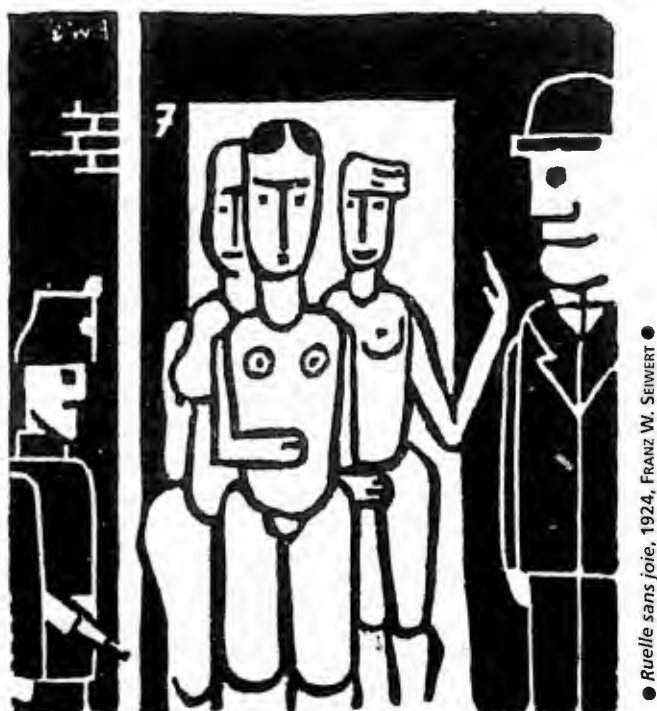
GILLES HOUSSARD ■

1 – L'Analyse caractérielle, éd. Sinelnikoff, trad. Michel Jacob, 1971 ; Psychologie des masses du fascisme, Payot, 1971.

2 – L'œuvre de Wilhelm Reich, Constantin Sinelnikoff, Les nuits rouges, 2002.

3 – Comme le montre, Listen, little man, 1948 (Ecoute petit homme, Payot, 1990).

4 – People in Trouble, Orgone Press Institute (Les hommes dans l'Etat, éd. Sinelnikoff, 1972 ; éd. Payot, 1978).



● Ruelle sans joie, 1924, FRANZ W. SEIWERT ●



## NOUN DE LOS COBOS

**L**orsque Noun est arrivé à Oiseau-tempête, il a vite fallu se faire à l'idée que chaque texte allait être minutieusement décortiqué; des feuillets de notes, suggestions, critiques, questions... Entre temps, nous avons pu lire son mémoire sur le concept d'individu chez Marx : le choix du sujet en disait déjà beaucoup sur les préoccupations de Noun. Nous étions plusieurs à habiter dans le même quartier... En rentrant, les discussions se poursuivaient parfois tard dans la nuit. C'est ainsi que nous avons commencé à faire un bout de chemin ensemble. Après l'été 2001, suite à des désaccords orageux, des mal-adresses, une crise éclata dans la revue. Certains se sont éloignés, dont Noun. Mais il n'a pas rompu les liens; la rupture n'était pas dans sa façon d'être.

**Entre-temps**, une tempête d'un autre genre s'était levée : la maladie, le pouvoir de l'institution médicale et son corolaire, la dépossession de son corps. Avec sa douce dignité, il rageait contre les médecins qui ne répondaient pas à ses questions. Il se battait. Il continuait à lire et à prendre des notes. L'utopie et le désir d'un monde meilleur ne le quittaient pas. « Ça ne me déplairait

pas de rester un peu plus sur cette planète », disait-il, mi-décembre 2002.

**Noun est mort** à Paris le 28 décembre 2002. Il avait 30 ans. Avant le dernier voyage de « son » corps, le vieil ami qui l'avait initié à la philosophie a rappelé que « Noun cherchait surtout à savoir comment les hommes pourraient vivre ensemble différemment, sans injustices, sans inégalités ».

**Désormais**, nous n'apercevons plus sa fine silhouette entre les tables de La librairie de Paris, où il venait lire, en diagonale, les derniers titres parus. Ces mots : « Nous tournons en rond dans la nuit et nous sommes consommés par le feu », il les avait adoptés pour devise. Peut-être les sentait-il plus intensément. À l'inverse de ceux qui sont si souvent rassurés par le choix du chemin pris et pensent avoir maîtrisé le feu qui couve en eux. Nous garderons le souvenir de quelqu'un d'intense, attentif aux autres, timide et d'une grande délicatesse. Noun est passé trop vite dans nos vies. Sans lui, nous sommes plus pauvres.

**NOUN** □

I – Cf. notamment à ce propos : M. Vadée, Marx penseur du possible, et D. Bensaïd : Marx l'intempestif et Le pari mélancolique.

**ALFREDO FERNANDES & CHARLES REEVE** ■

### ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO DE OISEAU-TEMPÊTE :

Daniel Aiache  
Alexandre  
Etienne Anclin  
Borbala  
Yann Brault  
David Coustaury  
Didier  
Alfredo Fernandes



Claude Guillon  
Heleila  
Gilles Houssard  
Carmine Mangone  
Nestor Pantruche  
Charles Reeve  
Sabina  
Barthélémy Schwartz

## POÉSIE AU-DELÀ DE TOUTE PAROLE

**C**E TEXTE de Carmine Mangone n'a pas été sans provoquer de véhéments débats et controverses au sein du collectif de la revue. Il devait paraître accompagné d'un ou de plusieurs textes critiques. Le temps et l'espace nous ont manqué pour ce numéro. Nous comptons revenir sur cette discussion dans le prochain Oiseau.

OT □

**R**IEN N'ARRIVE DANS LE DOMAINE POÉTIQUE qui ne soit un fatal court-circuit d'expériences. Pour autant qu'on tente de donner une définition de la poésie, elle finit toujours par avoir un je ne sais quoi d'irréductible, une sorte de résidu de puissance qui doit être associé, à mon avis, à toutes les dynamiques de libération ingouvernables – amorcées par chaque expérience poétique sincère – qui vont contrarier soit les lieux communs du langage, soit les structures tyranniques qui en constituent la base dans le domaine social.

Toute définition de la poésie, toute sa spécificité purement littéraire, est et reste une mystification, si elle ne se fait pas par expérimentation personnelle, au moins en partie, quotidiennement vécue, de toute la poésie possible ou de la possibilité directe de vivre pleinement la négation de toute idée ou projet posant des limites au destin de qui vit.

Ceux qui ne savent pas ou qui ne veulent pas comprendre, pensent que la poésie (quand ils en pensent quelque chose) est une bagatelle, un passe-temps pour ramollis, une manière de jouer avec les mots, inutile ou mélancolique. Ceux-ci ne prendront jamais conscience de la poésie qui les entoure, puisqu'ils sont désormais presque invariablement désenchantés, pris entièrement par leur existence obtuse et quotidienne et libres uniquement de choisir leur propre aliénation parmi les mille offertes sur le marché.



**À DIRE VRAI, TOUTES LES CROYANCES** les plus sottement répandues sur le compte de la poésie, dans les cent dernières années, se sont aussi imposées par manque, de la part de la grande majorité des prétendus poètes, d'une rigueur libertaire dans le domaine social.

Qui s'est limité aux mots, ou qui les a « engagés » de bonne ou mauvaise foi sous une quelconque bannière politique, n'a rien fait d'autre que soumettre l'expérience poétique (la sienne comme celle des autres) à la domination de l'humanisme mercantile, passant de cette manière mesquine sur tout ce qui était et est encore possible pour une mutation radicale et libertaire de la société des hommes.

De toutes manières, c'est désormais évident : on ne peut plus s'abandonner aux doutes et aux choix faciles.

Il n'existe qu'une alternative : ou on est pour le pouvoir, de n'importe qui et de quelque façon qu'il soit exercé, ou on est résolument contre. Et ceci est valable aussi et surtout pour les poètes. On ne peut se limiter à l'écriture. La poésie seule ne peut changer le monde ; elle peut, au mieux, changer la vie de quelques-uns (et c'est déjà beaucoup si elle réussit à le faire !). Il en faut bien plus pour démystifier le pouvoir et le mettre en difficulté. Mais on fait le premier pas vers ce corps sans organe prôné par Artaud – qui est le corps de la société décapitée au bénéfice du nôtre – justement grâce à la reconnaissance de la poésie dans toute action humaine, poésie qu'on devrait ensuite défendre et développer sans cesse en empruntant la tension créatrice anarchique qui la suscite.



**IL Y A DÉCIDÉMENT PLUS DE POÉSIE** dans la tentative de réactualiser les rêves d'hommes comme Machno ou Durruti, que dans la tentation de se perdre derrière des mystificateurs catho-communistes comme Neruda, Luzi<sup>1</sup> ou d'autres. Et il y a sûrement plus de poésie dans une attaque contre un champ de maïs transgénique que dans tout l'œuvre d'un con comme Baricco<sup>2</sup> ! Si je dis que des imbéciles du calibre de Bevilacqua<sup>3</sup> sont de loin moins marquants qu'une seule des si nombreuses insultes qu'un poète stupéfiant comme Benjamin Péret a pu adresser aux prêtres durant toute sa vie, je ne fais rien d'autre que découvrir l'eau chaude qui continue de bouillir, malgré tout, sous la croûte de glace de la « culture officielle ».

Des poètes aussi subversifs que le surréaliste Péret, communiste, milicien de la « Colonne Durruti » durant la révolution espagnole de 1936-37, ou que l'Allemand Carl Einstein, anarchiste, combattant lui aussi dans les rangs de la « Durruti », mort par suicide en 1940, on n'en trouve que deux parmi tant d'écrivains et créateurs (toujours trop peu, pourtant) qui dans les cent cinquante dernières années ont tenté de ne pas réifier par et dans leurs propres œuvres. Et comment oublier le très jeune Rimbaud et ses sympathies pour la Commune de Paris, ou les dadaïstes allemands adhérents au *Spartakus Bund* comme John Heartfield ? Et encore : le groupe surréaliste entre les deux guerres, l'Internationale lettriste, les situs, les groupes anarcho-punk comme les Anglais Crass, les agitateurs toujours méconnus de la subversion libertaire, etc.



On peut toujours et d'une seule façon éviter qu'une œuvre subversive soit oubliée ou récupérée définitivement par le système culturel : reprendre et pousser en avant, jusqu'à ses extrêmes conséquences, la critique des valeurs et des structures tyranniques de la société. Tout le reste – les beaux vers, les beaux tableaux, les petites revues politiques maximalistes, ou les idées les plus avancées de ce monde en matière de créativité humaine – fuit son époque, celle du capital qui se fait pure virtualité dans la tentative de se perpétuer pour l'éternité en rétablissant cette unité mythique de l'homme avec la nature et l'état sauvage dissoute, il y a deux siècles, par la révolution bourgeoise. Mais en fuyant cette époque (qui en soi est extrêmement méprisable), on court le risque d'oublier tout ce qui devrait être posé comme base du savoir vivre, c'est-à-dire : le développement de sa propre individualité créatrice dans des rapports interpersonnels, finalement libérés des rôles et des schémas du pouvoir ; l'amour de soi, du genre et du sexe qu'on choisit dans l'autre, mais aussi de la nature qui existe à l'intérieur comme à l'extérieur de l'homme ; et la redécouverte incessante d'une conception de la beauté à gérer subjectivement en s'ouvrant au monde dans une nouvelle idée transcendée de communauté.



**LA POÉSIE EST LA RÉSULTANTE** d'une tension toujours agissante qui nous relie à tous ceux qui sont ou ont quelque chose que déjà nous aimions en nous-mêmes ; tension, qui ne se révèle pas toujours à travers le discours mais le plus souvent en se dressant contre lui, et qui nous reconforte ou nous rend la vie plus exaltante. Cette tension qui est poésie au-delà de toute parole<sup>4</sup>, nous la portons en nous depuis toujours, mais nous réussissons rarement à en être conscients et à nous en servir pour améliorer le monde qui nous entoure. Quand enfin nous réussissons à nous libérer de l'économie du survie qui nous sous-loue un semblant de bonheur en nous réduisant à l'hébétude d'une marchandise, ce pourrait être déjà trop tard. La poésie qui ne vient au monde ou qui reste dans le domaine des mots, nous endette envers nous-mêmes chaque jour davantage.

Dans un monde où il nous arrive de croiser l'amour ou la poésie sans les reconnaître, nous devons tout de suite dresser des barricades au carrefour de la mort. C'est seulement ainsi qu'à la fin et au début de tout, nous aurons donné sa véritable importance à la tension lumineuse qui nous fait hommes.

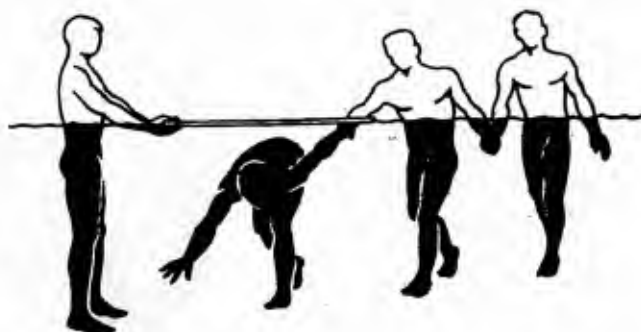
**CARMINE MANGONE ■**

1 – Le majeur poète italien vivant.

2 – Écrivain italien très connu.

3 – *Idem*.

4 – Mais aussi comme enrichissement délirant de la parole, tel dans l'œuvre « ontophonique » de Ghérasim Luca.



# À VOL D'OISEAU



## Qu'est-ce que Oiseau-tempête ?

C'EST D'ABORD le nom populaire d'un oiseau des mers, le pétrel, réputé pressentir les tempêtes. Ce fut aussi le surnom donné au Niveleur anglais Edward Sexby, mort en prison au XVII<sup>e</sup> siècle pour avoir prôné la communauté des biens et appelé au meurtre du dictateur Cromwell. C'est aujourd'hui le titre d'une revue, publié par un collectif qui entend contribuer, dans la mesure de ses moyens, au projet révolutionnaire de rupture avec le système capitaliste fondé sur le salariat, l'exploitation et la domination.

Les membres du collectif décident du contenu de la revue, la financent et la réalisent, jusqu'à la maquette inclusivement. L'activité du collectif se traduit aussi par d'autres modes d'intervention : supplément *Le Grand jeu* (sur la guerre en Afghanistan), tracts à propos des élections d'avril 2002, de la guerre d'Irak 2003, tenue d'un site web, rencontres thématiques ouvertes...

## Combien êtes-vous et depuis quand existez-vous ?

OISEAU-TEMPÊTE a été créé en 1997 par quelques individus qui, pour la plupart, se sont rencontrés à la Bonne Descente, un local d'agitation sis à Paris-Belleville, et retrouvés dans le désir commun d'intervention suite à la grande grève de 1995. Nous sommes aujourd'hui une dizaine. Depuis la création de la revue, un peu plus d'une vingtaine de personnes y ont participé.

## Oiseau-tempête a longtemps été hébergée par Ab Irato. Quel est le lien entre les deux collectifs ?

IMPLIQUÉ dans la création de la revue, Ab Irato se consacre à l'édition de livres de critique sociale. Les quatre membres de son collectif participent à la revue. Par commodité, les adresses postales et Internet ont été communes jusqu'à présent.

## Comment fonctionne le collectif ?

LE COLLECTIF se réunit une fois par semaine à Paris. Les décisions concernant la revue sont prises lors de ces rencontres. Les tâches de fonctionnement, rédactionnel ou administratif, sont réparties entre les membres à chaque nouveau numéro. Prendre part à ces tâches collectives va de soi ; en revanche, il n'a jamais été nécessaire d'écrire des textes pour participer à la revue.

## Comment les textes publiés sont-ils choisis ?

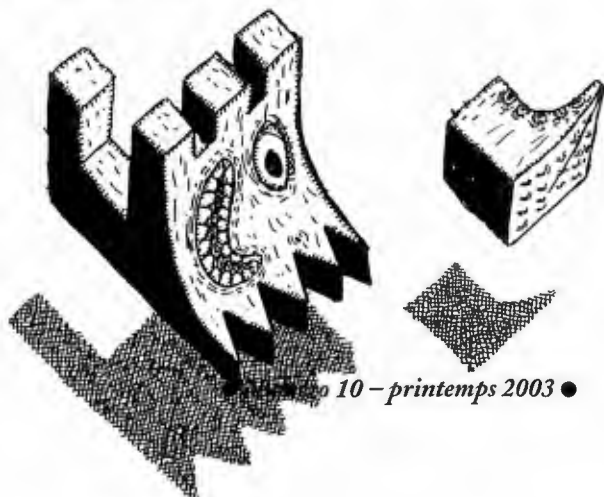
L'ENSEMBLE des textes et des images proposés sont distribués, puis discutés collectivement, si possible en présence de l'auteur. À l'issue de ces discussions, les textes peuvent être ou non retenus pour publication. La maquette du numéro, l'ordre des textes et l'emplacement des images sont également l'objet d'une discussion collective.

*Oiseau-tempête* n'est donc pas et ne souhaite pas devenir une « revue de publication », simple relais d'analyses et de points de vue élaborés ailleurs, pour laquelle publier serait une activité et un but en soi. Cela dit, nous lisons volontiers les textes qui nous sont proposés.

## Cela signifie-t-il qu'il existe une « ligne » Oiseau-tempête ?

LES MEMBRES du collectif ont eu des itinéraires divers, s'inspirant des idées anarchistes, marxistes, situationnistes ou surréalistes. La plupart ne se reconnaissent complètement dans aucun de ces courants.

*Oiseau-tempête* n'est pas l'émanation d'un groupe politique, dont il exprimerait la ligne. Les membres du collectif s'accordent néanmoins sur quelques partis pris qui, au fur et à mesure des débats, des départs et des nouvelles arrivées, on tressé une espèce de fil rouge : l'effort de compréhension de ce monde n'a de sens que s'il a pour but d'en précipiter la fin.



● Dessins : Notes prise lors de réunions de Oiseau-tempête (dont en bas, celle du 24 janvier 2002), BARTHÉLÉMY SCHWARTZ, ●

### Quels sont ces partis pris ?

IL S'AGIT de combattre toutes les formes de séparation, par nature « apoétiques », qui s'incarnent sous les masques toujours renouvelés du mensonge réformiste (citoyennisme, garantisme, avant-garde artistique ou politique, etc.). Sont pareillement critiquées et rejetées dans nos colonnes toutes les formes de démocratismes, c'est-à-dire de gestion présente ou prétendument alternative du système capitaliste : démocratie représentative, autogestion, municipalisme libertaire, et autres à venir. Nous nous gardons également des consolations identitaires, qu'elles soient nationales, culturelles ou sexuelles.

### Mais encore : êtes-vous plutôt marxistes ou anarchistes ?

CERTAINEMENT trop marxistes pour certains anarchistes, et trop anarchistes pour d'autres ! Dans cette période de confusion, la clarification théorique est à nos yeux une activité nécessaire et salutaire. Nous essayons de développer un espace et un outil de débat et d'élaboration critique, sans exclusive dogmatique ni niâiserie œcuménique, en nous faisant l'écho des luttes sociales du monde.

S'il fallait qualifier le courant dans la tradition duquel nous nous situons et le projet que nous poursuivons, nous pourrions retenir les termes *communiste*, *libertaire* et *internationaliste*. Communiste, parce que nous voulons la

mise en commun des richesses et des tâches. Libertaire, parce nous refusons tout pouvoir institué, toute autorité imposée, toute médiation inutile. Communiste et libertaire, parce que nous pensons que la liberté commune est la condition nécessaire à l'épanouissement de la liberté de chacun. Internationaliste, enfin, parce que cela ne prend sens qu'à l'échelle de la planète entière. Ajoutons que le terme internationaliste – qui doit s'entendre comme une précision de l'anticapitalisme – est un excellent antidote aux débats sur l'« antimondialisme ».

### Peut-on qualifier Oiseau-tempête de revue « culturelle » ?

LA CRITIQUE du capitalisme, loin de se réduire à la critique de l'économie politique, s'applique à l'ensemble des rapports sociaux de ce qu'on appelle la vie quotidienne.

Tous les spécialistes de la création artistique ou de l'action sociale cautionnent, par leur activité séparée, la division du travail qui se trouve à la racine de la misère de nos vies. Ils ne peuvent que reproduire sous d'autres formes l'état des choses existant.

La poésie, l'utopie, dès lors qu'elles sont enfermées dans le domaine séparé de la "culture", se vident du pouvoir subversif qui en font le bras armé de nos rêves.

OT ■

1. – Sur *Sexby*, cf. «Seattle, suite», *Oiseau-tempête*, n° 6, hiver 1999-2000, p.40.



## Notes de lecture

### PHAN VAN TRƯỜNG. – Une Histoire de conspirateurs annamites à Paris ou la vérité sur l'Indochine, Introduction de Ngo Van

*L'Insomniaque*, 2003, 237 pages, 10 €. Adresse : 63, rue de Saint-Mandé. 93100 Montreuil.

LES ÉDITIONS L'INSOMNIAQUE viennent de rééditer, avec une introduction de Ngo Van, le beau texte qui passionna la jeunesse révoltée d'Annam au Vietnam dans les années 1920. Depuis longtemps introuvable, *Une Histoire de conspirateurs annamites à Paris ou la vérité sur l'Indochine* de Phan van Truong avait d'abord paru à Saigon en 1925 dans le journal séditieux de Nguyễn an Ninh *La Cloche fêlée*.

Les activités de Phan van Truong lui avait déjà valu l'attention soutenue des

flics et des juges. En France, en 1912, il avait animé avec Phan châu Trinh *La Fraternelle*, une amicale des étudiants annamites. En représailles, l'administration française le fait renvoyer de son emploi de répétiteur. Invité à l'École des hautes études sociales, il prononce en mars 1914 une conférence sur les revendications indigènes, au cours de laquelle il déclare : « Être un homme dangereux, c'est être quelqu'un. Et mieux vaut cela que rien du tout ».

Envoyé dans l'infanterie à Chartres

lors de la mobilisation générale en juillet 1914, il est arrêté et accusé avec Phan châu Trinh de complot contre la sûreté de l'État. Il passe onze mois à la prison du Cherche-Midi. Libéré en juillet 1915, il est ensuite affecté comme interprète à Toulouse où il entre en contact avec les coolies et tirailleurs annamites que la France avait importés pour trimer dans les usines de munitions ou être envoyés à l'abattoir.

À Saigon, en 1928, il sera condamné à deux ans de prison pour « provocation

de militaires à la désobéissance dans un but de propagande anarchiste ». Il se pourvoie en cassation et regagne la France. Arrêté à Paris et jeté en prison, il n'est libéré qu'en 1930. Il meurt à Hanoi en 1933.

Ce récit plein de vigueur, de fraîcheur et d'humour nous montre la bourgeoisie française dans l'application zélée de la devise de son porte-parole Jules Ferry (1884) : « Les races supérieures ont le

devoir de civiliser les races inférieures ».

« On dit que l'Annamite est renfermé et que son âme est impénétrable. Mais est-ce que la France, qui est le pays de la liberté des opinions, a jamais laissé les Annamites exposer librement leurs idées et leurs sentiments ? L'Annamite est fourbe et menteur, dit-on encore. Mais quand l'Annamite s'avise de dire la vérité, si elle est désagréable, on le

bâillonne, on le persécute, on le brise en mille morceaux. L'Annamite, dit-on aussi, est obséquieux, rampant, vil. C'est possible. Mais quand il se permet d'être fier et de vouloir conserver sa dignité humaine, on crie à l'orgueil, à l'insolence, à la révolte, et on le persécute. Il faut dire, pour conclure, que le métier d'Annamite est bien un vilain métier » (p. 20).

## KOLINKO. – Hotlines : Call Center – Inquiry – Communism \*

Kolinko, 2002, 207 pages (en anglais et en allemand), 7 €. Adresse : c/o Archiv, Am Förderturm 27, 46049 Oberhausen, Allemagne, ou site web : [www.prol-position.net](http://www.prol-position.net) (e-mail : [kolinko@prol-position.net](mailto:kolinko@prol-position.net)). \* Centre d'appels – enquête – communisme.

Ce livre, disponible en allemand et en anglais, a été écrit par Kolinko, un groupe de jeunes militants originaire de la Ruhr allemande. Tout en travaillant pour vivre depuis trois années dans des centres d'appel de la région – beaucoup plus nombreux en Allemagne ou aux Etats-Unis qu'en France, par exemple – ces derniers ont mené, dès l'automne 1999, une sorte d'« enquête collective » auprès de leurs collègues.

Présumé : le personnel de ces entreprises, souvent jeune et féminin, constitue, en quelque sorte, le prolétaire

type du futur. Objectif : mieux comprendre la forme d'exploitation régnant au sein de ces entreprises « post-tayloriennes », attelant les travailleurs à deux « outils » principaux, un téléphone et un ordinateur, avec le plus souvent pour objectif de vendre un produit ou un service.

Autre objectif sous-jacent de l'initiative : s'associer, en tant que travailleur et militant, aux grèves et aux luttes quand elles se déclencheraient. Le livre permet de mieux cerner les conditions de travail

*Seul celui qui a le feu en lui peut enflammer les autres*  
(slogan de vente d'un centre d'appel).

dans ces entreprises et témoigne d'une réelle solidarité. Mais on y sent aussi une certaine déception, les luttes n'ayant pas montré la vigueur espérée. Il amène aussi à s'interroger sur la nature de cette initiative militante : décider d'aller travailler dans un secteur, en espérant précis y trouver et/ou y stimuler des grèves virulentes afin d'y apporter son soutien ?



## BIBLIOTHÈQUE OT

*NOUS SIGNALONS ICI, sans qu'ils fassent par ailleurs l'objet d'un article particulier, des ouvrages dûs à des membres ou à des amis d'Oiseau-tempête, ainsi que des brochures et des livres publiés par des éditeurs militants.*

### Ni patrie ni frontières

Yves Coleman, ancien militant de Lutte ouvrière (1967-1974), « déconnecté », selon ses propres termes, des milieux révolutionnaires pendant vingt ans, a lancé en septembre 2002 *Ni patrie ni frontières*, « bulletin de traduction et de débats ». La première livraison contient notamment un dossier « URSS » avec des textes d'Emma Goldman et de Trotsky, la seconde un dossier

intitulé « Mariage, famille et morale sexuelle... » avec notamment des textes de Voltairine de Cleyre. La troisième (mars 2003) porte le titre « Que faire contre les guerres ? » et rassemble des textes pacifistes, anarchistes et marxistes depuis 1914 jusqu'au deuxième conflit du Golfe. Ce troisième numéro indique certaines limites du travail de Coleman. Du fait de sa découverte récente des courants libertaires et radicaux et de son retour récent au militantisme, il juxtapose des textes d'intérêt et

de statut différents sans mise en perspective critique. Ainsi les effets particuliers de la guerre du Kosovo, soutenue par certains libertaires et gauchistes, suscitant une condamnation tardive et confuse chez d'autres, ne sont-ils pas mentionnés.

Brochure format 21x29,7. Le numéro : 7,5 €; abonnement 45 €. Contacts : Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. E-mail : [yvescoleman@wanadoo.fr](mailto:yvescoleman@wanadoo.fr)

## Abolir l'enfance

Ce texte republié en brochure de poche constitue à l'origine l'un des chapitres du livre de la féministe américaine Shulamith Firestone, publié en français en 1972 (*La Dialectique du sexe*, Stock). L'auteure y développe la critique de l'enfance comme catégorie moderne, socialement construite et historiquement datée. Lecture roborative à l'heure où l'on entend dire qu'il ne faut pas donner trop de droits aux mineurs, faute de les confondre avec des adultes, et donc de les livrer aux « pédophiles ». CQFD !

Pour l'abolition de l'enfance, 77 p., 2,30 €, Éditions Tahin party, 2002.  
Adresse : 20, rue Cavenne, 69007 Lyon.  
Site web : <http://ltahin-party.org>

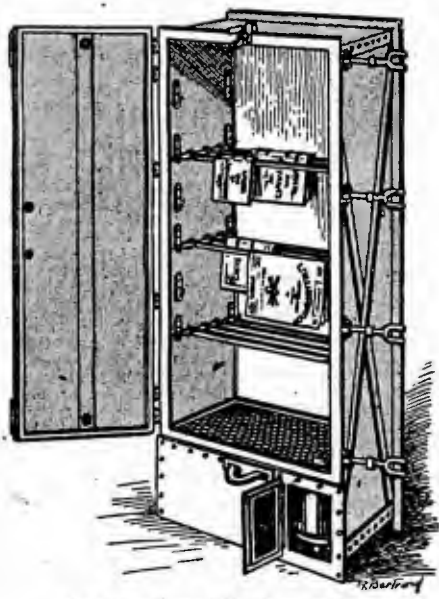


FIG. 664. - Étuve à désinfecter les livres.

## Islam et révolution en Iran

On ignore généralement le rôle joué par la classe ouvrière (et une grève générale de six mois) dans la révolution iranienne qui mit à bas le régime du chah. Le mouvement des conseils ouvriers et comités de quartiers, qui se prolongea bien après la chute du régime, est lui soigneusement tu par les commentateurs occidentaux. Les textes ici réunis (ana-

lyses de Serge Bricianer, témoignages d'époque et précieuse chronologie de la révolution iranienne) permettent de se faire une idée plus juste de la situation dans un des pays qui se trouvent aujourd'hui dans l'œil du cyclone et plus généralement des rapports entre l'islam et certains mouvements de révoltes.

SERGE BRICIANER, Une étincelle dans la nuit. Islam et révolution en Iran, 1978-1979, *Ab Irato*, 2002, 78 p., 6€. Même adresse que Oiseau-tempête, e-mail : [abirato@free.fr](mailto:abirato@free.fr)  
Site web : <http://labirato.free.fr> (Sur Serge Bricianer, voir les numéros 2 et 4 de Oiseau-tempête).

## Êtes-vous mutant, condamné ou débutant ?

La question est posée dans le premier numéro de la revue *Débutant*, sous-titrée « Oui, Mais... Non ». « Naïvement, je me demande : comment fait-on ici pour vivre ? » État des lieux ? Mode d'emploi ? Le lecteur navigue à travers les ruses de mise en pages, de touchants et étranges textes et dessins, d'intrigants puzzles. Il chaloupe à travers quelques jouissifs détournements des rubriques ordinaires de nos vies cloisonnées : fiches pratiques, petites annonces, tests de comportement, horoscope... jamais loin d'un humour à la Swift...

Comme un signe de reconnaissance, un appel adressé à tous les condamnés, débutants ou non, qui renâclent à l'adaptation soumise, à la vie quotidienne mutilée, bref qui se refusent à devenir les mutants-rouages de la machine à décerveler et dominer... À tous les attendus qui rêvent de devenir débutants dans une autre vie, un autre monde...

Revue *débutant*, n°1, 10 €. Adresse : 2 rue du petit-Change, 84000 Avignon.  
E-mail : [revuedebutant@hotmail.com](mailto:revuedebutant@hotmail.com)

## L'incendiaire du Reichstag

Communiste hollandais en rupture de parti, soucieux de l'auto-organisation d'un prolétariat allemand sidéré et divisé, le jeune Marinus van der Lubbe

met le feu au Reichstag, le 27 février 1933 au soir. Son geste et sa personnalité seront l'objet d'une double manipulation calomniatrice, nazie et stalinienne. Yves Pagès et Charles Reeve publient les carnets de van der Lubbe, trois numéros d'un journal de chômeurs (dont il était le rédacteur en titre et certainement l'unique auteur) et sa correspondance. Nous reviendrons dans une livraison ultérieure sur cet ouvrage, qui apporte de précieuses indications sur l'état du mouvement ouvrier au moment de la prise du pouvoir par les nazis et repose la question de la pertinence des gestes révolutionnaires individuels.

MARINUS VAN DER LUBBE, Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag, (présentation Yves Pagès et Charles Reeve), *Verticales*, 2003, 295 p., 18 €.

## La Palestine au-delà des nationalismes

Des membres du comité St-Ouen Solidarité Palestine se sont rendus, en décembre 2002, à Jérusalem et ensuite dans la région de Naplouse. Ils ont notamment visité le camp de réfugiés de Balata où vivent entassées plus de 20 000 personnes. Leur témoignage se démarque de ce qu'on a l'habitude de lire : une attention portée aux divisions et conflits de classe au sein de la société palestinienne, souvent masqués par les nationalismes qui s'affrontent. Une situation où la répression et la colonisation ne sont pas parvenues à démolir les liens de solidarité, à étouffer la fronde envers ceux qui accaparent le pouvoir. Où, au fil des rencontres, on découvre que l'humour reste une arme de la critique. Voici un récit qui évite le pathos de la culpabilité, le pessimisme de l'impuissance, les idées archétypes. C'est dans le numéro 8 de *La Lettre du Mouvement communiste*, mars 2003, (12 pages). Pour l'obtenir écrire (sans autre mention) à : BP1666, Centre Monnaie, Bruxelles, Belgique.

LETTRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE, n°8, mars 2003. Adresse (sans autre mention) : BP 16666, Centre Monnaie, Bruxelles, Belgique.

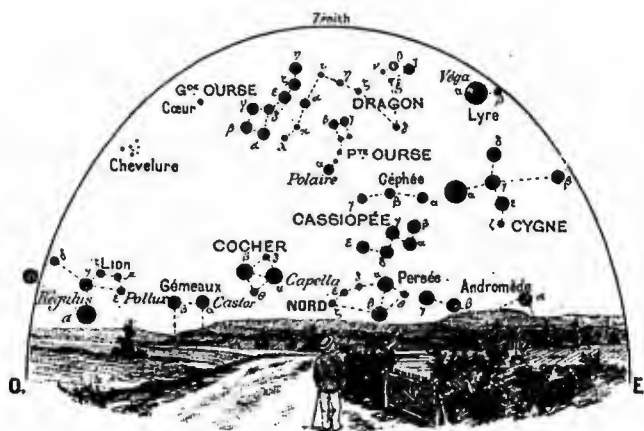


Fig. 66. — Le ciel du nord, en été.

## AU SUD, RIEN DE NOUVEAU DE L'IMPOSSIBILITÉ DU SYNDICALISME RADICAL

**L'**ENTRETIEN QUI SUIT se veut, à travers un parcours individuel, une mise en perspective critique de la forme d'organisation syndicale. Voici d'abord quelques jalons de l'histoire de Yann Brault avant qu'il ne s'exprime directement sur son engagement dans le syndicalisme au milieu des années 80, et sur sa décision d'en sortir définitivement en novembre 2001.

Son père d'origine paysanne et sa mère, fille de petit commerçant, se sont retrouvés tous les deux dans les années 60 salariés à l'usine Citroën de la région de Rennes, lui en tant qu'employé de bureau, elle en tant qu'OS. Ils ont tout fait pour favoriser ses études. Mais ce qui l'a surtout marqué, c'est la réaction de sa mère face à son sort d'ouvrière chez Citroën : « Quand elle a eu ses deux gamins, ma soeur et moi, elle ne pouvait plus envisager de faire autre chose que d'aller bosser à l'usine alors que son rêve avait toujours été d'être sage-femme. C'est sa grande frustration, elle est devenue OS à mesurer des pièces et j'ai vécu triplement ce qu'elle ressentait tous les matins en allant à l'usine. Pas du tout avec la tête pleine du *Droit à la paresse*, au contraire, il y avait une certaine morale du travail dans la famille, mais avec la révolte de l'être humain : "Je vais m'emmerder toute la vie à aller dans une chiourme". Je me rappelle quand j'ai vu le film *Reprise* de Hervé Le Roux, l'image récurrente dans le film de la femme qui crie : "Je ne veux pas retourner dans cette taule !" ... ben ma mère, je l'ai entendu dire ce genre de choses quotidiennement pendant quatre ou cinq ans... »

L'esprit de révolte de Yann. trouve progressivement ses marques d'abord avec le refus du service militaire et la participation aux collectifs de lutte pour l'objection de conscience. Il avait déjà fait un détour par le MRJC (le Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne), qu'il décrit comme étant "envahi de maos, de marxistes-léninistes d'Humanité Rouge". Les questions du chômage et de la reproduction du système capitaliste par l'Ecole, abordées à l'époque (1975) dans cette organisation, lui apporte quelques bases théoriques. Son parcours est ensuite jalonné d'expériences plus ou moins heureuses, de lectures formatrices comme les publications des éditions Spartacus (1982-84). Il participe aux luttes écolos (antinucléaires, notamment à Plogof), vit en communauté et s'intéresse à la contraception masculine. « La conscience de la nécessité du combat politique et les idées d'André Gorz sur la réduction du temps de travail » l'orientent vers les Verts en 1984. Il quittera ce parti au bout de deux ans, dégoûté par les logiques d'appareil et l'opportunisme déjà largement présents dans cette organisation naissante.

Âgé d'un peu plus de 25 ans, père d'une fille de deux ans et demi, il « entre dans le salariat », passe le concours de postier et démarre sa carrière à Paris IX<sup>e</sup>. Son désir d'engagement toujours vif, la condition salariale, le rejet des petits chefs et le désir de trouver des camarades de lutte l'incitent à se syndiquer au bout de six mois de travail. Par rejet de la CGT/PC et de FO (« syndicalisme des petits chefs depuis toujours à la Poste » avec la logique d'entrisme de l'OCI-PT), il rejoint la CFDT et s'intéresse très vite à l'opposition émergeant au sein de ce syndicat, plus ou moins contrôlée par la LCR mais aussi par l'UTCL (ancêtre de l'AL actuelle). En désaccord avec la ligne officielle de la centrale, il est exclu, en



même temps qu'un bon nombre de militants qui ne se reconnaissent plus désormais dans un syndicat affirmant haut et clair sa position de co-gestionnaire et de « partenaire social ». Pour tous ceux-là (200 à 300 militants), le choix, c'est rejoindre la CGT ou revenir individuellement dans la CFDT ou tenter de

créer autre chose. La plupart décident finalement de créer « autre chose ». Ce sera SUD, dès le mois de janvier 1989...

OT ■



## ENTRETIEN AVEC YANN

### DÉPART DE LA CFDT ET ENTRÉE À SUD

**OT.** – *D'où vient le sigle « SUD » ?*

**YANN.** – Il y en avait pas mal qui fantasmaient sur Solidarnosc et qui voulaient appeler le syndicat Solidarité. L'appellation SUD faisait aussi référence aux idées tiers-mondistes. En fait, au début, le « U » comme Unité et le « D » comme Démocratie, c'est vraiment une réaction contre ce qui existait avant (la guéguerre CGT-CFDT) et une volonté de créer autre chose en termes de lutte, c'est-à-dire d'être l'organisation qui promouvra autant que possible l'unité à la base. SUD se revendiquait comme le syndicat qui proposerait des actions en ne se limitant pas aux négociations. Et ce serait aux assemblées générales du personnel de décider ou de trancher les propositions. L'organisation elle-même devait être différente de toutes les organisations bureaucratiques, notamment la CFDT, puisque c'est contre la disparition de toute démocratie interne depuis un certain temps que les oppositionnels de la CFDT se battaient. Et on allait voir ce qu'on allait voir, à SUD, cette démocratie, elle allait exister...

Donc dès le départ, l'organisation se voulait très fédéraliste, elle l'est restée tout le temps de la construction, pendant cinq à six ans et puis petit à petit, les élections professionnelles sont arrivées en 1994. Il y a quand même eu cinq ans sans élections car la direction de la Poste et des Télécoms se méfiaient de l'émergence de SUD. Au prétexte de la phase de réforme des PTT, ils ont gelé les élections qui avaient lieu tous les trois ans. La CFDT était directement à l'œuvre pour empêcher qu'il y ait ces élections. En fait, il y a une cogestion CFDT et direction de la Poste et des Télécoms. Les militants cadres de la CFDT sont directement imbriqués dans l'appareil de direction. En fait, dès les élections de mars 1989, nous dépassions la CFDT en Île-de-France, obtenant ainsi un minimum de locaux et de semi-permanents. Le ministère des PTT et les syndicats traditionnels avaient misé sur notre rapide disparition, mais la plupart de nos militants fondateurs étaient reconnus des salariés comme les plus combattifs représentants

CFDT sur Paris et dans quelques départements voisins. Mais ce retard des élections a permis paradoxalement à SUD de se montrer : on avait tellement grossi et essaimé en province qu'on a concrétisé aux élections de 94. On est devenu très vite troisième syndicat à la Poste et le deuxième aux Télécoms.

**– Et toi, tu y étais depuis le début ?**

**Y.** – **Oui. Ce mouvement à caractère fédéraliste** s'est fait assez naturellement aux PTT parce qu'il y a eu de nombreuses mutations, et tout un tas de succursales de SUD se sont créées assez rapidement. Au départ, j'étais responsable d'une section de base à Paris IX<sup>e</sup>, et lorsque moi-même j'ai été muté en province en 1990, j'ai pu contribuer, avec une quinzaine d'autres camarades en Bretagne, à la création du syndicat départemental de Rennes. Au départ, c'était des gens qui souvent avaient une expérience ou une certaine culture politique, mais très vite, ce ne fut plus le cas chez la plupart des personnes qui nous rejoignaient. Durant la même époque, je participais tous les mois aux réunions du Bureau fédéral dont j'étais de 1991 à 1996 l'un des trente membres élus.

**– Pourquoi ces personnes rejoignaient-elles SUD et pas la CFDT par exemple, ou la CGT ?**

**Y.** – **Parce que SUD se présentait comme le seul syndicat** qui proposait une activité soutenue contre la déréglementation de la Poste et des Télécoms qui commençait avec la réforme Quilès. La CFDT, elle, signait des accords salariaux qui de fait aboutissaient à des pertes de pouvoir d'achat. Sur la question des salaires, la CFDT ne répondait plus aux problèmes. Quant à la CGT, si sa réputation était celle d'un syndicat qui savait encadrer les luttes, les gens la percevaient dans les faits plutôt comme un frein et pas démocratique.

**– Parlons des grèves de 1995...**

**Y.** – **SUD PTT représentait une base intéressante** pour

le mouvement de 1995 pour les gens qui étaient apparentés à SUD dans les autres branches professionnelles. Mais aux PTT même, ce n'était pas une lutte sociale interne, c'était plus une lutte générale contre la réforme des retraites et la modification des statuts des cheminots et pour le service public en général. Déjà en 1995, on voit le problème de l'absence de stratégie autonome de SUD. Si à la base du projet de SUD, il y avait quelque chose de stimulant dans le fait de vouloir favoriser une réelle unité d'action. En fait, petit à petit, c'est devenu une prison. Dans le sens où l'*a priori* imposant de réaliser une unité de stratégie avec la CGT – le grand partenaire incontournable – faisait qu'on s'interdisait de réaliser des actions francs-tireurs... C'est devenu un préalable, y compris jusqu'à aujourd'hui de la part des responsables nationaux de SUD PTT, c'est devenu un frein, un enlèvement. Et effectivement, en décembre 1995, aux PTT comme ailleurs, quand la CGT, et dans une moindre mesure FO, sifflent la fin de la récréation, cela s'arrête tout de suite sans problème.

*– Tu as vécu et compris ce mouvement de cette manière ? Est-ce que les syndicats ont contrôlé l'histoire dès le début aux PTT ?*

**Y. – Oh oui ! Cela n'a rien à voir avec les mouvements de 1988 ou même avec les coordinations qui existaient jadis aux PTT depuis la grève de 1974. Il y avait des coordinations, des mouvements de base, certes plus ou moins coordonnés par des militants qui avaient de la bouteille. Mais en 1995, il n'y a pas d'embrassement aux PTT.**

*– Et le rôle de SUD chez les cheminots, tu peux en parler ?*

**Y. – Il y a une histoire différente chez les cheminots** où là, effectivement, SUD Rail émerge directement du mouvement de 95 parce que c'est la CGT, et la CFDT encore plus, qui ont joué le rôle de frein aux luttes à la SNCF. Peut-être cela tient-il au fait que le courant libertaire y est plus présent qu'aux PTT.

Pour revenir à SUD PTT après 1995, au moment où il y a davantage de moyens syndicaux alloués à cette organisation du fait des résultats aux élections de 1994, il commence à y avoir l'enjeu « comment est-ce qu'on reste une organisation virulente en utilisant les moyens institutionnels »... c'est-à-dire les postes d'élus en commissions paritaires, d'hygiène et sécurité, ou de permanents à temps complet par exemple. Moi-même d'ailleurs, je deviens permanent à temps complet en mai 95.

*– Étant donné ton itinéraire et les idées que tu défends depuis longtemps, avant même ton entrée à SUD, la question de principe a dû se poser pour toi : qu'en est-il des « permanents syndicaux » ? Et cela intervient-il*

*maintenant dans ta critique de fond du syndicalisme ?*

**Y. – Depuis les années 80, j'étais bien sûr déjà conscient de ce qu'un permanent est un bureaucrate potentiel. Mais j'avais l'audace de penser avec mes camarades que nous utilisions différemment mon activité permanente, c'est-à-dire à fond pour la construction de « l'organisation de combat, et qui dérange ! ». Pour emprunter un anglicisme, je me vivais sincèrement comme un « organizer », ce genre de « grouillot de base dévoué » des syndicats américains, qui sillonnent un territoire pour aider des sections de travailleurs à s'organiser : c'était un peu le mythe « Join your union ! »**

J'étais permanent syndical à temps complet pendant six ans de mai 1995 à avril 2002 durant la période de développement la plus importante de SUD-PTT. En 1990 avec le soutien de la fédération, nous avons fondé à quinze personnes le syndicat à Rennes. Il y avait près de 260 adhérents fin 2001. À partir de 1995, après quatre années très galère, l'activité du syndicat a explosé bien au-delà du nombre de militants qui étaient motivés par une activité quotidienne, incessante. Par décision collective, j'étais le seul permanent du syndicat départemental. Ce détachement de mon travail de guichetier a été adopté pour mon mandat de secrétaire départemental et revoté après chaque réélection par le congrès du syndicat tous les deux ans. Il n'y avait pas de chef, plutôt un noyau dirigeant collégial d'une douzaine de militants environ et de fait, je pouvais être démis à chaque réunion mensuelle du bureau. Je me voulais à l'écoute et au service de la base. Le choix de permanent est un choix discutable, mais que j'assume complètement dans les conditions où je l'ai vécu car il s'agissait réellement de construire une organisation de combat, un réseau, avec une certaine impatience volontariste, sans attendre que l'histoire voit accoucher des coordinations de travailleurs virulents ! J'accomplissais beaucoup de tâches basement administratives ou matérielles, d'homme à tout faire, que la plupart de mes camarades dédaignaient, mais indispensables dans une organisation durable. Je circulais beaucoup en Ille et Vilaine à l'occasion de conflits locaux ou pour soutenir et informer les



militants ou collègues. Mon temps était occupé notamment à des visites d'établissement aux aurores, à établir des contacts ça et là et aussi à Paris régulièrement pour des réunions fédérales de deux ou trois jours. Notre syndicat départemental avec son noyau de fondateurs ou d'animateurs (une quinzaine) se considérait comme « la base » par rapport à l'appareil fédéral en gestation. Nous avons souvent été très contestataires par rapport aux choix majoritaires dans SUD PTT.

– *Justement, parle-nous de l'évolution de SUD...*

**Y.** – SUD est resté malgré tout prisonnier de la logique d'unité d'action avec la CGT. Quand arrivent les vraies échéances à la Poste et aux Télécoms, à partir de 1996, c'est-à-dire la première loi de privatisation, de transformation en SA de France-Télécom, on est déjà dans une logique plus institutionnelle, on a présenté des candidats aux conseils d'administration de France-Télécom et de la Poste : à France-Télécom, on obtient deux postes sur les vingt-et-un du conseil, dont sept postes d'élus syndicaux. Christophe Aguiton et Francine Bavet, nos représentants syndicaux ne pourront faire que de la figuration. Francine Bavet était l'an dernier un des bras droits de la campagne de Noël Mamère, mais elle était déjà vice-présidente de la région Île-de-France... – élue aux élections régionales de 1996 sur la liste de Strauss-Kahn comme la numéro trois !

– *Il n'y a pas eu alors de réaction des militants de SUD ?*

**Y.** – Si, à partir de fin 97, il y a tollé général des militants de sorte qu'elle est obligée de quitter le poste d'élue au conseil d'administration des Télécoms. Parce que SUD avait toujours prétendu qu'il n'y aurait pas de collusion entre ses propres responsables et les politiciens ! N'empêche qu'il a fallu un tollé général de la base...

– *Qu'est-ce qui opposait la CNT et SUD sur la question de la participation aux élections professionnelles ?*

**Y.** – Justement, loin du refus de la CNT de rentrer dans le jeu des élections, SUD voulait dès l'origine s'y présenter pour plusieurs raisons. D'abord, SUD assumait sa continuité avec la CFDT dans le fait de siéger et de participer aux commissions administratives paritaires où en général on défend les intérêts des salariés directement. Ce sont des commissions de recours dont la limite – c'est ce que dénonce la CNT – est qu'elles ne sont que consultatives. Il s'agit de défendre les salariés (problèmes de carrière, notation, discipline, classifications des postes de travail), mais ce « syndicalisme de dossier » induit une forme de clientélisme inévitable.

Ensuite, il y avait l'idée que la démocratie, c'est aussi – comme les délégués du personnel – d'être élu par le personnel directement. Il convenait donc de vérifier, d'un point de vue démocratique, ce que les salariés choisissaient comme organisation. C'est le problème de la délégation de pouvoir et de la représentation.

Cette fonction de représentation – perçue sans doute par d'autres bien avant moi, mais par moi maintenant... – c'est de fait l'équivalent de la démocratie parlementaire. Tu votes pour des syndicats, donc tu as une démocratie par délégation. On est loin de la démocratie directe des assemblées générales de travailleurs. Voilà où on aboutit pour n'avoir pas voulu rester au niveau d'une coordination. Mais les coordinations – à juste titre selon moi – étaient perçues comme ne pouvant pas s'inscrire dans la durée. Elles ne pouvaient être virulentes que durant la lutte sociale. Au moment de notre choix institutionnel, on avait à l'esprit les coordinations d'infirmières qui étaient devenues un machin corporatiste classique, peut-être pire même que les syndicats.

### DÉRÈGLEMENTATION ET PRIVATISATION RAMPANTES AUX PTT

**Y.** – Au moment où SUD a de plus en plus de succès électoraux, la déréglementation frappe de plein fouet la Poste et France-Télécom. À la Poste, cela se traduit par une autre forme de privatisation, plus vicieuse et plus redoutable peut-être, c'est-à-dire un tarissement du recrutement de fonctionnaires (agents statutaires) et un recrutement plein pot d'agents contractuels. Mais pas en CDI, seulement en CDD ou CDI à temps partiel imposé dans la plupart des cas. Depuis six ou sept ans, c'est près de 80 % du personnel qui est recruté de cette manière là. Quant à France-Télécom, au moment où Jospin était nommé Premier ministre, la loi de privatisation avait été passée par le gouvernement de cohabitation précédent. Dès l'été 97, Strauss-Kahn pond un rapport sur l'avenir de France Télécom – il ne perd pas de temps – et en septembre 97, reniant les promesses électorales du printemps, la gauche plurielle ouvre le capital de France-Télécom.

– *Et que fait SUD ?*

**Y.** – Ah, c'est intéressant... Tout ce que la Fédération propose aux militants et au personnel, c'est un référendum façon Air France – mais fallait surtout pas comparer avec Air France ! – avec la question : « Êtes-vous d'accord ou non avec l'ouverture du capital ? » À l'époque, il y a des gens qui renâclent comme quoi c'est pas vraiment ça qu'il faut faire et on nous engage à la fermer en nous disant : « c'est ça la démocratie, faut consulter le personnel » ! Premier virage.

Le second, c'est en 1999, au moment de la privatisation des restaurants sociaux. Toute la restauration PTT avait un statut associatif et était gérée par les syndicats, même si c'était de fait une cogestion car la boîte filait le pognon. Pour les agents des PTT, c'est du salaire indirect puisqu'on peut y manger correctement pour moins de vingt-cinq francs... En 1999, pendant six mois, on voyait arriver la privatisation de cette restauration chez

France-Télécom avant la Poste. Que fait SUD ? Rien ou pas grand chose. La CGT instrumentalise une certaine contestation en mobilisant uniquement le personnel hôtelier. Les agents Poste ou Télécom, usagers de ces restaurants, sont juste conviés dans un certain nombre de régions, dont la mienne, à des manifs galettes-saucisses plusieurs midi. Ce cinéma dure six mois, il n'y a toujours pas eu de tentative de grève de l'ensemble du personnel. Sodexo ou Eurest ont eu la sous-traitance. Pour moi, c'est la deuxième grande dérobade de SUD. Chez les militants sincères, il en est resté beaucoup de frustration, de déception, de démoralisation.

### LES CONFLITS DE LA RTT EN 2000

**OT. – Des adhérents commencent à quitter SUD ?**

**Y. – Non, ils restent, mais ils sont amers. L'année suivante, c'est la RTT à la Poste avec des conflits importants, des grèves de dix à quinze jours, des départements entiers bloqués, rarement en même temps, mais à la même période fin 99 – début 2000. En Ille-et-Vilaine, le conflit dure quinze jours avec occupation de la direction jour et nuit. Des choses qui ne s'étaient plus vues aux PTT depuis dix ou quinze ans. Auparavant, on avait étendu l'implantation de SUD avec un réseau couvrant le département, notamment – et c'est nouveau – dans les secteurs à ce moment-là les plus sensibles aux changements des habitudes de travail, les facteurs. Alors que dans la mythologie militante des syndicats comme SUD, c'est le personnel des centres de tri, c'est-à-dire le personnel de la grève de 74 (de « l'usine »), qui est traditionnellement considéré combattif, eh bien, cette fois-ci, ce sont les facteurs qui démarrent, même si le personnel des centres de tri s'est également mobilisé.**

**– Pourquoi ? Parce que les « 35 heures » remettent davantage en cause leur organisation du travail ?**

**Y. – Oui, cela remet en cause le côté « petit artisan » du facteur. C'est l'industrialisation de la distribution du courrier qui commence. Chez les vieux facteurs, aussi bien que chez les jeunes travailleurs qui débute à la distribution, il y a un mouvement de refus. Les gens descendent dans le rue à Rennes, 250 à 600 personnes sont sur le pavé toute la journée pendant qu'il y a des négociations bidons.**

Le discours des appareils syndicaux fédéraux, y compris SUD, était : « Il faut négocier des meilleures 35 h ». Très vite, il y a un piège qui se referme. La soi-disante réduction du temps de travail, c'est d'accorder des repos de cycle en échange d'un allongement de la journée et avec des suppressions de tournées. Or, ces repos de cycle ne seront jamais vraiment acquis longtemps. De fait, c'est l'introduction d'une annualisation. Ce n'est pas du tout une RTT au gré du salarié, comme

le revendiquait le mouvement historique d'avant 1936 avec une réduction du temps de travail à la fois quotidienne et hebdomadaire, c'est-à-dire les 40h par semaine et les 8h par jour<sup>1</sup>. Depuis longtemps, l'idéologie syndicale aux PTT ou ailleurs, c'est plutôt une espèce de fantasme de partager le travail ou de créer des emplois « de jeunes » (*sic*) ou de « bouche-trous », alors qu'on poursuit la suppression des emplois statutaires. Pour nous, c'était le troisième coup de Jarnac : au moment des grèves et des occupations, il n'y a aucune fédération des luttes par SUD. À quoi sert une fédération syndicale ? – si tant est qu'elle ait un intérêt ! – c'est au moins à fédérer les luttes. Là encore, on a peur du « grand frère » CGT, qu'est-ce qu'il va faire ? On a peur d'appeler à une grève nationale... Et les élections approchent (octobre 2000) : qui va faire le loupé permettant aux autres de ramasser le maximum de voix ?

Le principal reproche que je fais à SUD, c'est qu'ils n'ont jamais eu le courage de prendre des risques quand il y a eu des luttes qui commençaient à monter, sur des enjeux aussi importants que les trois que je viens de décrire. Le courage de dire : « la base bouge, on la suit, on appelle à la grève générale aux PTT, on se fout de ce que va faire la CGT et si on se ramasse, tant pis ».

**– Ça, c'est du côté des directions syndicales. Et du côté des salariés, comment cela est-il perçu ?**

**Y. – Tous les salariés loin de là n'étaient pas engagés dans cette lutte. Je n'explique pas l'absence de mouvement social en ne visant que les « directions traîtres » (comme les gauchistes). Les gens ne se mettent pas en branle tous les quatre matins et y regardent à deux fois avant de se lancer dans un truc.**

Les méthodes « participatives » de réorganisation, avec diagnostics et pseudo-négociations séparaient les salariés, établissement par établissement, en autant de groupes de travail avec la direction, associant tous les syndicats. Cela a fait des dégâts à la Poste et aux Télécoms. Dans notre département, seul SUD brisait systématiquement ce jeu. Mais la majorité des salariés ne pouvaient pas percevoir immédiatement l'enjeu de manière assez large pour que cela devienne un embrasement général. Pour employer des mots de physique nucléaire, il manquait une masse critique suffisante ! Nous avons juste commencé à tisser un réseau. Mais on a eu, lors du développement de SUD, notamment parmi les facteurs, le sentiment d'une résistance organisée qui s'amplifiait. Or, ce qu'on a compris ensuite, c'est que cette auto-organisation n'était pas possible dans le cadre d'un syndicat.

**– Quelles sont les raisons de fond pour lesquelles tu es parti de SUD ?**

**Y. – Il y a les trois dérobades « historiques » que je viens d'évoquer, mais en revenant sur l'évolution de SUD, il y a eu des épisodes significatifs.**

Lors de deux congrès fédéraux, notre syndicat d'Ille-et-Vilaine a dû poser un débat sur les raisons de se caractériser « contre le libéralisme » ou « antilibéraux ». Nous posions directement la question « antilibéralisme ou anticapitalisme ? » par un amendement argumenté pour le deuxième terme bien sûr ! On a été battu en congrès sur cette question. Ensuite, à l'occasion d'un congrès départemental, nous avons eu le débat : « rénovation » ou « alternative » radicale au syndicalisme existant ? Face à nous, la secrétaire générale de la Fédération venait affirmer qu'on n'était pas là pour recréer le syndicalisme tout entier, mais qu'on avait pour ambition de devenir une des composantes d'une rénovation du syndicalisme existant, à côté de la FSU, de dissidents de la CGT et de la CFDT... C'était

l'ambition de l'« extrême-gauche plurielle du syndicalisme français » !

**– Justement quels sont les liens entre SUD et les partis politiques, notamment la LCR ?**

**Y. – Il y a une stratégie et des liens depuis le début.** Par exemple, l'identification comme « antilibéral » a été introduite discrètement dès le début des années 90, après envoi d'un questionnaire à choix multiples par la fédération aux adhérents, du style « connaissons-nous mieux nous-mêmes ». Le total « antilibéral » et « plutôt antilibéral » était majoritaire. Mais en figeant si tôt, et en valorisant un tel profil, l'appareil fédéral ne se cachait pas de vouloir ratisser large... Ce sont les mêmes acteurs politiques – militants LCR, Alternative Libertaire, Verts, ex-maoïstes du PCML ou de VLR, ou compagnons de route de ces organisations, qui ont œuvré à la germination d'associations citoyennistes comme AC ! (Agir contre le chômage !) et ensuite ATTAC.

Il n'y a pas que les militants LCR... Je pense qu'il est intéressant de parler de l'influence de courants affichés comme libertaires dans l'évolution de SUD : des militants « historiques » d'Alternative Libertaire sont responsables départementaux ou fédéraux de SUD PTT.

Rebaptiser leur UTCL (Union des travailleurs communistes Libertaires des années 80) en abandonnant symptomatiquement le terme « communiste » ne les a pas éloigné de l'État, au contraire ! Pour rester anticapitaliste, il ne suffit pas de critiquer l'État-Sarkozy ou de décrire « le projet du MEDEF ». Au nom de la sauvegarde des acquis de l'État-providence (droit de la sécurité sociale, droit du travail, droit administratif, droit de la représentativité syndicale, statut de fonctionnaire), ils investissent beaucoup d'énergie et de considération pour l'activité juridique. Ils remettent aux calendes grecques toute la démystification et la lutte nécessaires contre ces catégories modernes de l'État. Pourtant à mon avis, celui-ci ne fait qu'un avec le Capital ! Je reprends volontiers le qualificatif d'« anarchisme d'État »<sup>2</sup> de Claude Guillon envers Chomsky, pour analyser un courant comme Alternative Libertaire dans SUD et dans la CNT...

La fascination pour le droit de l'État est moins surprenante chez certains maoïstes de SUD à Rennes. Voilà qui permet en plus de rester d'inamovible experts, l'éminence grise. Le lien de SUD avec des organisations politiques se noue évidemment là, au niveau de la représentation et de « l'expertocratie » (c'est un barbarisme), et je peux vous dire que c'est un lien de propriétaires ! Tous ces Lénine new-look cogèrent SUD-Solidaires-G10 en partageant un autre point : l'utilisation frénétique des médias. Les médias, encore une catégorie moderne de l'appareil d'État. SUD a vachement bien monté sa « feinte-dissidence ». Ce terme de Louis Janover<sup>3</sup> leur va comme un gant. Ses bouquins font partie de mes antidotes depuis vingt ans. L'embrouille avec le droit de la démocratie capitaliste, la gesticulation médiatique bien avant José Bové... cela a fini par bluffer ou euphoriser pas mal de militants et de salariés des PTT, par se substituer à tout le lent mais véritable travail de sape et de rapport de forces que nous voulions, voilà la vérité !

## RÉFLEXIONS SUR LA FORME SYNDICALE

**OT. – Quel regard portes-tu aujourd'hui sur la forme syndicale ?**

**Y. – Je me demande si tout syndicat n'inhibe pas,** par sa prise en charge des affaires, les velléités d'organisation des salariés. J'ai été très concrètement amené à me poser cette question, à propos de ce mouvement assez exceptionnel des grèves de 2000 contre la RTT. 250, 600 personnes dans les meilleures journées, bivouaquaient aux portes de la direction, durant ces quinze jours d'occupation. Mais l'intersyndicale CGT, SUD, CFDT, était très maîtresse des événements et les gens étaient attentistes. C'est vrai qu'il y a un poids de

l'installation syndicale dans des boîtes comme La Poste ou France-Télécom. Même la CGT s'est mise à la mode des assemblées générales – ça fait bien de consulter les salariés au moment des négociations – mais en matière d'action, quand il fallait rebondir pour ne pas rester à la porte des patrons, les gens restaient attentistes. Nous SUD étions particulièrement à l'initiative; on proposait des trucs régulièrement, en envisageant des actions dures. Les assemblées générales ont décidé l'invasion d'un centre de tri parallèle au bout de dix jours. Mais la plupart du temps, c'était toujours nous qui propositions les occupations de bureaux de Poste, etc., même au bout de 15 jours de grève.

Aujourd'hui, il m'apparaît que la direction des événements qui est occupée de fait par des syndicats y compris activistes comme SUD dissuade une partie des salariés de se mettre, au bout d'une semaine de mouvement de grève, à concevoir par eux-mêmes des actions et de prendre en charge eux-mêmes le mouvement. C'est une des conclusions que je tire. Celle de la représentation des salariés par une organisation comme un frein à leur action propre.

– *Effectivement, tu parles de la question centrale de la représentation, mais aussi de la « normalisation » et « d'accompagnement ». Qu'est-ce que tu veux dire par là ?*

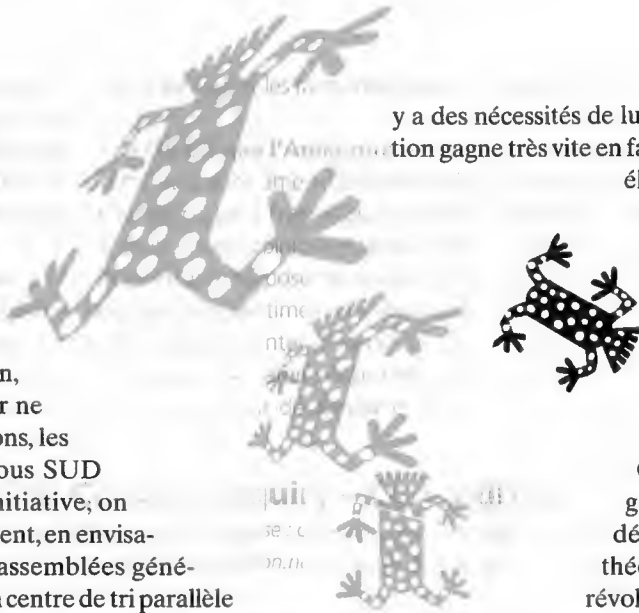
**Y.** – Traditionnellement, quand SUD a émergé il y a 10 ans, on avait coutume de caractériser des syndicats comme la CFDT ou FO de syndicats d'accompagnement des réformes, négociant juste des petits « plus » sur le plan social pour faire passer la pilule. En fait, la CGT aussi. Et maintenant, je fais la conclusion que SUD est aussi devenu un syndicat d'accompagnement, le plus doué de sa génération. Car il a su renouveler des formes d'activisme spectaculaire (médiatisé) qui font illusion, mais qui ne remettent pas en cause, par l'action collective des salariés, le fonctionnement de la machine, les restructurations ou les suppressions d'emplois.

J'avais le désir, il y a une douzaine d'années, de trouver, dans l'émergence d'un syndicat comme SUD, une forme qui utiliserait des moyens institutionnels tout en évitant d'être récupéré, normalisé. On avait l'illusion de créer une forme contestataire durable. On ne trouvait rien de mieux qu'une forme syndicale pour cela. Certes le syndicat assure le maintien d'une organisation technique, concrète, pour pouvoir favoriser un lien entre les salariés et une vigilance pour être prêt à bondir dès qu'il

il y a des nécessités de lutte. L'institutionnalisation gagne très vite en fait. La participation aux élections, mais aussi aux instances hygiène-sécurité ou paritaires, à la gestion des cantines en régime capitaliste. C'est de la glue ! Je pense que les formes d'anarcho-syndicalisme type CNT sont également guettées par cette dérive. Des camarades théorisent le syndicalisme révolutionnaire : en fait, toujours la même vieille théorie d'un unique « courant d'oppositions internes », moi je n'y crois pas du tout ! C'est seulement dans les moments de lutte sociale un peu plus exacerbés que les salariés peuvent se donner des moyens d'auto-organisation. Pour ce qui est de trouver des structures durables à même de traverser les périodes de faiblesse du mouvement prolétaire, il vaut mieux en concevoir et en créer, même modestes, en dehors des syndicats.

– *Est-ce que tous les militants ayant quitté SUD en même temps que toi sont partis sur les mêmes bases que toi ?*

**Y.** – Non, pas forcément. Les plus récents qui nous avaient rejoint après la grève anti-RTT ont d'abord connu une grande déception : SUD représentait, encore peu de temps avant, l'espoir d'un syndicalisme différent, combatif. Ils n'avaient pas forcément tous des référents politiques auparavant. D'autres ont surtout eu besoin de prendre du recul car nous avions milité de manière intensive pas mal d'années. Et puis, il y a une cause commune à notre rupture avec SUD, une raison de fond, anti-autoritaire et anti-corporatiste. Les méthodes de certains militants pour conserver leur pouvoir ont quand même coïncidé avec la normalisation définitive au diapason de la Fédération. À SUD comme ailleurs, certains individus se comportent comme des gourous, tel ce spécialiste des questions internationales ou juridiques. Nous étions une quinzaine d'égaux en fondant le syndicat, mais celui-là (d'ailleurs le seul cadre) se considérait toujours comme le moins égal, considérant les militants comme ses petits soldats. Chef non élu, c'était le top de l'apparence libertaire ! Mais rester l'éminence grise, l'omniprésent, devenait plus difficile après les grèves dures de février 2000. Une nouvelle vague de militants émergeait (des facteurs et des femmes), à la fois étanches au charme du gourou et aux courants politiques fédéraux. Les intrigues, les harcèle-



ments procéduriers du petit groupe sectaire devinrent incessantes. Nous avons tenu un peu plus d'un an. Depuis quatre-cinq années environ, nous maintenions une réunion mensuelle « horizontale » d'une cinquantaine de militants de métiers très différents. Mais ce n'était pas le fonctionnement que la fédération SUD voulait. Alors que cette unité non corporatiste était auparavant défendue par nos harceleurs, ils s'acharnèrent à cloisonner leurs sections, à tenter d'organiser des catégories supposées radicales (contractuels de la Poste) en dehors du syndicat ! Leur opportunisme manœuvrier rencontra celui de la fédération. Sous couvert d'efficacité et de développement par branches, les cloisonnements étaient encouragés entre militants Poste et Télécom, entre facteurs et sections de trieurs de lettres ou adhérents des chèques postaux, une politique pour les contractuels, une autre pour les fonctionnaires. À peine réélus à 70 % par le congrès départemental sur notre opposition à ces orientations, nous avons démissionné. Le harcèlement que nous subissions débouchait sur l'agression physique de l'une d'entre nous, et par opportunisme, la fédération SUD PTT a soutenu nos agresseurs : nous étions les plus incontrôlables, il fallait nous mettre en minorité. Plusieurs bouquins de sociologie ont glorifié l'émergence de SUD, mais sa normalisation n'a pas été explorée !

Ma frustration par rapport au syndicalisme se situe essentiellement dans la possibilité d'organiser sur les lieux mêmes de travail, un réseau de lutte qui résiste au patronat et à l'État, comme des braisés qui couvent au milieu des prolétaires. C'est d'ailleurs pour cela que les formes syndicales illusoire peuvent encore attirer des militants sincères. Nous manquons désormais de cette liberté des délégués de pouvoir circuler partout dans nos boîtes. Je crois que mes camarades éprouvent aussi cette frustration parce que la situation d'exploitation que nous vivons quotidiennement est de plus en plus tendue et qu'on a tous envie d'en découdre. Par contre nous sommes certainement moins nostalgiques du syndicalisme qu'il y a un an, parce que nous sommes terriblement lucides sur son inconsistance, sa fonction réelle...

#### COLLECTIF DE LUTTE EN DEHORS DES SYNDICATS

**OT.** – *Parmi les gens qui sont partis de SUD en même temps que toi, combien êtes-vous aujourd'hui et que faites-vous ensemble ?*

**Y.** – **Nous sommes une quinzaine de militants** de La Poste et de France-Télécom à avoir démissionné de SUD en Bretagne. Nous essayons de garder une forme collective d'organisation pour ne pas retomber dans l'atomisation individuelle, monnaie courante dans les boîtes. Notre collectif se manifeste sous la signature de

NADA, car nous ne représentons RIEN que nous-mêmes. Nous sommes tentés de dire qu'il faudrait qu'existent ainsi plusieurs collectifs de salariés, plutôt de petite taille à priori. Si ces formes se développaient, cela ébranlerait le rôle de représentation des syndicats, y compris la CNT et SUD. D'autre part, lorsqu'il y aurait un conflit social important, ces collectifs auraient déjà été même, modestement, une école de démocratie directe, pour apprendre à dire son mot à égalité ou même à la place des syndicats.

– *Cela voudrait dire que dans des périodes « plus calmes », le collectif a vocation à faire circuler de l'info auprès des salariés et, dans des périodes de lutte comme lors de la RTT, à essayer de promouvoir l'idée d'auto-organisation...*

**Y.** – **Oui, c'est ça. Au bout d'un an et demi**, l'impulsion persiste de rester une communauté de combat. Nous avons continué à nous réunir une fois par mois. Nous nous entretenons les uns les autres, faisant notre possible chacun en son lieu de travail, pour une résistance plus virulente des salariés. Pour le moment, ce n'est pas le cas. La chape de plomb des organisations syndicales inertes est telle que c'est plutôt un certain défaitisme qui domine. Et nous rencontrons tous les jours l'obstacle de « l'intégration ouvrière » au capitalisme. L'obsession d'arriver à la préretraite est aussi forte à un bout de la pyramide des âges que l'est à l'autre bout la quasi-paralysie par la précarité/flexibilité. Paradoxalement les gens sont conscients de l'inanité des syndicats et massivement imprégnés du fait que ce sont tout de même ces syndicats qui sont responsables de leurs affaires, chargés du monopole de les défendre, de négocier carrières et perspectives d'avancement ou miettes salariales. Bien que les privatisations détruisent leurs habitudes de boulot, il est clair que la plupart des gens ne perdent pas encore assez pour se bouger le cul et prendre eux-mêmes leur intérêt en main.

Néanmoins, nous persistons à interpeller nos collègues, par des tracts à l'entrée des cantines PTT, par des discussions au boulot, à chaque occasion propice depuis un an et demi : contre la suppression des guichets Télécom pour la population en interdits bancaires ; contre les tentatives de nous faire bosser totalement les samedis ; contre des suppressions d'emplois et des réorganisations ; au quotidien contre les pressions des managers, notamment sur les plus précaires ; à rebrousse-poil des syndicats et partis de tous acabits, dans des manifs comme celles du 26 novembre ou du 3 avril derniers, qui ne risquent pas d'enclencher un mouvement social contre les projets gouvernementaux.

– *Et qu'en est-il de la CNT qui se présente comme un syndicat radical, différent des autres, y compris en critiquant SUD, « devenu comme les autres » ?*

**Y.** – **Tant qu'ils ne se présentent pas aux élections pro-**



fessionnelles, ils évitent déjà un sacré écueil. Mais il y a un second écueil pour eux qui est typiquement un écueil du syndicaliste : c'est « l'expertocratie ». Du fait de la complexité et de la déréglementation du droit du travail et du droit des fonctionnaires (les deux coexistent à la Poste et aux Télécoms), cela requiert des experts pour défendre les salariés soit individuellement, soit collectivement. J'entends aussi le discours de la CNT qui était le discours de SUD au début : « ce sont les assemblées générales qui doivent trancher ». La CNT reste sur la réserve dès qu'il y a un mouvement, ils sont derrière SUD, laissent SUD diriger les événements un peu avec la CGT et font entendre leur petite différence sur le côté. C'est une attitude trop « petit braquet » pour devenir une organisation radicalement alternative aux boutiques syndicales.

– **Y a-t-il des écueils typiquement syndicaux que vous cherchez à éviter ?**

**Y.** – **En février dernier, il y a eu une grève des facteurs de mon bureau, pour s'opposer à la suppression du repos un samedi sur deux, et de trois tournées. Durant les semaines précédentes, notre collectif en avait encou-**

ragé le déclenchement, avec la CNT locale et une certaine représentation de SUD. Mais faute de s'étendre à d'autres établissements, après notamment une pseudo-négociation, la grève s'est essoufflée au bout de trois jours. Il y a un écueil typiquement syndical que je crois fondamental à éviter : nos patrons sont bien formés à toutes les méthodes de combat antisocial, les « rounds de négociations » en font partie, surtout pendant une lutte déterminée. Sous peine de se faire dévoyer, et surtout d'y perdre du temps et de l'élan, un mouvement de grève ne doit jamais être demandeur de la moindre négociation.

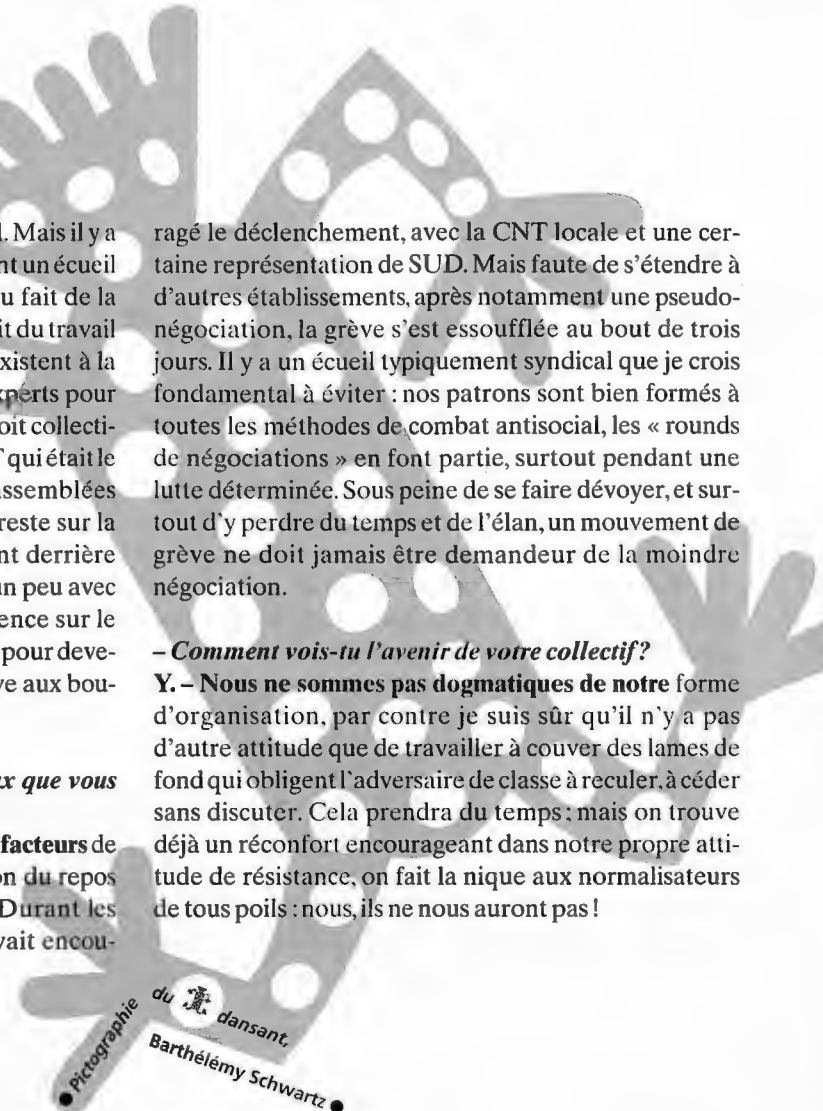
– **Comment vois-tu l'avenir de votre collectif ?**

**Y.** – **Nous ne sommes pas dogmatiques de notre forme d'organisation, par contre je suis sûr qu'il n'y a pas d'autre attitude que de travailler à couvrir des lames de fond qui obligent l'adversaire de classe à reculer, à céder sans discuter. Cela prendra du temps : mais on trouve déjà un réconfort encourageant dans notre propre attitude de résistance, on fait la nique aux normalisateurs de tous poils : nous, ils ne nous auront pas !**

1 – Cf. Nadayn, « Le temps des vils », Oiseau-tempête n°9, été 2002.

2 – Cf. Claude Guillon, « L'effet Chomsky ou l'anarchisme d'État », Oiseau-tempête n°9.

3 – Cf. Louis Janover, Voyage en feinte-dissidence, Paris-Méditerranée, 1998.



N° ISBN : 2-911917-06-5

**CORRESPONDANCE : Oiseau-tempête**  
**21, ter rue Voltaire, 75011 PARIS – France**  
 oiseau.tempete@internetdown.org

● Dessin : Note prise lors d'une réunion de Oiseau-tempête, BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ●

Les anciens numéros sont disponibles sur le site web <http://internetdown.org/oiseauempete>

TOUTE COPIE OU REPRODUCTION INTÉGRALE OU PARTIELLE DESTINÉE À UNE UTILISATION INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE CONSTITUE UNE CONTRIBUTION À LA DIFFUSION D'OISEAU-TEMPÊTE.

**SOUTIEN TROIS NUMÉROS : 16 € – CHÈQUE À L'ORDRE D'ABI IRATO**



paraison avec la guerre du Vietnam, dans les années 70, est éclairante. Cette fois-ci, aux États-Unis, les réactions de « patriotisme ouvrier » contre les manifestations anti-guerre ont été peu visibles et la logique de guerre a été particulièrement rejetée par les prolétaires les plus pauvres, les Hispaniques et les Noirs, dont les enfants constituent 40 % des troupes. La popularité du mot d'ordre « Pas de sang pour du pétrole » a exprimé cet état de conscience : les intérêts de cette guerre ne sont pas ceux des classes pauvres touchées par la une rapide dégradation des conditions de vie.

Dès lors, le lien entre le coût de la guerre, l'appauvrissement social et les mobilisations anti-guerre, peut s'affirmer encore plus. Les précédentes phases de la guerre permanente furent majoritairement financées directement par les « alliés » des États-Unis, l'Europe et le Japon (à hauteur de 80 % lors de la première guerre en Irak). Or, certains d'entre eux campent désormais sur une opposition qui exprime à la fois la défense de leurs intérêts capitalistes dans la région et leur difficulté économique à assumer les coûts de l'après-guerre. Aujourd'hui, le seul moyen envisageable pour financer la guerre est la poursuite de l'augmentation du déficit nord-américain que les

États-unis font payer aux grands pays industriels. Le rapport conflictuel entre les grands pays capitalistes de même que la position dominante des États-Unis se trouvent ainsi mis en évidence.

La négociation du partage des ressources pétrolières est inscrite dans ce conflit : quoi qu'il arrive, les États-Unis pourront difficilement assumer seuls l'administration de ces zones et de leurs populations. La faiblesse de la puissance américaine réside notamment dans cette incapacité. Envisager que les coûts de la guerre et de l'après-guerre reposent sur le seul budget nord-américain, c'est considérer comme probable l'accélération des conflits sociaux aux États-Unis. La jonction entre l'opposition à la logique de guerre permanente, les révoltes sociales et les grèves ouvrières devient un horizon plausible.

CES CONTRADICTIONS internes sont le reflet de celles que connaît l'Europe. Les budgets de l'armée sont en progression parallèle à ceux de la sécurité intérieure alors même que la situation sociale devient de plus en plus conflictuelle (licenciements massifs, appauvrissement des chômeurs, réforme des retraites...). En France et en Allemagne, la propagande d'union nationale contre la guerre, associée aux politiques de répression, remplissent la même fonction que la propagande en faveur de la guerre et contre le terro-



## ÉCONOMIE DE CRISE ET PATRIOTISME ÉCONOMIQUE

Les trois premières économies de la planète, Japon, USA et Allemagne, sont en récession. Deuxième économie mondiale, le Japon est en crise depuis désormais plus de dix ans ; aux USA, la récession a commencé à se manifester en début 2001, donc bien avant les attentats du 11 septembre. Elle a vite gagné l'autre côté de l'Atlantique et durement frappé la première économie de la zone euro : l'Allemagne. Tel est le contexte économique dans lequel se produisent les attentats de New York. Ils s'attaquent au symbole du pouvoir économique américain à l'heure où il sort d'une phase d'expansion de presque dix ans. Rien d'étonnant,

donc, si Wall Street réagit avant même le Pentagone.

### Acte I – « Consommez pour sauver la démocratie ! »

Au lendemain de l'attaque, l'ensemble du « monde libre » s'est engagé pleinement dans le sauvetage de l'économie américaine, seul et véritable symbole de la résistance démocratique à la « barbarie terroriste ». Dans un élan de patriotisme économique, toute la population a été conviée à donner sa contribution. L'un des symboles du patriotisme de guerre le plus emblématique a été exhumé, les *war bonds*, devenus aujourd'hui *Freedom Acts Bonds*. Selon un responsable du ministère des Finances : « ces titres sont seulement un moyen supplémentaire pour les citoyens de manifester leur soutien à la guerre contre le terrorisme<sup>1</sup> ». Il



risme aux États-Unis : faire accepter aux exploités leur condition. Jusqu'à quand ? C'est dans la forme que prendra la résistance à deux aspects d'une même réalité – la guerre et la crise économique – que réside le frein potentiel à la logique guerrière du système.

1 – Voir Paul Mattick Jr., « L'illusion de la maîtrise », Oiseau-tempête, n°9, été 2002.

s'agit évidemment d'une mesure de propagande. Le gouvernement n'a nullement besoin de l'épargne des Américains pour ramener le budget de la défense aux niveaux de l'époque Reagan et de son bouclier spatial. D'ailleurs, tout le monde s'accorde pour dire que dans la conjoncture économique actuelle, il ne faut surtout pas que les Américains épargnent au lieu de consommer. Peu importe que l'endettement des ménages se situe à 60, 70 ou 80 % de leur revenu, dans les moments de crise, il faut faire une preuve de confiance patriotique. Retourner au boulot, produire et consommer comme si rien ne s'était passé est la manière la plus efficace pour combattre le jeu des terroristes, martèle sans cesse la Maison Blanche au lendemain des attentats. Même leitmotiv de ce côté de l'Atlantique : « Ce que

veulent les terroristes, affirme le ministre des Finances Fabius, c'est déboussoler nos comportements et déformer notre vision de la réalité<sup>2</sup>. Beaucoup moins nuancés sont les propos de Silvio Berlusconi, qui exhorte explicitement tous les Italiens à consommer pour aider le pays à surmonter une conjoncture économique difficile et même à travailler au noir s'il le faut ! Mais pour consommer il faut avoir un boulot, ce qui devient de plus en plus difficile en Italie, comme aux USA, en France ou en Allemagne. Le noble exercice du patriotisme économique n'est pas à la portée de tous !

### Acte II – « Consommez pour sauver votre emploi ! »

Moins de deux ans après le 11 septembre, l'exhortation à consommer davantage fait moins appel à la confiance patriotique qu'à la menace du chômage. En s'adressant aux Français, le ministre du Budget Alain Lambert leur explique que « la consommation, c'est la meilleure garantie pour votre emploi<sup>3</sup> ».

Les milliards de dollars versés ces deux dernières années au contribuable américain à titre de baisse d'impôts, pas plus que les politiques de crédit quasi gratuites menées par les banques centrales des pays les plus industrialisés n'ont pu sortir l'économie mondiale de la crise. En réalité, nul ne croit que les dépenses des ménages pourraient faire redémarrer la croissance. Pas un pays ou un secteur d'activité qui ne soient affectés par des restructurations. Le capital est en crise de rentabilité, la production industrielle baisse, les entreprises surendettées réduisent les investissements et coupent ce que, dans le jargon de l'entreprise, on appelle « les coûts maîtrisables », c'est-à-dire, la force-travail<sup>4</sup>. Mais jusqu'à quel point la force-travail est-elle maîtrisable ?

Metaleurop, Daewoo, ACT Manufacturing, Matra Automobile, Arecelor, Air Lib, Noos, Grimaud Logistique : la liste de fermetures

d'entreprises et de suppressions d'emplois ressemble à un bulletin de guerre, même si Raffarin préfère l'expression « accidents économiques douloureux ». Pour les licenciés, les chances de retourner à l'emploi sont très faibles voire nulles pour ceux dans la mauvaise tranche d'âge ou ceux peu ou pas qualifiés. Ils iront grossir le nombre des chômeurs de longue durée. Ces deux dernières années, le nombre de chômeurs indemnisés a augmenté vertigineusement. Dans la seule région du Nord-Pas-de-Calais, 50 % du revenu de la population provient de la protection sociale. Il est clair que cette situation ne peut pas se prolonger à l'infini, d'autant plus que le nombre de chômeurs est destiné à s'accroître. Schröder le sait bien qui prépare un traitement de choc aux 4,7 millions de chômeurs allemands suspectés de préférer les allocations au boulot. La réduction des indemnités et des prestations couvertes par l'assurance santé obligatoire devrait les faire changer d'avis. L'objectif est de réduire le coût du travail, à l'origine de la chute des embauches et de la progression du travail au noir.

En France – selon les sondages – la majorité des salariés et des fonctionnaires seraient favorables à l'alignement de la durée de cotisation du public sur le privé. La rhétorique gouvernementale aurait-elle réussi à les convaincre qu'il faut travailler davantage

ou bien la peur et l'incertitude face à l'avenir les pousse-t-elle se replier sur des positions en recul par rapport aux conditions actuelles ? « On était très unies ; maintenant il n'y a plus rien. Plein de collègues se sentent seules comme moi, mais on n'arrive pas à se retrouver, même pour une soirée », se plaint une ancienne salariée de Moulins<sup>5</sup>. Alors que les conditions de vie se détériorent chaque jour, les gens se replient sur eux-mêmes, paralysés par la peur de perdre leur boulot, leur retraite, de voir démantelé le peu de

système social encore debout. Détournant l'attention de l'opinion publique vers l'extérieur, la guerre semble pour le moment renforcer cette tendance au lieu de l'inverser. Cela est particulièrement vrai pour la France et l'Allemagne dont les « engagements pour la paix » ont engendré un climat d'unité nationale autour de leurs gouvernements respectifs. On a là tout ce qu'il faut pour entretenir l'opinion publique avant, pendant et peut-être après la guerre.

### Acte III – « Consommez contre nos ennemis ! »

L'un des problèmes de la France depuis quelque temps semble être la montée du sentiment anti-français aux USA, son principal partenaire commercial en dehors de l'Union européenne. On s'inquiète cependant modérément des mesures de rétorsion économique proposées par certains parlementaires républicains et de la multiplication des appels au boycottage des produits français. Déjà accoutumé à exprimer par l'achat l'intérêt national, le consommateur américain pourrait s'en prendre au camembert et au champagne pour punir les alliés ingrats. Le tabloïd *New York Post* propose la préférence nationale : « Arrêtons de consommer du vin, de l'eau minérale et du fromage de France. La même chose pour les Allemands. Si vous êtes riches, vous n'avez pas besoin d'une Mercedes-Benz, achetez une Jaguar, une Cadillac ou une Lincoln. Si vous n'êtes pas riches, vous n'avez pas besoin d'une Volkswagen, une Ford sera aussi bien<sup>6</sup> ». Cette solution présente le double avantage de porter atteinte aux intérêts économiques des alliés traîtres et de soutenir l'économie nationale, elle est donc doublement patriotique. Quant à ceux qui ne peuvent s'acheter ni champagne ni Mercedes-Benz, faute de pouvoir s'exprimer en consommateurs, qu'ils se taisent.

### Acte IV – « Consommez pour la paix ! »

Moins chauviniste, le consommateur citoyen, lui, dépense pour la paix. Proposant de boycotter MacDonald et Coca-cola, il exprime sa colère face à l'attitude va-t'en-guerre de l'oncle Sam. Il y a pourtant quelques petits

